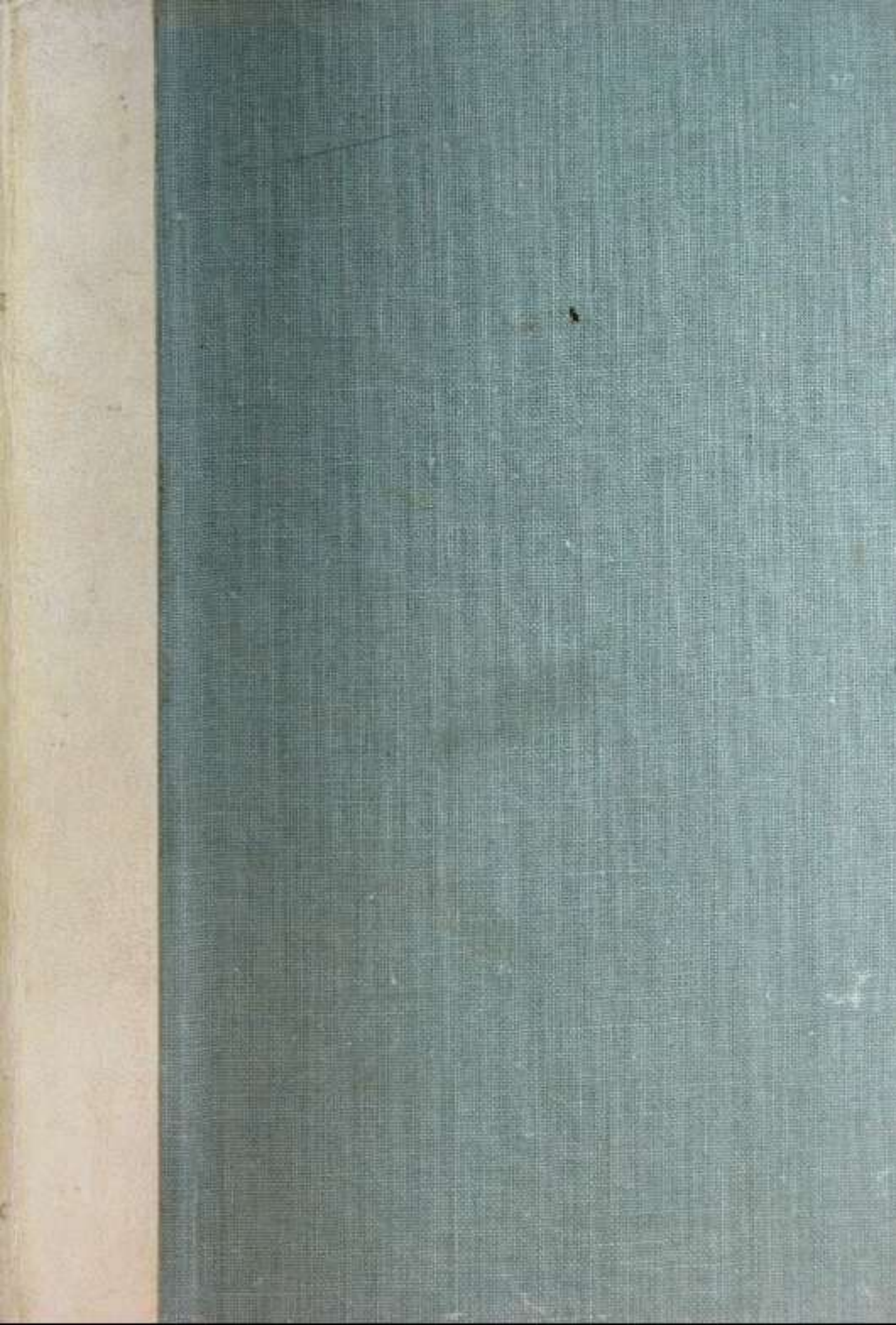








DON CARLOS VII

ET

L'ESPAGNE CARLISTE

HISTOIRE POLITIQUE ET MILITAIRE

DE LA GUERRE CARLISTE DE 1872 A 1876

PAR

LE COMTE DE VALRAS

OUVRAGE ENRICHÍ

D'UNE CARTE GÉNÉRALE DE L'ESPAGNE CARLISTE

DE HUIT CARTES STRATÉGIQUES

ET

PRÉCÉDÉ D'UNE INTRODUCTION

PAR

M. POUJOULAT

*Un tas de nains difformes
Se taillent des pourpoints dans ton manteau de roi.
Ruy-Blas. — VICTOR HUGO.*

TOME SECOND

PARIS

J. FÉCHOZ, LIBRAIRE-ÉDITEUR

5, RUE DES SAINTS-PÈRES, 5

—
1876

DON CARLOS VII

ET

L'ESPAGNE CARLISTE

TOME DEUXIÈME

AVIS

L'Auteur et l'Editeur de cet ouvrage se réservent le droit de le traduire ou de le faire traduire en toutes les langues. Ils poursuivront en vertu des lois décrets et traités internationaux, toutes contrefaçons ou toutes traductions faites au mépris de leurs droits.

M- 59158
F- 59930

25979
HV

DON CARLOS VII

ET

L'ESPAGNE CARLISTE

HISTOIRE POLITIQUE ET MILITAIRE
DE LA GUERRE CARLISTE DE 1872 A 1876

PAR
LE COMTE DE VALRAS

OUVRAGE ENRICHÉ
D'UNE CARTE GÉNÉRALE DE L'ESPAGNE CARLISTE,
DE HUIT CARTES STRATÉGIQUES

ET
PRÉCÉDÉ D'UNE INTRODUCTION

PAR
M. POUJOULAT

Un tas de pains difformes
Se taillent des pourpoints dans ton manteau de roi.
Ruy Blas. — Victor Hugo.

TOME DEUXIÈME

PARIS
J. FÉCHOZ, LIBRAIRE-ÉDITEUR
5, RUE DES SAINTS-PÈRES, 5

1876

Tous droits réservés.

DEUXIÈME PARTIE

(SUITE)

CHAPITRE V

Bataille d'Estella ou d'Abarzuza.

Le premier soin du maréchal Concha en arrivant à Bilbao, fut, comme nous l'avons dit, de réorganiser l'armée du Nord.

Il devenait difficile de garder comme troupes de première ligne les 10 bataillons de *carabineros* et de *guardia civil* qu'on avait mobilisés au commencement d'avril : une grande partie de ces corps furent donc rendus à leur service ordinaire et remplacés par des recrues inexpérimentées.

L'armée du Nord fut divisée en trois corps : le premier sous les ordres du général de Letona comprenait deux divisions : celles des généraux Andia et Catalan, le second, fort d'une seule division à trois brigades, fut confié au général Moralès de Los Rios, le troisième qui compta les trois divisions Beaumont, Martinez Campos et José de Los Reyes, fut placé sous le commandement du gé-

néral Echague ¹. Le tableau suivant donne la répartition exacte de ces divers corps.

ARMÉE DU NORD

Général en chef : S. Exc. le maréchal D. MANUEL DE LA CONCHA, MARQUIS DEL DUERO.

Chef d'état-major général : le général de La Véga Inclan.

Commandant général de l'artillerie : le colonel D. A. de Pombo.

Commandant général du génie : le colonel D. Carlos Berdugo.

Intendant général : D. Julian Echenigue.

Médecin en chef : D. José Ferrus.

Garde du quartier général.

Une compagnie de la garde civile.

Un escadron des hussards de Pavie (60 chevaux).

Une section d'Albuera.

Brigade d'avant-garde : le général Blanco.

1^{er} Corps.

Commandant en chef : S. Exc. le lieutenant-général D. ANTONIO LOPEZ DE LETONA.

1^{re} division : S. Exc. le maréchal de camp D. Manuel ANDIA.

1^{re} brigade : le brigadier Daban.

2^e brigade : le brigadier Martí.

¹ « Orden general del Ejercito del dia 9 de Mayo de 1874, en Bilbao. »

Suit la composition de l'armée du Nord que nous résumons dans le tableau ci-dessus annexé : il est signé du général de La Vega Inclan, chef d'état-major général de l'armée.

2^e division : S. Exc. le maréchal de camp D. Meliton CATALAN.

1^{re} brigade : le brigadier Rubio.

2^e brigade : le brigadier Ruiz Dana.

Les forces affectées au quartier-général du 1^{er} corps comprenaient :

Corps.

1 ^{re} batterie du régiment monté (1 ^{re} section)	. . .	2 pièces
2 ^e — du 1 ^{er} —		4 —
1 ^{re} — du 3 ^e —		4 —
3 ^e — du 4 ^e —		6 —
5 ^e — — —		6 —

1 compagnie du génie.

2 compagnies de gardes civils.

2^e Corps.

Commandant en chef : S. Exc. le maréchal de camp D. MORALES DE LOS RIOS.

1^{re} brigade : le brigadier Barges.

2^e brigade : le brigadier Franco.

3^e brigade : le brigadier Zenarruza.

3^e Corps.

Commandant en chef : S. Exc. le lieutenant-général D. RAFAEL ECHAGUE.

1^{re} division : le brigadier BEAUMONT.

1^{re} brigade : le brigadier Espino.

2^e brigade : le brigadier Otal.

2^e division : S. Exc. le maréchal de camp D. Arsenio MARTINEZ CAMPOS.

1^{re} brigade : le brigadier Reina.

2^e brigade : le brigadier Acellana.

3^e division : S. Exc. le maréchal de camp D. JOSÉ DE LOS REYES.

1^{re} brigade : le brigadier Infanzon.

2^e brigade : le brigadier Molina.

Le maréchal Concha ne se faisait aucune illusion sur la valeur de sa récente victoire et savait que son ennemi n'avait rien perdu de sa puissance en levant le siège de Bilbao. Il comprenait que l'armée républicaine n'était encore qu'à la frontière, pour ainsi dire, du pays carliste, et que c'était à Estella même, au cœur des possessions royales, qu'elle devait frapper le coup décisif.

Pendant qu'il prenait, à Bilbao, des dispositions défensives devant mettre la place à l'abri d'un second siège et d'un autre bombardement, il faisait reconnaître par des hommes sûrs les abords de Durango et apprenait que l'armée royale cantonnée en avant de Zornosa, à 3 kilomètres au sud de Bilbao, avait déjà créé en ce point des lignes défensives assez fortes pour renouveler les succès de Somorostro et d'Abanto.

Le marquis del Duero ne voulut pas courir les hasards d'une nouvelle attaque de positions retranchées, ni compromettre, dans un combat douteux, sa récente victoire. Il résolut de gagner la rive droite de l'Ebre et d'examiner là, s'il attaquerait la capitale carliste par le nord-ouest en prenant Vitoria pour base, ou par le sud et l'est en s'appuyant sur Logrono, Calahorra et Tafalla.

Plusieurs routes s'offraient au maréchal Concha pour

descendre sur l'Ebre : il choisit la plus longue mais la plus sûre, celle qui, passant par Portugaleta et Somorostro, mène à Valmaseda par Mercadillo, Carral et Sopuerta.

Le 11 mai, à neuf heures du soir, le marquis del Duero quittait Bilbao à bord du vapeur *Los Cuatro-Amigos*, arrivait dans la nuit à Portugaleta et gagnait le lendemain les monts Encartaciones, dans la direction de Valmaseda. Il arriva le 12, dans cette ville que venaient d'évacuer les carlistes, et dont les hôpitaux étaient remplis de volontaires royaux blessés à Las Muñecas.

Le 14, à quatre heures du matin, l'armée républicaine reprit sa marche vers le sud et cantonna le soir à Medina de Pomar, à Villasante et dans les villages environnants. Là, le marquis del Duero résolut de faire une pointe sur sa gauche, jusqu'à Orduña, ville importante où les carlistes avaient établi une fabrique de cartouches Remington et des magasins d'habillements. Le chemin par Médina et Osma qu'il résolut de suivre, ne permettant point d'emmener la grosse artillerie ni les bagages, ces *impedimenta* furent confiés à la garde d'une partie de la division Catalan qui devait les conduire par Trespaderne Ona, Cubo, Miranda de Ebro, Armiñon et Puebla de Arganzon jusqu'à Nanclarès où viendrait les rejoindre le reste de l'armée au sortir de Orduña.

Une portion du 1^{er} corps eut l'escorte du convoi de vivres et de munitions, — et, le 16 au matin, le 3^e corps précédé de la brigade d'avant-garde et la seconde division du 1^{er} corps sous les ordres du

général de Letona, se mirent en marche sur Orduña.

Les troupes carlistes qui occupaient cette place se composaient d'escadrons en formation qui ne tentèrent même point une résistance inutile : après quelques coups de feu tirés à cheval, ces escadrons se retirèrent sur Amurrio emmenant avec eux le matériel de la cartouche et la majeure partie des équipements et de l'habillement entassés dans les magasins royaux.

Cette expédition d'Orduña dont l'opportunité est contestable, ne servit en réalité qu'à faire perdre du temps à l'armée républicaine : le 18 au matin, le maréchal Concha quittait la ville et, reprenant la route de Medina de Pomar, gagnait par Salinas de Araña, Subijana et Nanclarès la place de Vitoria qu'il atteignait le 19.

Vitoria, capitale de la province d'Alava, est une ville forte d'environ 13,000 habitants, bâtie au pied des monts de l'Idiazabal, au milieu d'une large vallée qui court de l'est à l'ouest, sur une longueur d'environ 40 kilomètres, ayant dans sa plus grande largeur, du nord-est au sud-ouest un peu moins de 12 lieues.

Vitoria est reliée à Miranda de Ebro par la voie ferrée de Saint-Sébastien à Madrid et par une large route bien entretenue, qui trouve à 12 kilomètres au sud de la place un défilé difficile courant entre deux pics élevés dits *Conchas de Arganzon*.

Cette place a une importance stratégique considérable : de ce point, comme base, il est permis d'opérer contre Bilbao et Tolosa au nord, contre Estella au sud, mais, isolée au milieu des populations carlistes, cette

ville a été jusqu'ici presque constamment coupée de Miranda et de l'Ebre, c'est-à-dire, au point de vue de son utilité militaire, perdue pour les républicains.

Au mois de juin 1874, la plaine d'Alava était exposée, comme elle le sera sans cesse, aux incursions des carlistes dont les éclaireurs venaient jusqu'aux portes de Vitoria. Le maréchal Concha résolut d'assurer d'une façon stable les communications de cette place avec Miranda et s'y ingénia dès les premiers jours de son arrivée.

Il se trouva qu'on avait sous la main un moyen peu coûteux et fort simple de demeurer maître du défilé des Conchas : il suffisait, pour arriver à ce but, de rétablir les trois tours construites déjà sur les pics qui bordent à droite et à gauche la route, et d'y établir garnison.

La nécessité de faire vite et d'agir rapidement engagea le marquis del Duero à ne transformer en position retranchée qu'une seule tour : une seconde fut aménagée pour recevoir le matériel du télégraphe aérien qu'il se proposait d'employer, comme il l'avait déjà fait avec succès en Catalogne, en 1848.

Cette idée d'un télégraphe à signaux est une nouvelle preuve de la multiplicité des ressources que fournissait au maréchal Concha un esprit rompu aux difficultés de la guerre, une expérience profonde de la tactique des montagnes et de la guerre de partisans. Le télégraphe électrique avec son matériel fixe, n'est guère utilisable à la guerre, la rupture par l'ennemi du fil conducteur annihilant tout le service des communications. La télé-

graphie par signaux, vieille comme le monde, remplacera souvent encore les inventions plus modernes, et le marquis del Duero s'était décidé à y revenir.

On se tromperait du reste en croyant qu'on n'obtient point par un tel système une rapidité de communication la plupart du temps suffisante. On se rappelle ce que César dit de nos pères, chez lesquels un système de signaux à la voix permettait de transmettre en vingt-quatre heures, un cri de guerre, d'un bout de la Gaule à l'autre ¹.

Le maréchal Concha proposa donc au gouvernement de Madrid d'établir au sud des provinces carlistes un réseau de télégraphes optiques n'ayant rien à craindre des incursions de l'ennemi. Diverses lignes devaient composer ce réseau : l'une dite du haut Ebre se serait étendue de Reinosa à Miranda ; une autre de Miranda à Vitoria, à Lodosa, Lerin, Larraga, Puente la Reina et Pampelune, une troisième de Pampelune à Tudela, une dernière enfin de Pampelune à Tiermas et à Jaca.

« ¹ Celeriter ad omnes Galliæ civitates fama perfertur (nam, ubi major atque illustrior incidit res, clamore per agros regionesque significant; hunc alii deinceps excipiunt et proximis tradunt, ut tunc accidit) : nam, quæ Genabî oriente sole gesta essent, antè primam vigiliam in finibus Arvenorum audita sunt; quod spatium est millium circiter CLX. »

C. J. CÉSARIS *Commentarii de Bello gallico.*

160 milles romains font environ 55 lieues, ou 220 kilomètres.

Ce plan adopté tout d'abord par le gouvernement, ne devait pas survivre au marquis del Duero.

Après avoir consacré quelques jours à l'étude de cet important projet, le général en chef de l'armée républicaine se décida à reprendre l'offensive, résolu à pousser activement les opérations. Bien qu'Estella fût toujours l'objectif véritable du maréchal, il était important avant d'exécuter devant l'ennemi une marche de flanc, de connaître exactement le nombre de bataillons dont pouvait disposer cet ennemi dans les monts de l'Idiazabal et de l'Arato. En conséquence, une reconnaissance sur Villaréal d'Alava fut décidée.

Le 24 au matin, l'armée républicaine se mit en marche sur trois colonnes et entra le soir à Villaréal, après un combat sans importance; le 26 elle poussa jusqu'à Salvatierra qu'elle reconnut également, mais, dès le lendemain 27, elle rentrait à Vitoria, n'ayant sur les carlistes que des renseignements inexacts et ayant à peu près perdu son temps.

Le jour même, le général Echague quittait l'Alava, dans la direction de la Navarre et était remplacé, dans le commandement du 1^{er} corps, par le lieutenant général Rosell.

Ce départ du général Echague était le prélude de la mise à exécution du véritable plan du maréchal Concha.

Résolu à gagner Logrono et ayant deux routes à sa disposition, le marquis del Duero choisit la plus courte, c'est-à-dire celle qui passe par Peñacerrada et La Guardia, à travers la difficile sierra de Taloño. Il ne fut

point inquiété dans sa marche et entra le 2 juin dans Logrono où cantonnèrent la brigade d'avant-garde du 1^{er} corps, la 2^e division du 3^e avec le général Martinez Campos, l'artillerie et le parc de campagne : la division du général Reyes et le brigadier Beaumont occupèrent Fuen-Mayor, et le reste du 1^{er} corps Cenicero.

Le lendemain 3 juin, le maréchal Concha eut la nouvelle que le général Echague se voyait obligé d'abandonner la route de Pampelune, pour aller au-devant du général Lizaraga, qui par Osa, Lumbier et Sanguesa s'avancait vers l'Aragon.

Cette diversion audacieuse du général carliste eût pu avoir pour les républicains de fâcheuses suites si Lizaraga eût disposé d'un nombre plus considérable de troupes. Le corps royaliste longeait le canal de Yerdun dans la direction de Jaca, quand il trouva devant lui le corps d'Echague et la brigade Otal envoyée de Logrono par le maréchal Concha : il renonça dès lors à un mouvement dont le succès se trouvait compromis dès le début, et rentra en Navarre sans qu'il y eût entre les deux partis un seul coup de fusil échangé.

Pendant ce temps, vers le nord, l'armée royale faisait sur Hernani, un mouvement offensif qui, bien qu'énergiquement conduit, ne put amener la reddition de ce poste important de la route de Saint-Sébastien. Comme toujours, le manque d'une artillerie puissante devait entraver les opérations, en ne permettant pas de donner au bombardement l'intensité nécessaire pour forcer la population à une capitulation immédiate.

Hernani reçut un millier de projectiles sans ressentir trop de dégâts : une sortie de la garnison de Saint-Sébastien fut même repoussée par les carlistes qui semblèrent un instant menacer la capitale du Guipuzcoa : mais les lenteurs d'un siège qui ne pouvait réussir que par la rapidité de l'attaque, permirent au gouvernement de Madrid d'envoyer au secours de la place assiégée 3,000 hommes qui contraignirent à la retraite les 4 bataillons carlistes cantonnés autour d'Hernani.

Ces diversions opérées au nord et à l'est du théâtre des opérations de l'Ebre supérieur, n'avaient point empêché le maréchal Concha de poursuivre l'exécution de son plan d'enveloppement d'Estella.

Tout en s'occupant de renforcer la garnison et les ouvrages de Saint-Sébastien ¹, il comprenait à merveille que le meilleur moyen de contraindre l'armée royale à lever le blocus resserré par Cevallos autour de cette place, était d'appeler cette armée dans le sud, en se dirigeant sur la capitale même du pays carliste.

¹ No en balde el general en jefe, desde el momento en que se hizo cargo del mando, habia fijado su atencion sobre el critico estado de aquella plaza que con una guarnicion de 1,800 hombres del ejército, 2,400 voluntarios, 400 migueletes y 400 volantes, que componien un total de 4,700 hombres, debia defender una linea tan extensa como la de Hernani á Irún ; y, á fin de que se estudiara la manera de poner la al abrigo de cualquier golpe de mano, envió al entendido brigadier Zenarruza con el encargo, además, de informarle de todo lo conveniente al efecto. »

Relacion historica de la ultima campaña del MARQUÉS DEL DUERO.

Le 4 juin, l'avant-garde de l'armée républicaine s'avança jusqu'à Viana et y entra sans résistance; en même temps la division Catalan et le 1^{er} corps prenaient la route de Tafalla par Lodosa, Lerin et Olite : le 12 juin, le marquis del Duero écrivit au général Martinez Campos, d'avoir à reconnaître le versant méridional de la chaîne qui joint Muruzabal à Oteiza et Lorca et, en outre, de relever les distances exactes séparant les divers villages, de telle sorte que l'artillerie arrivant sur le champ de bataille, pût dès le premier coup de canon, disposer ses hausses avec exactitude ¹.

Le 21 juin, le maréchal Concha fit remettre aux généraux commandant les corps et les divisions, un plan du terrain sur lequel on allait opérer, la description minutieuse de ce terrain et des instructions pour le combat, suivant la topographie et la forme naturelle

¹ « Importa practique V. E. con la caballeria un reconocimiento para conocer el bosque que existe en la vertiente meridional de la cordillera que desde Muruzábal corre despues entre Oteiza y Lorca; y á fin de no llamar la atencion, avanzará V. E. sólo lo necesario para adquirir las noticias siguientes : la clase de árboles, si están espesos ó claros, si tiene matorral de jaras, ú otros arbustos que haga difícil el acceso á la cordillera caso de que estuviere ocupada por los enemigos : á qué distancia empieza de Oteiza el monte, y á cuánta queda del Arga. Como la cumbre es limpia, ver si el bosque está sólo en la vertiente ó baja hasta el llano; cuánta es su extension en ambas dimensiones, y á qué distancia de la cumbre llega el monte. »

des lieux. L'expédition en Aragon du général Echague était terminée; les généraux Martinez Campos et Blanco étaient à Larraga et dans les villages environnants; tout était prêt pour le mouvement direct sur Estella.

Le 22 juin, le général en chef, accompagné d'un baillon de Gérone, et d'une escorte de cavalerie et de garde civile, coucha à Lerin et partit le surlendemain 24 pour Larraga; en même temps le général Rosell s'établissait à Sesma avec le premier corps; tout était prêt pour l'attaque suprême.

Il est temps de revenir un peu sur nos pas et de voir ce qu'avait fait l'armée carliste depuis la levée du siège de Bilbao.

Nous avons dit que cet échec, important au point de vue de l'effet moral sur les troupes et sur l'opinion publique, n'avait fait perdre en réalité à l'armée royale ni un homme ni un canon. Dans la supposition que le maréchal Concha pouvait dès les premiers jours de mai, tenter un mouvement vers Durango, c'est-à-dire vers l'intérieur du pays carliste, le maréchal Elio avait choisi en avant de cette ville une ligne de positions redoutables qui eussent vraisemblablement renouvelé pour l'armée libérale ses échecs de Somorostro. Nous avons vu que le général républicain ne se crut pas assez fort pour tenter la poursuite d'un ennemi auquel la retraite n'avait rien fait perdre de son enthousiasme ni de ses forces, et cette prudence que plusieurs militaires ont qualifiée

de mollesse blâmable fut, à n'en pas douter, une très-sage et très-louable lenteur.

Ce qu'on peut reprocher au maréchal Concha au point de vue de la conduite des opérations, c'est le temps considérable employé à exécuter son mouvement tournant par le sud, mais là encore ses détracteurs devraient savoir que le déplorable état dans lequel se trouvaient la plupart des services dans l'armée républicaine fut la cause unique de l'interruption des mouvements militaires. Au surplus, nous avons dit que l'armée du marquis del Duero, composée d'éléments hétérogènes et mal unis, avait été tellement bouleversée, malgré ses succès, par une campagne de cinq jours, qu'il fallut plusieurs semaines pour la reformer, lui rendre son assiette et songer à une nouvelle marche en avant.

Les mois de mai et de juin furent habilement employés par don Carlos, à augmenter l'effectif des divers corps de l'armée royale et améliorer l'organisation, l'armement, la discipline des volontaires, à rendre plus puissante encore cette petite armée dont les combats de Somorostro avaient attesté la force redoutable.

L'armée royale du Nord fut portée vers la fin de mai, au nombre d'environ 26,000 hommes dont 1200 chevaux : elle ne disposait encore que de seize pièces de canon, mais outre un débarquement qu'on attendait d'un moment à l'autre, la manufacture d'Aspeytia s'était engagée à doubler ce nombre pour la fin de juin.

Ces 26,000 hommes répartis en 3 corps, furent placés sous le commandement du général Dorregaray que don Carlos avait chargé en l'absence du maréchal Elio des importantes fonctions de chef d'état major général.

En Biscaye, le marquis de Valdespina devait avec 6,000 hommes reprendre dès le départ du maréchal Concha, le blocus de Bilbao, de Portugaleta et de Santona ; il disposait de 6 pièces de canon.

En Alava, Velasco avait ordre d'inquiéter Vitoria et de couper cette place de ses communications avec l'Ebre ; enfin don Carlos en personne et Dorregaray devaient, avec les Guipuzcoans, les Navarrais, la cavalerie et presque toute l'artillerie, rejoindre Estella qu'on savait être l'objectif du maréchal Concha.

Dès le 15 mai, d'importants travaux de défense furent commencés autour de la capitale de l'Espagne carliste.

Estella est une ville d'environ 8,000 âmes bâtie sur la rive gauche du Rio Ega au pied de hauteurs élevées qui, disposées en cercle autour d'elle, en font une position stratégique de premier ordre.

Si d'Estella comme centre, avec l'Ega pour base, on décrit vers le nord-est une circonférence ayant de 5,500 à 3,400 mètres de rayon, on trouvera que la ligne tracée se confond sensiblement avec le cours d'un ruisseau torrentueux dit el Arroyo Iranzo sur la rive droite duquel viennent mourir les pentes septentrionales et orientales de la série de hauteurs dont nous avons parlé. L'arroyo Iranzo passe au nord à Abarzuza, coule vers l'est pendant 10 kilomètres jusqu'à Zurucuain,

puis s'infléchit vers le sud en baignant le pied des hauteurs de Grocin, de Villatuerta, de Legardeta, sur la rive droite, d'Arandigoyen et d'Arenzano sur la rive gauche.

Il se jette dans l'Ega entre Legardeta et Arenzano.

Ce ruisseau sert de premier fossé à la place et ce sont les hauteurs de la rive droite qu'avaient fortifiées avec habileté les ingénieurs carlistes. Ces tranchées s'étendaient sur une longueur de 10 kilomètres environ, de Legardeta au sud au Caserio de Muru au nord, par Villatuerta, Grocin et Murugarren ; en avant de Muru, elles franchissaient l'Iranzo et se continuaient au nord d'Abarzuza en arrière de Zabal, Arizala et Arcinuela. En avant de cette ligne, une autre ligne enveloppante avait reçu quelques ouvrages peu importants et passait par Allo, Dicastillo, Morentin, Aberin, La Venta d'Echavarri, les monts qui dominant Villatuerta : elle atteignait là la ligne principale et se continuait au nord d'Abarzuza jusqu'à Eraul et au port d'Echavarri.

L'extrême droite de la ligne carliste était défendue dès le 22 juin par : les bataillons 1, 2, 5 et 7 de Navarre, sous les ordres des brigadiers Zalduendo et Valluerca, les bataillons 3 et 4 d'Alava sous les ordres du brigadier Alvarez, la brigade cantabre et les bataillons des Asturies sous les ordres des brigadiers Yoldi. — Le régiment de cavalerie Bourbon et 4 compagnies du 1^{er} de Navarre étaient à Allo, à l'extrême droite : deux pièces de la première batterie de Navarre furent placées à la venta d'Echavarri : total neuf bataillons d'infanterie, un régiment de cavalerie, deux pièces d'artillerie.

Le centre qui s'étendait de l'ermitage de Santa Barbara jusqu'à Muru fut occupé par les bataillons 3, 4 et 6 de Navarre, aux ordres du brigadier Perula et du colonel du 6^e; le 1^{er} et le 2^e de Castille, les forces du colonel Zariatégui, les bataillons de Munguia et de Bilbao étaient sous les ordres du brigadier Fontecha. Total des forces défendant le centre de la ligne : 10 bataillons.

Enfin l'aile gauche était défendue par le 9^e bataillon de Navarre, le 2^e d'Alava, le 1^{er} et 2^e de Guipuzcoa, le 3^e et le 4^e de Castille, sous les ordres du brigadier Costa et du commandant de la demi-brigade guipuzcoane : en tout, à l'aile gauche, 6 bataillons.

En réserve, étaient le bataillon des guides, le 1^{er} d'Alava, les 3^e et 4^e de Guipuzcoa, le bataillon de Durango, enfin une batterie de montagne :

Total général 30 bataillons donnant un effectif d'environ 18,000 hommes.

Le 25 juin 1875, jour choisi par le maréchal Concha pour son attaque générale, à quatre heures du matin, l'armée républicaine partit de Larraga, dans la direction d'Estella, marchant sur trois colonnes.

La première composée de 8 bataillons du troisième corps et d'une batterie de six pièces Placencia, sous les ordres du général Martinez Campos, prit le chemin de Mañeru jusqu'à Muruzabal, d'où elle obliqua vers la droite dans la direction de Lorca, Lacar et Alloz, en suivant la cime du mont Esquinza.

La seconde colonne forte de 12 bataillons du troisième corps et de quatre pièces Placencia, aux ordres

du général Echague, descendit par les pentes méridionales du mont Esquinza, appuyant sa droite aux troupes de Martinez Campos.

La troisième colonne commandée par le général en chef en personne, comprenait la brigade d'avant-garde Blanco, la seconde brigade de la première division du troisième corps commandée par le brigadier Otal, deux bataillons de la division de la Ribera, toute l'artillerie montée et la cavalerie : elle suivit la grande route de Larraga à Estella par Oteiza.

Pendant que ces trois colonnes sortaient de Larraga, le 1^{er} corps sous les ordres du général Rosell, quittait Lerin et se mettait en mouvement également vers Oteiza, ne comptant pas moins de 16 bataillons d'infanterie, toute sa cavalerie et son artillerie, donnant un total d'environ 12 à 14,000 hommes.

La marche de ces quatre colonnes s'opérant dans un pays difficile et par des routes défoncées, s'effectua avec une précision remarquable.

Le 25. à six heures du soir, le premier corps prononça son attaque sur Villatuerta, sur deux colonnes, et après une heure de combat s'en empara : Arandigoyen fut pris également sans résistance, pendant que le brigadier Blanco s'emparait de Murillo ¹.

¹ Le 25 au matin, les républicains recommencèrent leur mouvement à Oteiza, continuant ensuite par les pentes du mont Esquinza et laissant de gros détachements sur toute la ligne des opérations. Et ainsi, de proche en proche, ils vinrent occuper enfin les villages

A l'aile droite, les troupes des généraux Echague et Martinez Campos s'étaient avancées, sans trouver plus de résistance, vers les villages de Lorea, Lacar et Alloz. La plupart de ces points furent enlevés par l'armée républicaine avec une facilité qui montrait à l'évidence que les carlistes gardaient pour les combats du lendemain leurs cartouches et leur sang.

Le nombre relativement faible des troupes de l'armée royale imposait au général Dorregaray de ne porter qu'à une faible distance d'Estella ces lignes de défense : ces imprudences sont permises à la guerre quand le général en chef sait qu'il peut compter sur ses troupes et qu'il dispose de soldats aguerris et solides ; le cas se présentait ici, et l'événement devait donner raison au général carliste ¹.

de Villatuerta, Lorea, Murillo, Lacar et Alloz, sans que de notre côté nous songeassions à les inquiéter, quelques coups de feu étant seulement tirés par les postes avancés. »

Rapport du général DORREGARAY sur la bataille d'Abarzuza.

« Votre Majesté connaît les difficultés de tout genre contre lesquelles nous avions à lutter pour résister à des forces si extraordinairement supérieures aux nôtres et à une si puissante artillerie. Notre cavalerie, qui, grâce à l'activité et à l'intelligence des chefs qui la commandent, est en train de prendre un développement inespéré, manquait toutefois de quelques éléments indispensables pour tenir tête aux nombreux escadrons ennemis.

Grâce à ces circonstances, il nous était impossible de porter la défense à une grande distance d'Estella ; et ce fait contribua du reste à rendre l'ennemi courageux ou téméraire, parce qu'il put croire que, vu le court trajet qui le séparait de la place, il pourrait s'en emparer sans grande difficulté »

Rapport du général DORREGARAY sur la bataille d'Abarzuza.

Le soir du 25, l'armée carliste occupait toutes les hauteurs qui dominent l'arroyo Iranzo, ayant devant elle, au pied de ces hauteurs, les têtes de colonnes ennemies déjà prêtes à l'attaque.

Le général Dorregaray fit replier dans Estella le 1^{er} bataillon de Navarre qui, placé à l'extrême droite, n'aurait pu rendre aucun bon service : en même temps il expédia l'ordre aux bataillons 2 et 3 de Guipuzcoa qui ne devaient arriver que dans la nuit, de s'établir au nord, à l'extrême gauche, en avant d'Abarzuza, au village d'Azcona.

A la nuit, l'armée républicaine campa sur les positions suivantes : le premier corps à Villatuerta, Arandigoyen et sur les hauteurs qui dominent, à l'est, ces villages sur la rive gauche de l'Iranzo ;

Le maréchal Concha avec la colonne Echague, l'artillerie de campagne et la cavalerie à Lorca, la brigade d'avant-garde à Murillo, la colonne du général Martinez Campos à Lacar et Alloz.

Le lendemain 26, le combat recommença par une vive canonnade : la droite républicaine prit seule part au combat, se contentant de simuler une attaque sur les hauteurs de Villatuerta et Grocin. L'objectif du maréchal Concha dans cette journée était la série de positions de Abarzuza, Zabai, Murugarren et le Caserio de Muru. Maîtres de ces hauteurs, on plongeait facilement dans Estella dont rien n'arrêtait plus la vue : on enfilait les tranchées de Zurucuain, Grocin, Noveleta et Legardeta, et l'on en rendait la défense impossible aux carlistes.

Un obstacle imprévu vint retarder jusqu'à quatre heures du soir, le 26, l'attaque d'Abarzuza et Zurucuain, fixée d'abord à six heures du matin. Le convoi de vivres destiné à l'armée républicaine se perdit dans les montagnes, fut obligé de rentrer à Oteiza et ne put rejoindre les troupes que vers midi.

Les distributions faites, et comme l'on n'avait point de temps à perdre, le marquis del Duero résolut d'engager néanmoins le feu, et fit canonner vivement Zurucuain.

L'attaque commença vers cinq heures du soir par la prise du village de Montelvan en face de Zurucuain par le régiment républicain de Ramales et la brigade Infanzon. En même temps, le général Echague avec 2 bataillons de la brigade d'avant-garde, la division Reyes ¹ et les troupes de sa colonne marchait à l'attaque d'Abarzuza, ayant avec lui quatre batteries Krupp. Non content de forces aussi considérables, il envoyait demander au général en chef le reste de l'artillerie, 2 bataillons d'infanterie et le régiment des lanciers de Numance.

A sept heures du soir, Abarzuza et Zurucuain étaient emportés, mais c'est tout ce que put faire l'armée républicaine dans cette journée qui était en somme un très-réel échec pour l'armée royale. Malheureusement pour la mémoire du maréchal Concha, cette journée devait marquer la date de représailles terribles, qu'il n'ordonna

¹ 3^e Division du 3^e corps.

pas peut-être, mais dont la responsabilité doit néanmoins tomber sur lui qui ne sut ni les prévenir ni les réparer.

Au milieu de la nuit, le 27, le feu se déclara dans le village d'Abarzuza connu pour son attachement aux carlistes et dont toutes les maisons avaient été abandonnées par leurs habitants.

Il n'est pas permis de douter que l'incendie n'ait été allumé sciemment, non point par les obus, mais par des soldats agissant froidement et animés d'un criminel désir de destruction et de pillage.

Dans la relation historique de la dernière campagne du maréchal Concha, ouvrage officiel publié à l'imprimerie du dépôt de la guerre de Madrid et dû au général de La Vega Inclan, chef d'état-major général du marquis del Duero, le fait n'est même pas dissimulé. Bien que l'auteur, mû par un sentiment assurément louable, essaie de disculper son général en chef de l'accusation de connivence, ou tout au moins de faiblesse, qu'ont portée contre lui les honnêtes gens de tous pays, bien qu'il fasse adresser par le maréchal Concha aux incendiaires d'Abarzuza de sévères paroles, il n'en demeurera pas moins acquis que le maréchal Concha ne voulut point punir autrement que par une admonestation sans effet, un crime terrible qui devait amener de sanglantes représailles.

Malheureusement encore pour la mémoire du maréchal Concha, les menaces adressées après Bilbao, aux Vasco Navarrais, dans un discours resté célèbre, où le

général en chef disait aux carlistes : « Vous voulez la guerre, vous l'aurez, mais une guerre sans pitié ni merci... » malheureusement, disons-nous, ces menaces adressées à des habitants inoffensifs, quelques jours avant Abarzuza, semblaient indiquer chez le général en chef, une idée préconçue de vengeance et de représailles iméritées .

Toute la nuit l'incendie éclaira les hauteurs d'Abarzuza.

Au matin les flammes semblèrent diminuer d'intensité, mais vers onze heures, le feu reprit avec une vigueur nouvelle et s'arrêta seulement quand le village entier n'eut plus formé qu'un monceau de décombres.

Le maréchal Concha ne jugea point à propos d'essayer d'arrêter l'incendie, « parce que, dit le général de La Vega Inclan dans sa relation officielle, » il était déjà une heure de l'après midi et que chaque moment de retard pouvait augmenter les difficultés du combat » tan-

¹ Voici le passage de la *Relation historique* auquel nous faisons allusion :

* Otro incidente, desagradable tambien, vino desde el amanecer del día 27, último de su gloriosa vida, á aumentar la inquietud del general en jefe. La aglomeracion de fuerzas en Abárzuza y el descuido natural del soldado, dieron ocasion al incendio casual de alguna de sus casas, completamente abandonadas por sus moradores. Las fuerzas de ingenieros acudieron en el momento y quedó prontamente estinguido; pero á la una del día, al salir las tropas para el combate, sea por haber quedado los fuegos sin aparar ó por otra causa intencional, aunque no es de creer, el incendio tomó nuevas y mayores proporciones, presentandose en varias casas a la vez. No fué posible distraer en aquel momento fuerzas para apagarlo pues que ya salian para comenzar el combate, con lo que el fuego

dis qu'il est prouvé que les réserves attendirent devant le village en flammes, jusqu'à quatre heures et demie, le moment d'entrer en ligne.

Quoi qu'il en soit, dès onze heures de matin le marquis Del Duero ayant avec lui le colonel Castro et le commandant Zapata se rendit à la tour d'Abarzuza, d'où la vue s'étendait sans obstacle vers le Caserio de Muru, Murugarren et Bearin.

Il put se rendre compte que l'armée carliste s'apprêtait à une énergique résistance et que le général Dorregaray avait massé devant Abarzuza des forces relativement considérables. Les dispositions du général royaliste, pour la journée du 27, étaient les suivantes :

La brigade Alvarez fut établie à Murugarren avec le 1^{er} bataillon d'Alava et le 1^{er} de Navarre : elle avait ordre de tenir jusqu'à la dernière extrémité. Le 8^e et le 3^e de Navarre gardaient le caserio de Muru ; à l'ex-

CONTINUÓ TOMANDO CUERPO EN LA POBLACION. El general en jefe tuvo, como es de suponer en su carácter, un profundo disgusto, montó á caballo y se dirigió á los sitios donde los batallones estaban formados para emprender el movimiento. Allí les apostrofó duramente por semejantes desmanes, les dijo que sobre ellos podía caer la nota de incendiarios, y que estaba resuelto á castigar tamaña afrenta con todo el rigor de la ordenanza, anunciándoles la formacion de un consejo verbal para proceder á juzgar á los que resultasen culpables.

El marqués del Duero *hubiera querido hacerlo inmediatamente, pero era ya la una de la tarde y despues de tanta contrariedad* conocia que cada momento de dilacion podia aumentar las dificultades del combate. »

Quand une cause ne trouve pas pour sa défense d'arguments plus sérieux et plus convaincants, elle est bien mauvaise.

trême gauche entre Eraul et Monjiliberri, le bataillon de Durango et le 2^e de Navarre eurent ordre de s'opposer à un mouvement enveloppant de l'extrême droite libérale ; les généraux Argonz et Iturmendi commandaient ces diverses troupes : le général en chef se porta lui-même au village de Murugarren, ayant près de lui le général Torcuato Mendiri et le brigadier Larramendi.

Il était une heure environ après midi quand l'artillerie républicaine ouvrit le feu sur Muru et Murugarren : la batterie placée à gauche d'Abarzuza et qui tirait sur les carlistes à un peu moins de 2,000 mètres, ne comptait pas moins de 30 pièces Krupp. Le marquis del Duero l'avait établie lui-même ¹ et l'avait fait protéger par 2 bataillons d'infanterie, une compagnie du génie et les régiments de cavalerie de Pavie, de Numance et de Talavera ².

A l'extrême droite des libéraux, le brigadier Beaumont se tenait avec 6 bataillons et une batterie Placencia, avec mission de surveiller Eraul : trois de ces bataillons devaient protéger une seconde batterie Krupp placée immédiatement en avant d'Abarzuza sur la route

¹ • El general en jefe pasó á situarse en una gran batería de 30 piezas Krupp que había dispuesto formar para batir el pueblo de Murugarren y el caserío de Muru.

² Ces soutiens d'artillerie qui, par leur nombre considérable, présentaient un but facile au tir des carlistes, eussent été mieux employés, aussi bien au point de vue militaire qu'humain, à éteindre l'incendie du village d'Abarzuza.

d'Estella et qui tirait sur l'ermitage de San Pedro de Muru près le caserio du même nom.

Ces dispositions étant prises et les tranchées carlistes ayant été suffisamment ébranlées par l'artillerie, la brigade Blanco, d'avant-garde, s'élança vers trois heures et demie à l'assaut des positions de Monte Muru : aux 2 bataillons royaux dont nous avons parlé étaient opposés, du côté des libéraux, les bataillons d'Alcolea et de Ciudad Rodrigo, 4 compagnies de Guadalajara et 5 de la réserve de Zamora. — En même temps, le général Reyes marchait à l'attaque des positions de Murugarren à la tête de 6 bataillons, soutenus bientôt par les bataillons de Barbastro et d'Estella (libéral) qui arrivèrent de Murillo ¹.

Sur ces entrefaites, une pluie vint à tomber, qui, violemment entraînée par un vent impétueux, arrêta un moment la marche en avant des libéraux : vers quatre heures cependant, les bataillons de Reyes purent couronner les hauteurs de Murugarren et marcher sur Bearin et Grocin ; mais là, il devint impossible aux libéraux d'accentuer davantage leur mouvement en avant. Les hauteurs qui dominant Bearin, Murugarren, Zurucaïn et Grocin sont ce que l'on nomme à proprement parler les *monts* d'Estella. — Coupés de ruisseaux, de rochers, de trous profonds, de ravines, de carrières, ces montagnes sont d'un accès très-pénible : cette confor-

Voir la planche V.

mation même du sol empêche les fractions constituées tels que pelotons ou compagnies de s'y mouvoir groupées ; les libéraux durent donc se diviser et bientôt un désordre extrême régna parmi toutes ces troupes, mêlant les bataillons aux bataillons et empêchant les officiers d'avoir sur leurs soldats aucune action bien efficace.

L'infanterie carliste qui était demeurée silencieuse tant que les colonnes assaillantes ne s'étaient point suffisamment approchées de ses tranchées, commença alors, à 300 mètres, un feu de mousqueterie des plus meurtriers. La colonne Reyès était néanmoins parvenue à s'emparer des premières maisons de Murugarren et à en déloger les 2 compagnies de Castille qui en occupaient les abords, quand 3 compagnies du 4^e d'Alava, chargèrent à la baïonnette, refoulèrent jusqu'au pied des hauteurs les colonnes assaillantes et reprirent possession des tranchées un instant perdues.

Ce sanglant combat à la baïonnette fut le signal d'un mouvement général en avant, de toute la ligne carliste. En effet, le général Reyès ayant appelé à son aide sa 2^e division qui était demeurée en réserve à Zabál, sous les ordres du brigadier don Jorge de La Malina, ces troupes, appuyées de deux sections de Villarobledo, entrèrent en ligne, face à Murugarren et se portèrent assez résolûment en avant, mais ces troupes n'avaient pas commencé le feu depuis une demi-heure encore, qu'une seconde charge du 4^e et du 3^e d'Alava, les ramena en désordre jusqu'à Zabál : le général Molina y fut griè-

vement blessé. En même temps, à la gauche carliste, les volontaires tentaient sur les hauteurs d'Abarzuza et sur le village même une attaque de front si vigoureuse, que 7 compagnies royalistes contraignirent à la retraite 3 bataillons libéraux ¹.

Ce retour offensif du général Dorregaray sur les hauteurs d'Abarzuza sont un de ces faits qui dénotent chez un homme la véritable science de la guerre et le coup d'œil du champ de bataille.

Si l'on se souvient en effet qu'une partie des corps Echague et Martinez Campos combattaient à l'ouest d'Abarzuza, vers Monjiliberri, le port d'Echavarri et Eraul, on voit immédiatement qu'en reprenant Abarzuza, le général en chef carliste coupait en deux l'armée libérale et n'en faisait plus que deux tronçons sans valeur.

Le brigadier Beaumont et le marquis del Duero comprirent également le danger et firent immédiatement entrer en ligne tous les soutiens d'artillerie, un bataillon des Asturies et un autre de Valence qui n'avaient point encore donné. Entraînés par leurs officiers, et particulièrement par le colonel Castro, les capitaines d'état-

¹ « A la vez los carlistas, desde los primeros momentos de iniciarse el ataque de frente, corrieron fuerzas considerables para apoderarse de las alturas de Abárzuza y del pueblo mismo, atacando á los tres batallones de Soria, Luchana y reserva de Guadalajara que las ocupaban.

« Este ataque fué muy rudo tambien. »

Relación de la última campaña del MARQUÉS DEL DUERO.

major Galvès et Gonzalès Irribarren, ces troupes parviennent un instant à arrêter les carlistes et à regagner un peu de terrain sur Monte Muru. Mais ce succès est de courte durée : désormais la bataille était gagnée par l'armée royale qui avait changé les rôles et pris hardiment l'offensive, dans une bataille qu'elle soutenait défensivement depuis deux jours.

C'était de la bonne guerre, bien conduite et bien menée ; à tous les points de vue le général carliste méritait de vaincre.

Il est si vrai que, dès quatre heures et demie, l'armée républicaine était obligée de se borner à arrêter le retour offensif des troupes royales, que le général Martinez Campos, qui avait à attaquer les hauteurs de Zurucuain, n'essaya même pas un commencement d'action et se contenta, ainsi que le 1^{er} corps, d'escarmoucher devant Grocin, en avant de Murillo, Arandigoyen et Villatuerta : ce fait est consigné tout entier dans la relation officielle du général de La Vega Inclan, ¹ pour

« ¹ El general Martínez Campos, preparado para el ataque de las alturas de Zurucuain en cumplimiento de las instrucciones que había recibido y á que hemos hecho anteriormente referencia, no pudo emprenderlo, pues que había de verificarlo al ser conquistado Murugárren por las tropas del general Reyes; y el 1^{er} cuerpo que amagaba la toma de Grocin desde la posiciones de Murillo y entretenía el combate por la parte de Villatuerta y Arandigoyen, hubo tambien de satisfacerse con ello, sin intentar ataque alguno serio y decisivo. »

Relacion de la última campaña del marqués DEL DUERO.

lequel les défaites doivent être bien claires avant d'être avouées.

Le maréchal Concha ne pouvait plus se faire illusion sur la périlleuse situation dans laquelle se trouvaient ses troupes ni sur l'imminence de leur défaite. Avec une énergie remarquable et ce coup d'œil rapide que nous avons loué plusieurs fois déjà, il jugea qu'il fallait essayer une fois encore de reprendre l'offensive.

Dans les circonstances où combattait l'armée libérale, la position de Monte Muru était indispensable pour donner un point de refuge solide à des troupes démoralisées et harassées : si ce point ne pouvait être emporté, on devait renoncer à garder Abarzuza et Zabal, c'est-à-dire perdre non-seulement la journée, mais celles de la veille, de l'avant-veille et tout le fruit d'une laborieuse campagne de trois mois.

« Je vois, dit le vieux général au colonel Astorga, son aide de camp, qu'il me faut agir comme à Muñecas, » faisant ainsi allusion à la part qu'il avait si brillamment prise à l'attaque du pic de l'Haya. Il était alors à cheval au milieu des officiers de son état-major et descendit, au pas, la route d'Abarzuza à Estella, dans la direction de Muru. En sortant d'Abarzuza, cette route descend, pendant 500 mètres environ, jusqu'à un ruisseau qui se jette dans l'Iranzo, franchit ce ruisseau sur un petit pont et remonte vers Bearin entre le caserio de Muru et Murugarren ; du caserio de Muru au pont, on compte en ligne droite environ 1,800 mètres.

Ayant traversé le petit pont dont nous venons de

parler, le maréchal laissa la route et prit à droite la direction du caserio de Muru; au bout de quelque temps, le terrain devint trop difficile pour continuer à s'avancer à cheval : on descendit donc et l'on mit les chevaux derrière un pli de terrain sous la garde de quelques cavaliers ordonnances.

A 1200 mètres en avant du maréchal, la brigade d'avant-garde du brigadier Blanco, déployée en tirailleurs, avait la plus grande peine à soutenir le feu des royalistes, qui, sortis de leurs tranchées, gagnaient peu à peu du terrain en avant. Toutes les réserves du maréchal Concha étaient en ligne : à gauche, les trois régiments de cavalerie de Numance, de Pavie et de Talavera étaient déployés en avant de Zabal; près de ces régiments se tenaient massés les réserves de Léon et de Valence et les soutiens d'infanterie des 2 batteries Krupp qui tiraient sans interruption; enfin les généraux Reyès et Martinez Campos recevaient en même temps l'ordre d'abandonner Villatuerta, Arandigoyen et Murillo, pour concourir à l'attaque de Monte Muru. Plus de 75,000 hommes allaient être aux prises sur un champ de bataille qui n'avait pas 3 kilomètres de longueur.

Le maréchal Concha, arrivé à 1,200 mètres des tranchées carlistes, donna ordre à son état-major de s'arrêter et continua quelques pas encore jusqu'à une petite éminence d'où il pouvait distinguer nettement les lignes ennemies, sans être lui-même trop en danger. Il voyait avec désespoir que la brigade Blanco, découragée, im-

puissante à reprendre l'avantage, perdait à chaque instant du terrain, et il regardait, plein d'anxiété, vers sa gauche, par où, à chaque instant, devaient déboucher les divisions Reyès et Martinez Campos, les seules troupes qui pussent désormais empêcher la déroute de l'armée républicaine.

Bien que six officiers d'ordonnance eussent été envoyés aux généraux Reyès et Campos, aucun indice n'indiquait que ces officiers généraux eussent été prévenus de la détresse de l'aile droite.

Il était environ sept heures du soir, et le général Dorregaray, assuré désormais de garder ses positions, voulut essayer encore une fois de couper les lignes ennemies et de reprendre Abarzuza. Sur son ordre, le général Mendiri réunit les bataillons de réserve groupés en arrière de Murugarren et Mura; cette vaillante troupe, un peu moins de 4.000 hommes, bondit hors de ses tranchées, en poussant « un hurra formidable, » (*una espantosa gritería*¹), et s'élance la baïonnette haute sur les tirailleurs libéraux qui plient bientôt en désordre.

C'était la fin, on n'en pouvait plus douter, et le maréchal Concha devait regagner rapidement Abarzuza, s'il ne voulait courir le danger de tomber lui-même aux mains des royalistes. On dit qu'il refusa tout d'abord d'acquiescer aux prières de ses officiers d'ordonnance

¹ Voici toute la phrase : « Las saltó (las trincheras) una gran masa de infantería navarra para lanzarse sobre nuestros soldados á la bayoneta y con una espantosa gritería. »

qui le suppliaient de se retirer à temps et que, voyant l'infanterie carliste marcher vers Abarzuza, dans la direction des 30 pièces Krupp qui composaient la grande batterie de position dont nous avons parlé, il demanda son cheval, voulant charger à la tête de 2 escadrons de Talavera qui étaient déployés à la gauche du petit pont.

En ce moment, les balles commençaient à siffler avec assez d'intensité autour du petit groupe qui entourait le maréchal: bientôt le colonel Astorga, son aide de camp, tomba blessé, et quelques instants après, son trompette d'ordonnance fut jeté à terre d'un autre coup de feu.

On était arrivé au pli de terrain où avaient été laissés les chevaux. Le maréchal s'arrêta un instant, regardant une dernière fois vers Zabala, interrogeant l'horizon, et cherchant à y découvrir les têtes de colonnes si impatiemment attendues et qui ne devaient point arriver.

N'apercevant rien, et averti par le sifflement plus intense des balles que l'ennemi s'avancait avec rapidité vers la rivière, il adressa à son ordonnance Ricardo Tordesillas ces paroles, les dernières qu'il ait prononcées : « Ricardo, mon cheval. »

Ricardo lui amena son cheval et le plaça en travers de la pente de la route, de telle sorte que son maître se mit plus facilement en selle.

Le maréchal, sans mot dire, mit le pied à l'étrier, s'enleva de terre et retomba tout d'un coup comme une masse inerte entre les bras de son ordonnance, qu'il faillit entraîner dans sa chute. Une balle, partie vrai-

semblablement des tranchées de Murugarren, l'avait frappé au cœur et littéralement traversé.

Il était raide mort; sa tête était retombée sur sa poitrine, ses bras pendants, inertes le long du corps. Il n'avait fait entendre ni un cri ni un soupir.

C'était une mort digne d'éloges : la plus belle mort que puisse souhaiter un soldat : elle lui évitait d'ailleurs de voir un désastre que son énergie et ses talents militaires n'avaient pu conjurer.

A peine la nouvelle de la mort du général en chef fut-elle connue qu'une véritable panique s'empara des troupes libérales. Dans de telles circonstances et devant les progrès des carlistes qui gagnaient constamment du terrain vers Abarzuza et Zabál, la retraite s'imposait fatalement aux généraux républicains : elle commença immédiatement.

A minuit et demi, et toujours harcelées par l'armée royale, les troupes libérales, en désordre, quittaient Abarzuza, ou, pour mieux dire, ce qui avait été Abarzuza, et reprenaient à étapes forcées le chemin de Larraga, Miranda et Berbinanza.

Ainsi une armée de plus de 40,000 hommes, disposant d'une artillerie formidable, composée de troupes aguerries, commandées par le premier général de

Madrid, venait d'essuyer un véritable désastre de la part de soldats volontaires relativement mal armés, mal équipés et peu instruits.

Abarzuza est, au point de vue militaire, la victoire la plus mémorable qu'ait remportée l'armée carliste, aussi bien dans la campagne actuelle que dans la première guerre de sept ans : l'habileté du chef y eut une part plus grande encore que le courage héroïque du soldat.

Les pertes de l'armée républicaine s'élevaient, pour les trois jours, à 2,700 hommes tués ou blessés et 250 prisonniers : l'armée royale n'avait eu que 200 atteints, et, parmi eux le colonel Eguileta tué, le brigadier Fontecha et le colonel Caverio blessés

De terribles scènes devaient suivre cette journée mémorable. Nous empruntons à un témoin oculaire la page suivante à laquelle nous n'avons rien à ajouter.

« Dès leur entrée à Abarzuza, les bataillons de l'armée royale ne virent devant eux qu'un amoncellement de ruines et de cendres. Les trois quarts du village n'étaient plus qu'un amas de décombres d'où partait une fumée noire et épaisse.

Au milieu des ruines s'élevait une maison intacte... C'était celle où le maréchal Concha venait d'expirer¹. Les habitants, épars dans les rues, devant leurs maisons en cendres, se jetaient aux pieds des officiers de l'ar-

¹ L'auteur se trompe pour ce détail, mais cette erreur n'enlève rien à la valeur du récit.

mée royale et demandaient vengeance en indiquant les maisons où les soldats de Serrano avaient jeté dans les flammes plusieurs prisonniers carlistes ¹. »

Des restes informes de cadavres calcinés apparaissaient, en effet, au milieu des décombres dans le réalisme le plus horrible à voir ! Jamais armée vaincue, dans la rage de l'acharnement bestial, ne s'était livrée à de telles atrocités.

Les populations, l'armée, les frères d'armes des victimes, la justice humaine, celle de Dieu réclamaient de justes représailles.

Le général Dorregaray donna le jour même l'ordre de décimer les prisonniers de l'armée libérale et cet ordre fut exécuté.

A l'heure même où la justice avait reçu son tribut, une femme avait dans ses mains la grâce des incendiaires et se dirigeait en toute hâte vers le champ d'exécution.

Elle apprit, non loin d'Abarzuza, que son élan de bonté souveraine n'avait pu devancer le signal de l'expiation.

Cette femme était la reine dona Margarita.

Les prisonniers moururent noblement, presque avec

¹ La confirmation de cet horrible détail nous est donnée dans le rapport officiel du général Dorregaray sur la bataille d'Abarzuza : « Les quelques prisonniers qu'ils ont pu nous faire (6 ou 8), ont été fusillés sur la place d'Abarzuza, et leurs cadavres jetés dans les flammes. »

fierté. Un seul rampa aux pieds de l'officier qui commandait le peloton d'exécution : « Je servirai dans vos rangs... Désormais ma vie est au roi et à sa cause : mais de grâce laissez-moi vivre, » s'écriait-il en poussant des cris désespérés.

Cet homme était le Prussien Schmidt . »

Ne nous arrêtons pas plus longtemps sur ces terribles scènes et examinons plutôt les suites de la victoire d'Estella.

Elles étaient importantes et l'auraient été bien davantage si l'armée carliste eût pu poursuivre son ennemi : malheureusement l'absence de cavalerie, le manque de voitures, de mulets et de tout le service du train et des transports empêchaient encore à cette époque de compléter un succès qui eût pu être décisif.

Toutefois, l'armée libérale demeurait sans forces pour plus d'une demi-année. Le pays carliste, un instant menacé, rentrait dans sa tranquillité première et allait être doté de cette organisation politique dont nous avons donné une idée dans la première partie de cet ouvrage. Enfin la première place du nord de l'Espagne, Pampelune, allait être étroitement bloquée et la Navarre entièrement fermée aux troupes républicaines.

* Louis de Joantho. *Don Carlos et les carlistes*. — Notes, esquisses, portraits à la plume.

Abarzuza était une royale réponse à ceux qui avaient demandé s'il restait encore des carlistes après la levée du siège de Bilbao.

C'est ainsi que sait agir un prince énergique : ses actes parlent pour lui.

CHAPITRE VI

La guerre en Catalogne, en Aragon et dans la province
de Valence.

Il est temps d'abandonner, pour un instant, le principal théâtre des opérations militaires de la guerre carliste, c'est-à-dire les provinces basques et la Navarre, et de voir ce qui s'était passé depuis 1872 en Catalogne, en Aragon, autour de Valence.

Nous traiterons avec rapidité cette partie de la guerre, où la stratégie n'a rien à voir, et qui demeure une série d'opérations de partisans, sans fil ni suite, souvent sans grand intérêt. Il serait puéril de vouloir unir les uns aux autres par un fil continu cette multitude de combats, livrés par des chefs intrépides, audacieux, et chez la plupart desquels apparaissent souvent les qualités du véritable partisan, mais qui n'ont jamais été que des surprises, des embuscades, des coups de main, des conquêtes de villes aussitôt perdues que prises.

On écrirait un gros volume si l'on voulait tracer avec détail les opérations de Catalogne, d'Aragon et de Valence ; mais un tel récit, nul au point de vue militaire,

serait nourri d'anecdotes et sortirait par là même du cadre que nous nous sommes tracé.

Nous nous bornerons donc à une esquisse sommaire des faits, nous arrêtant seulement aux détails pour quelques traits saillants présentant un réel intérêt, tels que le coup de main sur Cuença, la prise de La Seo de Urgel, le siège de Puycerda.

Les diverses forces carlistes qui opèrent en Catalogne et dans le centre n'ont jamais pu être groupées en un tout pouvant entreprendre de grandes opérations comme l'armée du Nord. Tant qu'ils n'auront point une base d'opérations solide, une place de guerre et un camp retranché, ces divers corps seront réduits à faire une guerre de partisans plus ou moins sérieuse, toujours nuisible à l'ennemi, mais sans grand profit pour le but final à atteindre et le succès de la cause.

Deux hommes, recommandables par leurs qualités militaires, leur influence, leur énergie, ont tenté déjà de masser en un tout compact les forces de l'Ebre inférieur, sans pouvoir y parvenir d'une façon satisfaisante. Le premier, don Alphonse, frère du roi, y renonça l'année dernière, après une campagne brillante signalée par des faits de guerre d'une audace téméraire, le second, le général Dorregaray a échoué également dans son entreprise uniquement par ce manque d'une base d'opérations solide et d'un centre d'action inaccessible à l'ennemi.

Les pays basques et la Navarre, appuyés à la frontière française et à la mer, séparés de la Castille par un

large fleuve, entourés de tous côtés d'une ceinture de montagnes élevées, constituent un réduit autour duquel, depuis quatre ans, tournent les soldats de Madrid, sans jamais dépasser les mêmes points. On ne saurait oublier un fait, c'est que de Bilbao à Pampelune, de Logrono à Irun, don Carlos VII est roi absolu et réel de quatre grandes provinces, et que depuis 1872, les enfants de quatre ans n'ont jamais connu d'autre prince souverain que lui.

L'armée carliste est à la frontière de ce petit pays et y combat pour en défendre l'entrée ; mais à l'intérieur les récoltes rentrent, le commerce est florissant, les routes sont bien entretenues, la voie ferrée est en exploitation ; tout ce qui constitue enfin la vie et l'existence d'un Etat régulier fonctionne de telle sorte que les impôts sont perçus et que la guerre est soutenue sans gêne pour les habitants, sans plainte ni sans le moindre regret.

En Catalogne, en Aragon, à Valence, les choses ne sauraient se passer de la même manière. Les plus brillants succès demeurent forcément sans résultat : les plus hardis coups de main, des prises de ville comme Cuença et Teruel, deux capitales de province, comme Daroca, Cifuentes, Sacedon, Gandesa, ne servent en réalité qu'à fort peu de chose par la nécessité où se trouve le vainqueur d'abandonner le lendemain sa conquête et de rentrer dans les montagnes.

Un tel état de choses ne saurait durer, et il faut s'attendre à voir le général Dorregaray, l'organisateur éner-

gique que l'on connaît, s'occuper de créer cette base stratégique qui permettra à l'armée du Centre les grandes opérations comme à celle du Nord.

Ce jour-là le succès de la cause carliste sera prochain, l'entrée à Madrid et la victoire finale certaines.

Le soulèvement de la Catalogne eut lieu comme celui des provinces vasco-navarraises en mars et avril 1872. Auguet et Marco di Bello furent les premiers chefs de ces bandes royalistes trop peu nombreuses encore pour pouvoir sortir des sierras de Boumort, de Cadi, de Berga et de Ripoll. — Bientôt s'adjoignirent à eux Saballs, un ancien capitaine de la légion d'Antibes, Tristany comte d'Avino, Savatels, Nastallat, Estartus, Castells, Gamundi, Marconnell et Santès.

Le 16 juillet 1872, don Carlos lança aux provinces de l'Ebre inférieur la proclamation suivante :

« Catalans, Aragonais, Valenciens,

» Le 3 mai, de Vera, je fis appel à tous les Espagnols, plein de foi dans la grandeur de la cause que Dieu a placée dans mes mains. Ce qui n'était alors qu'une espérance sera bientôt une réalité. Les fondements de la restauration du trône de Reccarède sont assis sur les lauriers d'Oñate, de Mañaria, de Urbasa, de Ciberio, de Mas de Roig, de Arbucias, de Tibisa et de Reus. Le chemin de la victoire est arrosé du sang des martyrs.

» Uribarri, Ayastuy, Garcia et Fransech y ont inscrit leur nom immortel.

» Aujourd'hui, comme alors, mais avec plus de confiance encore, je répète, avec l'orgueil du roi d'une nation héroïque : Volontaires, qui courez généreux au sacrifice, les yeux fixés au ciel et sur mon drapeau, je vous admire.

» Soldats de Pavie et de Baylen, qui êtes assez aveugles pour vous faire les mercenaires de l'étranger, j'admire aussi le courage dont vous avez fait preuve !

» Je vous appelle tous, parce que tous vous êtes Espagnols : l'œuvre de rédemption commence à peine et le monde attentif vous contemple ; la révolution est épouvantée et tous les hommes de bien se réjouissent. Oui, le jour est proche où mes plus ardents désirs seront réalisés. Aussi, voulant la décentralisation, comme je vous l'ai écrit dans mon manifeste du 30 juin 1869, je vous le dis aujourd'hui publiquement et d'une manière solennelle.

» Intrépides Catalans, Aragonais, Valenciens,

» Il y a un siècle et demi que mon illustre aïeul Philippe V crut devoir effacer vos fueros du livre des franchises de la patrie.

» Ce qu'il vous enleva comme roi, comme roi je vous le rends, car si vous fûtes hostiles au fondateur de ma dynastie, vous êtes aujourd'hui le rempart de son descendant légitime.

» Je vous rends vos fueros, parce que je suis le champion de toutes les justices.

» Pour accomplir ma promesse, comme les années ne passent pas en vain, je vous convoquerai, et, d'un commun accord, nous pourrons adapter ces franchises aux exigences de notre temps.

» Et l'Espagne saura, une fois de plus, que sur son drapeau où sont inscrits ces mots : *Dios, Patria y Rey*, sont écrites aussi toutes les libertés légitimes.

» Votre Roi

» CARLOS. »

Frontière d'Espagne, 16 juillet 1872.

Cette proclamation produisit en Catalogne un effet immense, et, avant la fin de l'année, les bandes carlistes avaient plus que triplé : elles s'élevaient, vers le mois de janvier 1873, à un effectif général d'environ 12 à 15,000 hommes (¹), à la vérité mal armés et mal équipés, mais représentant déjà une force sérieuse et inquiétante pour le gouvernement d'Amédée.

Toute l'année 1873 se passa en petits combats et en escarmouches sans grande importance : la faiblesse des garnisons alphonsistes ou républicaines permettait aux carlistes de courir le pays sans être inquiétés ; l'opération la plus hardie, tentée par les royalistes, fut le *raid* de Santés à travers la Castille, l'Aragon, Valence et la Manche ; mais cette marche audacieuse, au centre même de

¹ En Catalogne, Aragon, Valence.

l'Espagne, resta, au point de vue du succès général de la cause, sans résultat sérieux.

Ainsi arriva l'année 1874. Don Carlos, occupé à cette époque au siège de Bilbao, comprit la nécessité de grouper en un tout compact les diverses forces qui agissaient dans l'Est de l'Espagne; ces troupes, réunies en une même armée, eussent obligé le gouvernement de Madrid à scinder en deux groupes les forces dont il disposait. Dès lors l'armée républicaine qui combattait à Somorostro ne pouvait être grossie outre mesure, la formation du corps confié au maréchal Concha n'eût pas été possible, et selon toute vraisemblance, la prise de Bilbao par l'armée royale devenait certaine.

Il n'était point facile de trouver un chef ayant assez d'autorité morale et d'influence pour que sa nomination au commandement général des forces agissant dans l'Est fût accueillie favorablement par des chefs habitués à ne relever que du roi, ou d'eux-mêmes, à agir en partisans, libres de leurs mouvements et seuls responsables de leurs actes.

Le roi d'Espagne pensa qu'il trouverait ce chef dans sa propre famille, et l'infant don Alphonse fut mis à la tête de l'armée du Centre.¹

¹ Le prince était déjà depuis plus d'un an en Catalogne; mais c'est de cette époque que datent ses efforts pour réunir en une armée régulière les bandes de Saballs, Tristany et autres.

Le premier soin du prince fut de mettre quelque ordre dans cette hiérarchie incohérente où les devoirs ni les droits n'étaient bien définis, au grand détriment du succès général et du bien du service.

Après deux mois d'un travail constant et de grands efforts, l'armée du bas Ebre fut répartie en deux divisions comme il suit :

ARMÉE DE CATALOGNE ET DU CENTRE

Général en chef : S. A. R. l'infant DON ALPHONSE.

Quartier général. Bataillons de guides de Catalogne.

Escadron des guides de la princesse dona Maria de Las Nieves.

1 batterie.

1^{re} division : S. Exc. le maréchal De camp D. F. SABALLS.

12 bataillons d'infanterie.

1/2 du génie.

1 batterie.

2^e division. S. Exc. le maréchal de camp D. RAFAEL TRISTANY, comte d'AVINO.

10 bataillons d'infanterie.

1/2 du génie.

2 batteries.

Malheureusement il s'en fallait beaucoup qu'on pût obtenir de ces deux divisions l'unité d'action et le groupement des forces. Non-seulement les divisions opéraient séparément, mais dans chaque division les brigadiers faisaient à droite et à gauche de petits coups pour leur compte particulier, de telle sorte que la con-

ception d'un plan mettant en ligne l'armée entière était impossible.

Ce mauvais état de choses n'empêcha point le 10 mai le brigadier républicain Despujols d'être battu à Cantaviéja ¹ par cinq bataillons aragonais. Huit jours après, les curés de Flix et de Prades étaient, par contre, arrêtés à Villanella par le brigadier Salamanca et contraints à rentrer dans la montagne.

Bien, qu'en somme, l'avantage restât le plus souvent, dans ces rencontres, aux colonnes carlistes, l'Infant comprit qu'il devait chercher à se créer dans le centre, un pivot d'opérations où il pût se refaire d'un échec éventuel et établir un centre d'approvisionnements, d'armement, d'équipement, qui permît à son armée une organisation sérieuse et complète.

Il jeta pour cela les yeux sur la place de Chelva en Maëstrazzo, et où il comptait un certain nombre de partisans dévoués : la garnison se composait de quelques gardes civils qui ne pouvaient songer à une résistance sérieuse : l'occupation de Chelva ne pouvait donner lieu à de grandes difficultés. Cette occupation eut lieu en effet presque sans coup férir, et Chelva eût pu devenir un centre redoutable d'action, si, imitant la sa-

¹ Cantaviéja, dont la prise récente par l'armée alphonsiste a fait naguère quelque bruit est une petite place de quatrième classe, qu'on trouve à mi-chemin, entre Teruel et Morella, dans la province de Valence.

gesse des généraux carlistes de l'armée du Nord, l'Infant eût voulu renoncer à la guerre de partisans pour constituer une armée solide, compacte, capable d'opérations suivies, ayant un objectif défini et manœuvrant de concert avec l'armée vasco-navarraise.

Il y a quelque témérité peut-être à juger ainsi un général et un prince qui a donné la preuve de qualités militaires incontestables, que nous apprécions aussi haut qu'elles le méritent; mais nous parlerions contre la vérité en ne disant pas combien il est regrettable, pour le succès de la cause de la légitimité, que ces qualités n'aient point attendu pour se manifester que l'armée de Catalogne eût acquis cette cohésion qui eût changé en succès durables d'éphémères conquêtes.

Ainsi, le 3 juillet, vers minuit, la ville de Teruel, centre stratégique important et capitale de province, fut envahie par 3,000 volontaires qui, après un combat de nuit de douze heures et maîtres enfin des principaux faubourgs, durent néanmoins se retirer, au jour, pour n'être point coupés de leurs montagnes et n'être pas cernés à leur tour dans leur conquête par le brigadier Lopez Pinto qui parcourait les monts Universales.

L'occupation momentanée de Teruel par les troupes royales prouvait que l'armée carliste de l'infant don Alphonse était assez forte pour battre l'estrade dans l'Aragon, dans la province de Valence et dans la Maëstrazzo sans avoir rien à craindre des colonnes républicaines qui sillonnaient ces diverses provinces. Un coup de main plus audacieux encore devait attester la

puissance de l'armée de Valence, jusqu'aux abords de Madrid.

Le 12 septembre, vers sept heures et demie du soir, le conducteur des dépêches du village de Canada del Hoyo, gros bourg situé à quelques lieues de Cuença, arriva dans cette dernière ville, déclarant qu'une forte colonne carliste s'avancait vers la place, venant du nord et des monts Albaracin.

A onze heures du soir, une femme de Pajaroncillo, signala également au gouverneur de Cuença la présence de 8.000 carlistes aux abords de son village.

Ces nouvelles reçues d'abord à la légère et sans qu'on y fit grande attention, furent confirmées par quelques hommes sûrs envoyés aux renseignements par les soins du préfet de la ville, don Norbert Sancho.

Cependant le fait de l'attaque de Cuença était un acte d'une telle audace, que le brigadier Iglesia qui commandait la ville, se refusa tout d'abord à prendre les précautions militaires que lui demandait le préfet.

Cuença, capitale de la province du même nom, est une grande et belle ville de quatorze à quinze mille habitants, située au confluent du Jucar et du Huescar.

Au sortir des monts Albaracin, ces deux rivières coulent d'abord parallèlement l'une à l'autre, du nord au sud; le Huescar se redresse ensuite vers l'ouest et tombe perpendiculairement dans le Jucar, de manière à enfermer Cuença dans une sorte de presque île rectangulaire et à lui constituer ainsi trois larges fossés infranchissables.

Le quatrième côté de la ville est fermé, au nord,

par un profond ravin d'un accès plus difficile encore que les rivières ; du confluent des deux cours d'eau, c'est-à-dire du sud, jusqu'au ravin, le terrain monte en pente très-raide, de telle sorte que les maisons sont échelonnées sur cette pente, dominées successivement l'une par l'autre et permettant au défenseur d'utiliser chacune d'elles contre un assaillant venant du sud. — Mais de hautes et inaccessibles montagnes qui bordent le Huescar et le Jucar à droite et à gauche, le ravin escarpé qui limite la ville au nord, empêchent toute attaque en un autre point que par le sud, c'est-à-dire par le point le plus favorable à la défense.

Tout à fait au nord, près du ravin, était une sorte de citadelle ou château pouvant servir de réduit à une défense désespérée : dans certains endroits des faubourgs des ouvrages en terre avaient été élevés et quelques murs crénelés. Déjà, en 1873, le colonel carliste Santès avait pénétré, sans résistance, dans Cuença : on avait donc essayé de prévenir un nouveau coup de main des royalistes, et la ville, telle qu'elle était, au 12 juillet 1874, constituait une position militaire d'un accès réellement difficile.

C'était cependant bien Cuença qu'avait résolu de surprendre l'infant don Alphonse, et les rapports du conducteur de dépêches de Canada del Hoyo, de la femme de Pajaroncillo et des émissaires de D. Norbert Sancho étaient exacts.

Dès le 11 juillet, 5 bataillons carlistes, forts d'environ 600 hommes chacun, le bataillon des zouaves,

le 1^{er} de Cuença, le 1^{er} des guides, le 4^e et 6^e de Valence, 3 escadrons de cavalerie et 4 pièces de montagne avaient été massés dans les sierras de Cuença et d'Albaracin à Tragazela, Venta de Unnan, Salcedon et Nieva; en même temps le brigadier Monet avait reçu l'ordre de descendre au sud avec ses 2 bataillons, de manière à garder les routes du côté de Teruel et à surveiller la brigade Lopez Pinto qu'on savait dans les environs de cette ville.

Le 12, à la nuit, la colonne carliste commandée par l'infant don Alphonse de Bourbon, ayant avec lui la princesse Maria de Las Nieves sa femme, et sous ses ordres les colonels ou brigadiers Freixa, Francisco de Julian, Vallès, le curé de Flix et Villalain, se mettait en marche et arrivait vers huit heures à Pajaroncillo, poussant sa cavalerie jusqu'à Anoalès et Palomera. Divers fils télégraphiques reliant la ville à Madrid, à Teruel et à Valence étaient coupés dès onze heures du soir, de telle sorte que lorsque vers deux heures et demie du matin, la colonne royaliste arriva en vue de Cuença, la place n'avait plus à compter pour se défendre que sur ses propres forces.

La garnison républicaine était forte de 2,200 hommes, se composant de 2 bataillons de Tolède, de 2 escadrons de lanciers, de 1 escadron de carabineros et de la garde civile, sans compter la milice bourgeoise.

Dès trois heures et demie du matin, et sans sommation, l'artillerie carliste ouvrit le feu contre la partie haute de la ville.

En même temps l'infanterie s'élançait, en trois colonnes, à l'attaque du faubourg de Carreteria, qui est la partie la plus basse de la ville, au confluent même des rivières.

A onze heures, le faubourg fut emporté par les troupes royales qui s'y établirent solidement.

Ce premier avantage était de grande importance, en ce sens qu'il introduisait les assaillants dans la ville même : l'Infant crut donc de son devoir, avant d'aller plus loin, de sommer la place de se rendre, et il fit adresser par son chef d'état-major au général don José de la Iglesia qui commandait la ville, la pièce suivante :

ARMÉE ROYALE
D'ARAGON
ET DE VALENCE

Quartier général de Cuença,
15 juillet 1874, — midi.

A Son Excellence le brigadier
D. JOSÉ DE LA IGLESIA, *commandant*
État-major général. *militaire de Cuença.*

« S. A. R. l'Infant DON ALPHONSE DE BOURBON, commandant en chef l'armée d'Aragon et de Valence, s'étant présenté devant la place de Cuença avec des forces considérables et s'étant rendu maître déjà de la moitié de la ville, désireux d'éviter une effusion de sang inutile, somme le gouverneur militaire de déposer les armes.

- » La garnison sera prisonnière de guerre.
- » Elle aura droit aux honneurs de la guerre.
- » Dans le cas où ces conditions ne seraient pas acceptées, le feu recommencera immédiatement et la ville sera traitée sans quartier.

» Par ordre,

» Le général chef d'état-major général,

» CAYETANO FREIXA. »

Le général de la Iglesia répondit fièrement :

« Vous direz à S. A. R. que s'il arrive à me prendre, je veux qu'il prenne un homme d'honneur. Que le feu recommence sur-le-champ. »

A une heure, l'artillerie royale reprenait son tir, en même temps que par le sud un assaut général était donné à la ville même, par les rues de la Monnaie, la place des Taureaux et la rue de l'Institut.

Le combat continua ainsi toute la journée du 13 et du 14, sans que l'assaillant avançât d'un pas, et la lutte paraissait devoir se prolonger longtemps, quand, pendant la nuit du 15, S. A. R. donna ordre au brigadier Villalain, qui avait soutenu deux jours entiers la position du faubourg d'en haut, de se retirer en y laissant 4 compagnies, et, avec l'appui des 1^{re} et 2^e bataillons du Maestrazgo qui arrivaient comme renforts, de passer au faubourg de la Carreteria pour donner assaut à la ville par ce point : pendant ce temps, on

simulerait une semblable attaque dans divers endroits.

A quatre heures du matin, cette périlleuse opération fut commencée.

Les choses en étaient à ce point, quand le 15, à midi, l'artillerie royale qui avait cessé de tirer sur la ville haute, parvint à faire brèche du côté de la rue de la Monnaie.

En même temps, 2 compagnies des bataillons de Villalain traversaient le ravin et pénétraient dans la seconde enceinte.

Le combat, pendant deux heures, fut meurtrier et acharné. Enfin, à trois heures après-midi, les bataillons du brigadier Monet, traversant à leur tour le ravin, entrèrent dans le château et prirent à dos le général Iglesia qui dut faire hisser le drapeau blanc.

Le brave gouverneur fut traité avec les égards que méritait sa belle défense ¹, la garnison avait plus de 700

¹ Comme il n'a pas manqué de gens prétendant que le général de la Iglesia avait eu à souffrir de la part des troupes royales les plus mauvais procédés, nous publions ici la lettre où le général lui-même met à néant ces calomnies.

Lettre du général de la Iglesia, ancien commandant républicain de la garnison de Cuença, à M. Gordon.

« Monsieur, j'ai reçu votre lettre du 12 février dernier, et comme vous le désirez et l'avez très-bien supposé, je ne vois aucun inconvénient à dire la vérité, tant au sujet des bons traitements que leurs seigneuries Don Alphonse et Dona Marie des Neiges de

morts ou blessés, et parmi eux le lieutenant-colonel du régiment de Toledo et le commandant de la réserve : D. Escobar.

Les pertes des carlistes s'élevaient à 100 hommes environ ; mais les avantages de cet heureux coup de main étaient considérables.

Outre l'effet moral que produisait en Espagne un tel succès, la prise de Cuença mettait aux mains des carlistes 1 brigadier, 4 officiers supérieurs, 25 officiers et 500 soldats du bataillon de Toledo, 2 escadrons complets, 1 des lanciers d'Espagne, et l'autre de carabinières, enfin 26 chevaux de garde civile. Comme ma-

Bourbon et de Bragance ont bien voulu avoir pour moi durant le temps que j'ai été prisonnier de guerre, que pour la conduite blâmable, en plus d'une occasion, des carlistes en général.

» Ainsi donc, je ne puis moins faire que de convenir que ce sont de pures calomnies que tout ce que les journaux ont publié au sujet de cruautés commises par les respectables seigneuries, dont la conduite, la bonté et la clémence envers les prisonniers en général et envers moi en particulier n'ont pu être meilleures ; il est également faux que j'aie été, à ma sortie de Cuença, conduit attaché par le cou, comme vous m'assurez qu'on l'a prétendu.

» Je ne puis vous donner des informations au sujet de la conduite des carlistes en général ; depuis leur entrée à Cuença, j'ai été conduit à ma maison comme prisonnier ; je n'ai rien vu, mais j'ai entendu dire que quelques excès avaient été commis ; toutefois leurs seigneuries n'en auront pas eu connaissance, sans quoi ils ne les auraient pas tolérés.

» Je suppose aussi qu'on ne leur a pas fait connaître alors, et qu'ils ignorent encore aujourd'hui, bien que je ne puisse cependant l'affirmer, que pendant la marche de Chelva quelques-uns des prisonniers défenseurs de Cuença furent fusillés.

» En sus, je conviens que leurs seigneuries ont fait tous les efforts

tériel de guerre, l'armée royale trouva à Cuença 4 pièces de campagne de 8 centimètres, 530 projectiles Krupp, 377 boîtes à mitraille, 569 fusées fusantes, 20 caissons de fusées percutantes, 700 fusils *Remington* et 1,500 carabines Minié, 500,000 cartouches Remington, un grand nombre de fusils à capsule, enfin des voitures et des haquets de transport.

C'était réellement un des coups de main les plus audacieux qu'eut jusqu'ici enregistré l'histoire. Pourquoi faut-il dire qu'il fut malheureusement stérile. Après avoir fait détruire les fortifications élevées par les li-

qui leur ont été possibles pour humaniser la guerre, et ce n'est pas leur faute si ces efforts n'ont pas toujours donné les résultats qu'on devait en attendre.

» Moi, particulièrement, je leur suis sincèrement reconnaissant et je n'oublierai jamais leurs attentions et la bienveillance que je leur dois.

» J'ai l'honneur de vous offrir, etc...

» Signé : JOSE DE LA IGLESIA.

» Madrid, 8 mars 1875. »

A propos des prisonniers fusillés dont parle le général de la Iglesia, nous trouvons dans l'*Union* du 16 juillet l'attestation suivante :

« Dans sa lettre, le général de la Iglesia se plaint que quelques prisonniers aient été fusillés pendant qu'on les conduisait de Cuença à Chelva; le fait est exact : trois soldats républicains, pour avoir à plusieurs reprises tenté de s'échapper, furent passés par les armes, conformément aux lois de la guerre.

» P. DE CASENEUVE,

» Colonel attaché à l'état-major de S. A. R.
l'Infant D. Alphonse de Bourbon. »

béraux, créé une municipalité carliste, l'Infant dut battre en retraite, et rentrer dans la montagne.

Il reparut le 3 août devant Teruel avec une dizaine de mille hommes, mais sans pouvoir s'emparer de la place et regagna le Maëstrazgo, ayant tiré peu d'avantages sérieux de la plus brillante campagne de partisans qui ait peut-être jamais été faite.

Pendant que ces faits se passaient au sud, le général Tristany préparait en Catalogne un coup de main qui devait avoir de plus sérieux résultats.

Le 15 août, 150 hommes décidés, commandés par le commandant Garcia, s'emparèrent, sans coup férir, de la ville de La Seo de Urgel, dans la vallée du Sègre, à quelques kilomètres du val d'Andorre : le lendemain 16, au matin, la brigade Tristany entra dans la ville et sommait la citadelle de se rendre.

La Seo de Urgel, place forte de deuxième classe, est une ancienne ville de 8,000 habitants, qui se compose d'une ville basse et de trois forts détachés : la citadelle, la tour de Solsona, le château.

Tristany trouva le château inoccupé ; la citadelle fut bombardée pendant quelques heures et se rendit avant qu'aucun mur n'eût été entamé : en douze heures la ville et tous ses ouvrages étaient au pouvoir de l'armée royale.

Sûr, dès cet instant, d'avoir une base d'opérations stable, le général carliste songea à faire le siège de Puycerda. Il manquait malheureusement, pour une

telle opération, de tout le matériel nécessaire. Malgré cela, on mit quelques pièces en batteries et le bombardement commença.

Le général commandant la Catalogne pour le gouvernement de Madrid, Lopez Dominguez, apprit en même temps et la prise d'Urgel et le danger que courait Puygcerda : il réunit immédiatement une douzaine de mille hommes, tout ce qu'il avait sous la main, et, à marches forcées, se dirigea au secours de la place assiégée.

Pendant ce temps trois assauts livrés par Tristany étaient repoussés ; néanmoins la place ne pouvait tenir plus de quatre ou cinq jours. Lopez Dominguez, désespérant d'arriver à temps, forçait de vitesse, touchait Vich le 29, le 31 Prats de Llusanes, le 1^{er} Berga, remontait le Llobregat et se heurtait le 2, à Baga, aux troupes de Saballs qui cherchaient à lui barrer les chemins de la Sierra de Cadi. Le nombre disproportionné des forces contraignit l'armée royale à céder enfin le passage, et Tristany dut lever le siège. Lopez Dominguez entra le 5 septembre dans la ville débloquée.

Cette fois encore, le siège de Puygcerda était un coup manqué.

Dans le centre, le général Pavia venait de recevoir du gouvernement de Madrid le commandement de toutes les forces républicaines opérant en Aragon, autour de Valence et dans le Maëstrazgo : le total de ces

troupes se montait à une quinzaine de mille hommes répartis en quatre ou cinq brigades.

Le 9 septembre eut lieu un engagement assez sérieux entre le brigadier Pinto et l'Infant qui dut battre en retraite : le combat de Pobleta-Caguella, sur la route de Morella, ne fut pas davantage favorable aux volontaires royaux ; mais ces combats n'avaient rien de décisif. Le gouvernement de Madrid, qui avait espéré de plus grands succès, destitua Pavia et le remplaça par Jovellar, qui ne devait pas mieux faire.

C'est à cette époque qu'il faut placer la pointe hardie du brigadier carliste Villalain sur Madrid. Parti des monts de Cifuentes dans la nuit du 12 août, à la poursuite de la colonne républicaine du brigadier Reina, Villalain l'atteignit le 15 au sud de Guadalajara, et le mit en complète déroute : il coupa le télégraphe et resta vingt-quatre heures maître du bourg de Marchamalo (?).

Il était à onze lieues de Madrid.

Vers le même temps, l'intrépide colonel Lozano renouvelait le raid du colonel Santès et descendait jusqu'à Grenade.

A la tête de 1,200 hommes d'infanterie et 300 chevaux, Lozano parcourut, sans être inquiété, la province de Valence, celles d'Albacete, d'Alicante, de Murcie, de Grenade, et jusqu'aux monts Alpujarras, entrant dans les capitales de province, y levant des impôts et y établissant des municipalités royalistes, coupant les voies

ferrées et les télégraphes, absolument maître du pays.

On a reproché à Lozano des procédés sommaires et de véritables *assassinats* : la guerre est la guerre, et l'on ne la saurait faire sans interrompre le cours régulier des habitudes ordinaires de la vie. La destruction des voies ferrées, dont on a voulu en particulier lui faire un crime, est, à la guerre, *un droit* du belligérant et ne pouvait même pas être un grief contre l'intrépide partisan. A-t-on jamais reproché à Shéridan les télégraphes qu'il a brisés, les gares qu'il a incendiées, les employés récalcitrants qu'il a fait passer en cour martiale ?

Justice donc pour tous.

Nous citons ici le fameux avis de Lozano aux employés du chemin de fer de Murcie.

Dios, Patria, Rey.

—
ARMÉE ROYALE DU CENTRE

—
6^e BRIGADE

AVIS
—

« Il est défendu :

» Aux employés de la ligne de Murcie de continuer leur service. Tout contrevenant sera fusillé après s'être confessé et avoir reçu la très-sainte communion.

» La circulation des trains est interdite.

» Faute à la compagnie d'obtempérer à cet ordre, les voitures, matériel, gare, etc., seront brûlés immédiatement.

» Dieu vous garde de longues années.

» Alpera, 17 septembre 1874.

» *Le commandant de la brigade,*

» MIGUEL LOZANO. »

Le gouvernement de Madrid avait beau donner des ordres, Lozano échappait toujours, et, poursuivi parfois par des forces décuplées, usant du télégraphe pour dépister ses ennemis, gagnant à temps la montagne, apparaissant quand on le croyait bien loin, il avait fini par être la terreur des garnisons républicaines de Murcie et des provinces environnantes.

Ce hardi soldat fut enfin atteint à Bogarra près Albacète par le brigadier d'Avau, qui disposait d'environ 4,000 hommes. Après un combat acharné, la bande royaliste fut détruite et ses débris dispersés.

Il ne fallait plus songer à tenir la campagne : Lozano gagna la montagne, y prit des vêtements d'*arriero*¹ et monta dans le train de Cordoue.

Reconnu et arrêté à Linarès, il fut conduit à Albacète.

A Albacète, la justice lui demanda de se purger des crimes de droits communs dont il s'était rendu coupable. Le colonel répondit qu'il était soldat, qu'il avait fait

¹ Conducteur de mules.

la guerre et qu'il n'avait aucun crime à se reprocher.
Il fut fusillé.

Nous avons dit que le général Jovellar avait succédé à la fin de septembre au général Pavia.

Après avoir *reconstitué* ¹ l'armée du Centre, Jovellar partit pour Teruel autour duquel tournait encore l'Infant avec des forces inquiétantes. La colonne républicaine était le double du détachement royaliste, et don Alphonse la laissa passer, mais il tomba sur l'arrière-garde commandée par le général Despujols, la culbuta et lui prit ses bagages.

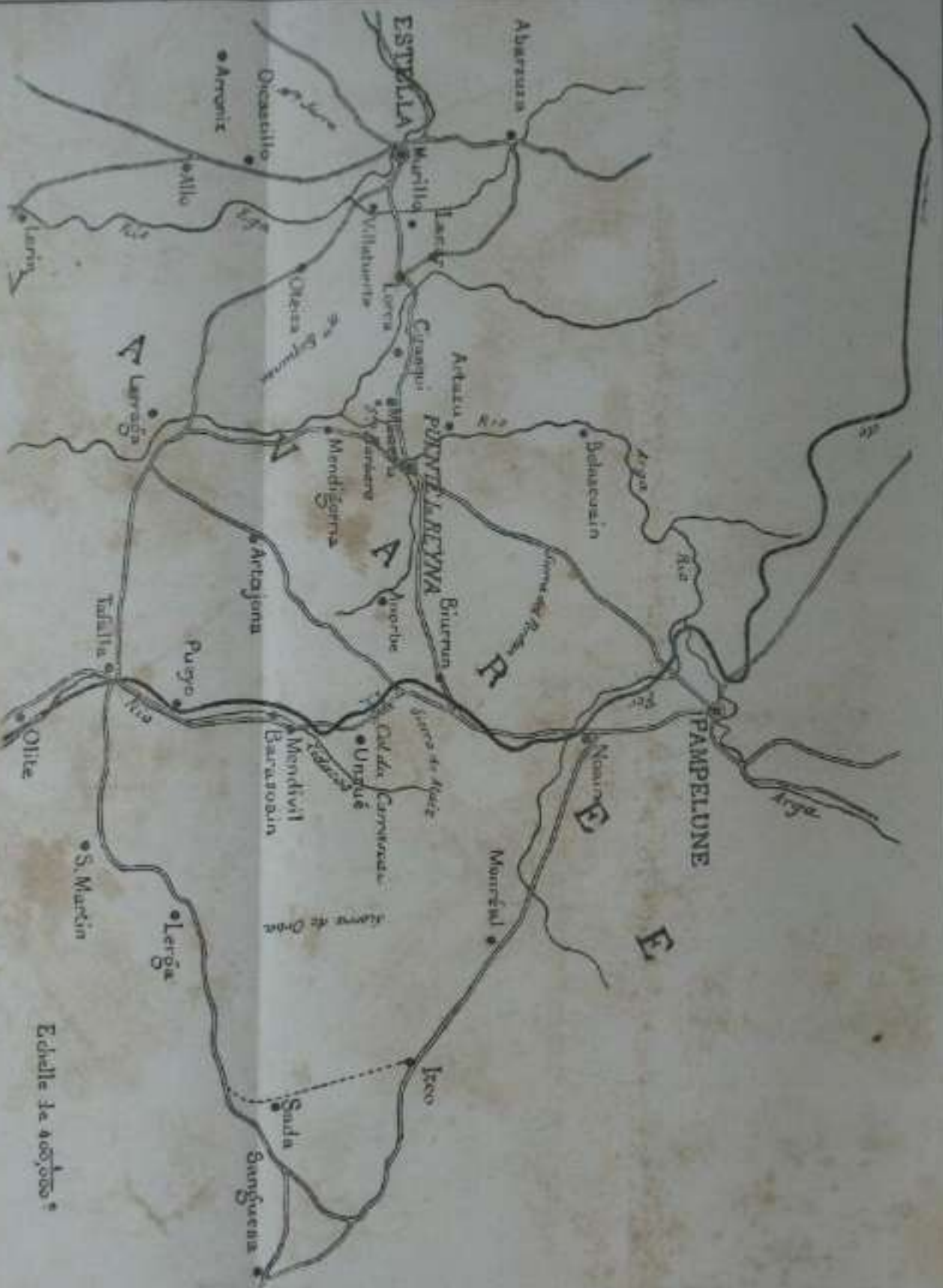
Ce fut le dernier fait de guerre de l'Infant en Espagne.

Fatiguée d'une existence que supportent avec peine les soldats les plus intrépides et les plus robustes, la princesse Maria de Las Nieves demanda au prince quelque repos. Au surplus, l'Infant n'avait point dissimulé à son royal frère que dans l'impossibilité où l'on se trouvait pour l'instant de réunir en un même faisceau les divisions d'Aragon, de Valence et de Catalogne, un général en chef était inutile. Il obtint donc du roi la per-

¹ En somme, Jovellar ne reconstitua rien ; mais, après la destitution de Pavia, il ne pouvait se servir de l'armée de son prédécesseur, telle que celui-ci l'avait laissée, sous peine d'avouer qu'il ne pouvait faire mieux que lui. Tous ces changements ne sont, hélas ! que des scènes de triste comédie.

mission de quitter momentanément l'Espagne et se retira en Autriche.

Le départ de don Alphonse ne changea rien à la situation des deux partis en présence, mais rien d'important ne devait se passer en Catalogne ni à Valence jusqu'au milieu de 1875; nous terminerons donc ici ce que nous avons à dire de cette partie du théâtre de la guerre.



Echelle de 400,000 :

CHAPITRE VII

Débarquements d'artillerie. — La Guardia et Miranda. — Combats d'Oteiza (10 août), de Biurrun et d'Unzue (21 et 23 septembre). — Pointe du général Mogrovejo en Castille. — Réorganisation de l'armée du Nord.

Un fait frappant de la guerre carliste, c'est qu'un engagement un peu sérieux y est toujours suivi d'une accalmie de plusieurs semaines. Il semble « que les deux armées ont accompli un effort au-dessus de leurs forces en livrant bataille¹. » Après Estella, on devait donc s'attendre à une de ces trêves habituelles, et de fait elle eut lieu. Pendant qu'à Estella Dorregaray se préparait à tenter sur les places de l'Ebre quelque hardi coup de main, l'armée républicaine pansait ses plaies, grossissait ses effectifs, appelait de nouveaux contingents, et parmi eux une réserve extraordinaire de tous les hom-

¹ *Bulletin de la réunion des officiers.*

mes non mariés de vingt-trois à trente-cinq ans qui se trouvaient encore dans leurs foyers. On donna cependant à ces derniers le droit de se racheter, moyennant 1,350 francs par tête, et comme le plus grand nombre préféra cette exonération aux fatigues d'une guerre pénible et peu glorieuse, les caisses de l'État s'en trouvèrent bien, « le gouvernement de Madrid battait monnaie avec l'impôt du sang ¹. »

On avait pu voir à Estella combien l'artillerie carliste avait été faible, et quel courage il avait fallu déployer pour lutter sans canons contre une armée disposant de pièces rayées d'une puissance redoutable.

Le ministère de la guerre carliste s'occupait donc activement et de presser les commandes déjà faites aux manufactures royales et d'acheter à l'étranger tout ce que l'on pourrait trouver en fait de canons à longue portée. Ces efforts ne furent point vains.

Jusqu'à cette époque, toutes les tentatives effectuées pour débarquer de l'artillerie sur les côtes carlistes avaient assez mal réussi, quand, au commencement de juillet, le capitaine Jefferson, de la marine américaine, offrit un bateau à vapeur pour transporter les armes et les canons qu'on trouverait à acheter à l'étranger.

Ses offres furent d'abord accueillies assez froidement, car l'on avait déjà à se plaindre de plusieurs de ces fai-

¹ *Bulletin de la réunion des officiers. — La guerre des carlistes*, par le capitaine MARTNER du corps d'état-major.

seurs d'offres, qui, lorsqu'on les mettait au pied du mur, ou ne pouvaient plus les réaliser, ou posaient alors des conditions impossibles; le capitaine Jefferson revint à la charge avec tant d'insistance, que l'on consentit à l'écouter, et comme il proposait de garantir la valeur des objets dont on lui confierait le transport, cela donna en lui la plus entière confiance. Après plusieurs entrevues, il fut décidé que le capitaine Jefferson déposerait dans une maison de banque de Bayonne, avant son départ, une somme de cent mille dollars, représentant approximativement la valeur des pièces d'artillerie, caissons, munitions, etc., dont il se chargeait d'opérer le transport, à ses risques et périls et moyennant le prix de dix mille dollars, de Boston à l'un des ports de la côte cantabrique.

Les choses étant ainsi réglées, le capitaine Jefferson s'embarqua pour son pays, à Brest, avec quatre pilotes de Biscaye et un agent carliste. Le dixième jour ils débarquaient à New-York. Là, l'agent carliste trouva un correspondant qui depuis bien longtemps était dépositaire des quatre batteries d'artillerie complètes, que le général Maestre avait commandée à la maison J. G. et compagnie à la fin de l'année 1873. Ce correspondant informa l'agent carliste que la même maison venait de terminer trois pièces d'un modèle et d'un système entièrement nouveaux: pièces de montagne de 4 se chargeant par la culasse, en acier comprimé, ne pesant que 160 livres, et lançant un obus de 4 livres à 6 kilomètres. L'agent carliste, après avoir reconnu l'exactitude du fait, n'hé-

sita pas à acquérir ces trois pièces pour son gouvernement. Pendant ce temps, le capitaine Jefferson mettait la dernière main aux préparatifs de son navire le *London*. Après avoir embarqué les vivres et rechanges nécessaires, il fit ample provision de combustible, fit choix d'un équipage nombreux et éprouvé, et télégraphia à New-York à l'agent carliste qu'il serait prêt à embarquer les canons à Boston le 14 juin. L'agent carliste ayant alors loué un *tug boat*, y embarqua les 27 canons avec 250 caisses de munitions, et prit lui-même passage sur le *tug boat*, qui arrivait le 15 juin au point du jour à Boston.

On se disposait à opérer le transbordement lorsqu'un ordre de la secrétairerie d'Etat de Washington vint l'empêcher : le cabinet de la Maison-Blanche faisait savoir au capitaine Jefferson que, les Etats-Unis ayant reconnu le gouvernement républicain espagnol, il ne pouvait permettre que l'on chargeât dans un port de l'Union des armes destinées aux ennemis de ce même gouvernement. On croyait tout perdu de nouveau, et déjà l'agent carliste était au moment de remettre l'artillerie en magasin, lorsque le capitaine Jefferson trouva un biais pour tourner la difficulté : il prit le chemin de fer, arriva à Washington, et par le moyen de son beau-frère Lewis, qui était employé à la secrétairerie de la marine, il obtint que la destination de son bateau le *London* serait changée : au lieu de l'expédier pour l'Espagne, il lui donna la destination du Japon. Dès lors la surveillance cessa. Le 24 juin, jour de Saint-Jean-Baptiste, le *Lon-*

don appareillait ostensiblement pour le Japon ; mais à la tombée de la nuit, il revenait sur ses pas, et venait mouiller une ancre à l'abri du cap Farewel, à six milles N.-E. de Boston. Le capitaine du *tug boat*, gagné par l'offre d'une gratification de 1,000 dollars, faisait chauffer son bateau et le conduisait au même point. Là, pendant une nuit splendide éclairée par la pleine lune, le transbordement commença : les canons furent d'abord placés à bord du *London* ; puis les caissons, les caisses de munitions, etc., et, enfin, le 27 juin, à huit heures du soir, le *tug* ayant remis tout ce qu'il avait à bord du *London*, s'éloigna en reprenant le chemin de New-York, tandis que le *London*, poussant ses feux, disparut rapidement dans la direction de l'ouest.

Ce beau vapeur, doué d'une puissante machine et d'une marche extraordinaire, filait jusqu'à seize nœuds.

La traversée ne fut marquée par aucun incident sérieux. Le 5 juillet dans la matinée on reconnaissait l'embouchure de la Gironde : l'agent carliste, après être parfaitement convenu de tout avec le capitaine Jefferson, quitta le navire, et, ayant été recueilli par une barque de pilote, fut débarqué à Arcachon dans la même matinée ; le soir il était à Bayonne, d'où il partait immédiatement et se dirigeait sur le port de Bermeo, à 7 kilomètres de Bilbao, point désigné pour le débarquement. Là, en effet, on avait réuni 4 bataillons carlistes pour protéger les opérations ; en outre, une centaine de *lanchas* inutilisées pour la pêche, puisque les croiseurs républicains les saisissaient, attendaient avec leurs équi-

pages vaillants et déterminés, prêtes à se transporter au point qui leur serait indiqué.

Depuis deux jours le télégraphe de Bilbao avait signalé au gouverneur de Madrid que les Etats-Unis venaient d'envoyer un croiseur sur les côtes, afin d'empêcher tout navire américain d'opérer des débarquements d'armes pour les carlistes. Serrano s'empressa d'écrire au ministre du Pavillon étoilé à Madrid pour le remercier de cette preuve de courtoisie et d'amitié de la *République sœur*. Le ministre des Etats-Unis n'y comprenant absolument rien, et n'ayant reçu aucun avis de l'arrivée de ce nouveau croiseur, télégraphia à Washington le 8 juillet. La réponse lui arrivait le 9, et disait en substance que les Etats-Unis n'avaient envoyé aucun nouveau croiseur sur les côtes d'Espagne. Le ministre, tout ému, s'empressa de communiquer cette réponse à Serrano, qui à son tour télégraphia à la flotte du golfe de Biscaye de surveiller ce navire suspect. Mais il était trop tard : le prétendu croiseur américain, qui n'était autre que le *London*, avait pu entrer le 8 au soir dans le port de Bermeo.

Les mesures nécessaires avaient été si bien prises, et les opérations furent poussées avec une si prodigieuse activité, que dès le 9, à cinq heures du matin, tout son déchargement était opéré et que le *London* ressortait tranquillement du port de Bermeo, sans avoir été même aperçu par la flotte espagnole et spécialement par la goëlette *Consuelo* qui était tout près de là.

Le capitaine Jefferson avait, en effet, si bien déguisé

son navire, mettant en batterie 18 des pièces qu'il transportait, faisant manœuvrer son nombreux équipage avec la discipline et l'ensemble d'un véritable *man of war*, que tout le monde y avait été trompé, et que le pacifique *London* avait été pris pour un aviso de la marine américaine ¹.

Cependant il y avait un mois que s'était livrée la bataille d'Estella, et de part ni d'autre on n'avait encore recommencé les opérations : ce fut le général Dorregaray qui prit cette fois l'offensive.

Le 2 août, au point du jour, le général carliste, à la tête de 5,000 fantassins et de 10 escadrons, environ 1,000 chevaux, marchait sur Miranda de Ebro, dans le but de s'emparer de la ville. En même temps, une avant-garde de 1,500 hommes, dont 500 cavaliers, passait l'Ebre au-dessus de la gare, coupait le télégraphe, dévastait la voie et cherchait à attirer la garnison ; mais la terreur du commandant républicain devait faire échouer ce plan. Laissant les 1,500 volontaires opérer tranquillement leur besogne, il se tint coi dans la place et put télégraphier à temps à la brigade Blanco le danger que courait Miranda.

Dorregaray voyant ses combinaisons déjouées, battit

¹ Ces détails ont été pris textuellement dans la très-intéressante lettre signée: D. Juan Maria de A, publiée par la *Semaine de Bayonne*, au mois de juillet de l'année dernière (1874).

en retraite à quelques kilomètres de la ville, et Blanco n'osa point aller l'y chercher. On avait fait quelques prisonniers et détruit un matériel de voies ferrées considérable : l'expédition avait en partie réussi.

Trois jours après l'affaire de Miranda, c'est-à-dire le 5 août, le brigadier carliste Alvarez tenta un coup de main des plus hardis sur la place forte de La Guardia que Primo de Rivera, à la tête de 15,000 hommes, avait mis huit jours à prendre ¹ au mois de février précédent.

La Guardia est à trois lieues et demie de Logrono : cette place renfermait au mois d'août une garnison de 400 hommes, était convenablement armée, et se croyait, surtout à cause de sa proximité de Logrono, à l'abri de toute surprise.

Dans les premiers jours d'août, le général Alvarez reconnut lui-même la forteresse et remarqua une maison abandonnée, située assez près de la porte, où l'on pouvait dissimuler facilement une centaine d'hommes.

Son plan fut immédiatement tracé. Le 4 août, vers minuit, il détacha à Samaniegos le brigadier Albarrain avec 3 bataillons et 4 pièces pour barrer la route de Haro et de Miranda de Ebro, et se porta lui-même avec les quatre premiers bataillons d'Alava, le bataillon de la Rioja et 2 pièces de canon sur les hauteurs qui domi-

¹ Voyez page 177, tome premier

nent la ville : un bataillon surveillait la route de Logrono.

Aussitôt les troupes bivaquées, le commandant Faustino Urbina eut l'ordre de se dissimuler avec la 1^{re} compagnie du 4^e d'Alava, et la 2^e du 2^e dans la maison abandonnée dont il a été parlé.

Au point du jour, le pont-levis fut baissé et le poste républicain fit une prétendue reconnaissance aux environs de la porte, suivant le règlement. Au moment où, cette reconnaissance terminée, ce poste rentrait dans la place, les compagnies du commandant Urbina, qui n'avaient pas soixante mètres à franchir, s'élancèrent sur lui et entrèrent à sa suite dans la place en poussant les républicains à coups de baïonnette ; le poste entier fut tué ou garrotté, et le commandant Urbina, après avoir laissé quelques hommes pour garder la porte, marcha sur le château. Au bruit de la fusillade, la garnison s'était mise en défense, et le canon du château commença à tirer sur les troupes carlistes auxquelles le général carliste Alvarez avait fait suivre le mouvement du commandant Urbina.

L'artillerie carliste eut bientôt fait taire l'unique pièce des républicains, et le gouverneur, qui venait d'être blessé, sommé de se rendre, capitula.

La garnison défila sans armes devant le vainqueur et eut la liberté de se retirer à Logrono : elle laissait aux mains des carlistes 3 pièces d'artillerie, 325 Remington ou Berdan, 600,000 cartouches, et 800 obus.

Cependant, au bruit du canon, le général en chef Zabala, qui avait succédé au maréchal Concha à la tête

de l'armée du nord et qui, depuis sa prise du commandement, n'avait pas encore donné signe de vie, jugea qu'il avait enfin là une occasion de se montrer, et ayant envoyé quelques éclaireurs aux renseignements, il partit de Logrono à la tête d'une brigade du 2^e corps pour porter secours à La Guardia. Comme il sortait de Logrono, le canon cessa de se faire entendre; il n'en continua pas moins sa route, mais n'arriva que pour recueillir la garnison désarmée qu'il rencontra à moitié chemin déjà de La Guardia. Il jugea en avoir fait assez et rentra à Logrono, assez piteux de cette fausse sortie.

A la nouvelle de ce nouvel insuccès, le général Morionès, qui gardait la ligne de l'Arga et avait son quartier général à Larraga, demanda au général en chef la permission de tenter un coup de main sur la ligne Oteiza-Cirauqui qu'occupait, depuis sa dernière victoire, le général Mendiri. L'autorisation fut accordée, et le 10 août au matin le corps Morionès, fort de 16,000 hommes, marcha sur Oteiza.

Le général carliste n'avait, pour la défense d'une ligne qui ne comptait pas moins de 10 kilomètres, que 13 bataillons.

L'attaque républicaine s'effectuait sur trois colonnes: à gauche, la brigade Marini se dirigeait entre Morentin et Oteiza¹, pour se rabattre sur Oteiza; au centre la

¹ Voyez les planches V et VI.

division Catalan marchait directement sur Oteiza par la route ; à la droite, la cavalerie et une brigade d'infanterie devaient enlever le mont Esquinza et couper la ligne carliste.

Après cinq heures d'un combat acharné, la brigade Marini et la division Catalan parvinrent enfin à déloger les 5 bataillons carlistes d'Oteiza, mais la colonne de droite fut impuissante à couper la ligne Oteiza-Cirauqui : les carlistes laissaient 500 hommes sur le champ de bataille et Morionès un peu plus du double. Ce n'était même point un demi-succès, et le général républicain, dont la position était fort risquée au sommet de l'angle Cirauqui-Oteiza-Dicastillo, battit en retraite dans la nuit même, laissant ses morts sur le champ de bataille. Au soir, Oteiza était réoccupé par les royalistes qui n'avaient que quelques braves de moins et un nom de plus à ajouter à leurs succès.

La fin du mois d'août vit encore quelques revers des républicains.

Le 23 août, le général Dorregaray franchit l'Ebre au-dessous de Lodosa, et entra le lendemain 24 dans Calahorra, ville de 6,000 habitants, sur la rive droite de l'Ebre.

Après avoir désarmé la garnison, perçu une forte contribution, pris 300 fusils, détruit la gare et tout le matériel de la voie, le général carliste rentra dans ses lignes avant que le général Zabala eût été informé de cet audacieux coup de main.

Plus au nord, c'est-à-dire à Vitoria, la vigilance du brigadier carliste Alvarez, chargé du blocus, avait été surprise, et 20 canons avaient pu être entrés dans la place.

Le général Zabala, que ce premier succès d'un de ses lieutenants avait encouragé, résolut de renouveler ce coup de main, et le 28 août fit passer à son tour dans Vitoria un convoi de munitions et de vivres ; mais comme il regagnait le lendemain son quartier général, il fut attaqué au village d'Armiñon par Alvarez, qui faillit le faire prisonnier. Bien que disposant de 15 bataillons, environ 11,000 hommes et d'une puissante artillerie, le général républicain dut battre précipitamment en retraite, abandonnant plusieurs voitures, des prisonniers et des chevaux.

C'était l'époque où l'Europe, sauf la Russie, s'apprêtait à reconnaître le gouvernement du maréchal Serrano.

Né d'un coup de force et d'une conspiration de caserne, ce gouvernement n'avait dominé jusque-là que par la violence et par les lois d'exception les plus despotiques : toutefois le maréchal Serrano n'hésitait point à parler de légalité aux puissances et essayait de faire croire à une force qu'il était loin de posséder. Le ministre des affaires étrangères de Madrid eut à rédiger une note ¹ imputant aux carlistes toutes sortes de crimes dont ils étaient parfaitement innocents et essayant de

¹ Voyez la note du marquis de LA VEGA DE ARMJO, aux pièces justificatives.

les représenter comme vivant en barbares, en dehors de toutes les habitudes des nations civilisées. Les *massacres* d'Abarzuza, c'est-à-dire les prisonniers fusillés sur l'ordre de Dorregaray, étaient habilement exploités, mais on se gardait de parler de l'incendie du village et des carlistes jetés dans les flammes.

Le roi d'Espagne crut devoir protester contre ces calomnies, et de son quartier général de Lequeitio, il adressa aux puissances chrétiennes le magnifique manifeste qu'on va lire :

AUX PUISSANCES CHRÉTIENNES

Roi d'Espagne par le droit, et régnant de fait dans une vaste étendue de la monarchie, je m'adresse aux puissances chrétiennes qui ne sauraient rester indifférentes au sort d'une grande nation dont les destinées influent certainement sur les destinées du monde.

Je veux être connu; je veux être jugé sur mes actes, et non pas sur les calomnies répandues contre moi. — Je veux que la chrétienté, si elle doit prononcer entre le gouvernement innommé de Madrid et moi, sache bien quel est l'abîme qui sépare le roi légitime de quelques iniques aventuriers transformés en dictateurs.

J'ai obéi à la voix du devoir et du patriotisme en confiant à la fortune des armes la revendication de ma couronne, après avoir épuisé tous les moyens pacifiques pour sauver mon pays bien-aimé des horreurs imminentes d'un 93 espagnol. — Dieu m'a favorisé, j'ai obtenu le véritable plébiscite, celui que des milliers d'Espagnols scellent chaque jour du plus pur de leur sang.

Sans armées, sans argent, l'Europe le sait, j'ai formé une armée avec les éléments que me fournissent l'abnégation et l'enthousiasme d'un grand peuple, j'ai vaincu l'ennemi partout où il m'a présenté le combat.

Je le lui ai offert moi-même, et je n'ai reculé qu'une fois devant une artillerie dix fois supérieure en nombre, incomparable en portée. Et la retraite stratégique de Bilbao, dans laquelle je n'ai perdu ni un homme ni un canon, eut pour revanche éclatante la victoire d'Abarzuza. Mes avant-gardes sont aux portes de Madrid, et l'heure est proche où j'aurai complètement anéanti cette armée de la république que l'on cherche vainement à opposer à notre victorieuse marche. Mes ennemis traduisent leur impuissance par le vol, l'assassinat et l'incendie, qu'ils décrètent très-ouvertement et auxquels ils se livrent de sang-froid.

Après avoir ruiné le pays par leurs fatales ambitions, ils le déshonorent par leurs crimes, le tuent par leur barbare ineptie. L'Espagne sait comment je me suis comporté vis-à-vis d'eux ; j'en appelle à ceux qui ont été mes prisonniers avant la bataille d'Abarzuza. Eux, qui sont Espagnols, diront comment je les ai traités ; rendant toujours justice au courage de ceux mêmes qui m'ont combattu, recevant à ma table les simples chefs de bataillon, adoucissant leur sort, et finissant toujours par les mettre en liberté ou par les échanger sur la simple promesse verbale qu'il me serait rendu un nombre égal de prisonniers ; et cela je l'ai fait malgré la déportation sous des climats meurtriers appliquée à nos prisonniers tombés entre leurs mains ou retenus par eux comme otages au milieu de paisibles populations.

Mais un jour est venu où nos ennemis ont ravagé nos champs, incendié nos villages, assassiné nos blessés et commis toute espèce d'horreurs. Je ne pouvais pas le tolérer, et j'ai soumis les coupables aux rigueurs de la justice ; mais, bien que les assassins et tous les incendiaires aient été con-

damnés à mort, je n'ai permis d'en exécuter qu'un sur dix, déclarant que, protecteur des intérêts et de la vie de mes peuples, je voulais même ici les épargner. Impuissants à autre chose, et aussi lâches que vils, ils ont recours à la calomnie, m'accusant devant l'Europe, le monde, d'actes de vandalisme que seuls ils sont capables de commettre.

Je proteste contre ces mensonges ; si les gouvernements et les cabinets veulent savoir la vérité, qu'ils envoient des représentants sur le théâtre de nos opérations. — Les ruines d'Abarzuza, de Zabala, de Villatuerta, sont autant de témoins de ce que j'affirme. Ils verront ces ruines, ils jugeront, et l'on saura, par eux, la discipline qui règne dans mon armée, le gouvernement paternel dont j'ai doté ces provinces, les acclamations qu'elles me prodiguent, l'amour qu'elles me témoignent, même sous le coup de l'oppression énorme qui frappe sans pitié les personnes, les biens et les familles !

J'ai hésité, j'hésite encore à user de représailles en adoptant contre tous ceux qui ne sont pas directement en armes contre moi de semblables mesures ; mais, si on m'y oblige, je puiserai dans mes sentiments de justice la force nécessaire pour résister aux élans de mon cœur généreux, et je serai d'autant plus sévère que j'aurai plus longtemps usé de clémence.

Les renseignements authentiques que les représentants pourront puiser sur place, renseignements pour la recherche desquels j'accorderai toutes les facilités, vaudront mieux pour l'équité que les fausses données que répand à plaisir le régime de terreur qui a organisé par décret le monopole du mensonge. On a été jusqu'à m'accuser d'avoir fait fusiller un étranger pour le fait seul d'avoir été le correspondant d'un journal. — C'est faux.

Un Allemand pris à l'entrée du village de Villatuerta, le revolver au poing, à la tête d'une bande incendiaire, a été condamné par un conseil de guerre et passé par les armes.

Ce que l'on a fait là est bien fait, je le maintiens, et, en pareilles circonstances, on agira de même si l'on a à juger, comme ici, un incendiaire et un espion. Du reste, un étranger, qui prend part à une guerre civile, se place par le fait en dehors des lois internationales de la guerre, et s'expose à en subir les conséquences.

Pour ma part, et afin d'éviter des complications internationales, j'ai donné, dès le début de la campagne, les ordres les plus formels pour défendre d'admettre dans les rangs de mon armée les soldats et officiers étrangers qui s'offraient en masse à combattre pour ma cause. J'ai dit à l'Espagne, dans mon manifeste daté de mon quartier royal, le 16 juillet dernier, quelles sont mes vues en fait de gouvernement, de finances, de religion et de politique internationale. Je confirme ici toutes ces déclarations.

Mon drapeau est celui de l'ordre.

Tous les progrès légitimes, toutes les améliorations morales et matérielles tiennent sous ses larges plis. Ceux-là qui sont venus en ressentent déjà les bienfaits, qui s'étendront bientôt sur l'Espagne et sur les colonies. Le gouvernement de la République est mort, et lui-même se déclare vaincu. Tous ses organes, tous ses amis du dedans et du dehors appellent une intervention étrangère comme l'espérance suprême, comme dernière ancre de salut, et cela parce qu'il n'y a pas en Espagne de force à opposer à mon armée qui s'avance, expression enthousiaste de la volonté nationale.

Ceci dit tout.

Je ne crois pas qu'aucun gouvernement se décide à soutenir une cause si complètement perdue, à combattre avec les auteurs de crimes aussi abominables et à s'associer à une politique dont la trahison fait la base, et la rapacité le mobile. Toutefois, si une intervention venait à se produire, forts de notre foi et de notre amour pour la patrie, nous l'attendrions avec sérénité, comme nous atten-

dions, au début de la campagne, les bataillons de l'armée républicaine, alors que nous n'étions qu'une poignée d'hommes, que nous manquions à peu près de tout.

Evoquant le souvenir des martyrs de l'indépendance, nous combattrions pour la victoire, ou nous saurions jusqu'au dernier mourir aux pieds de nos canons en criant : Vive l'Espagne ! Mais non, il n'y aura pas d'intervention : mes sentiments conciliants m'en donnent la confiance ; je suis plein de foi dans l'impartialité des puissances chrétiennes, et je sens dans mon cœur que Dieu est avec nous.

Je désire entretenir avec les nations les relations les plus cordiales, et, gardien de l'honneur de l'Espagne, je chercherai à sauvegarder la dignité et la grandeur que je veux lui rendre, et qui sont le plus sûr garant de la paix dont elle a besoin.

De mon quartier royal de Lequeitio, le 6 août 1874.

Signé : CARLOS.

Il est triste à dire que ces éloquentes paroles ne furent point écoutées. L'Europe, en reconnaissant le gouvernement du maréchal Serrano, donna un exemple de faiblesse qui, peu de mois après, devait tourner à sa dérision : toutefois, le président de la république espagnole eut ses ambassadeurs dans toutes les capitales, moins Saint-Petersbourg et tira de cet état de choses un semblant de légalité.

Il est à penser pourtant qu'un tel résultat n'avait point été obtenu par la manière dont les généraux républicains avaient conduit la guerre, ni surtout par les talents militaires du général Zabala.

Celui-ci, en toutes circonstances, eût été trouvé peu brillant : succédant au maréchal Concha, il apparaissait éminemment faible.

A la suite de l'affaire d'Armiñon, il fut invité à envoyer sa démission et remplacé par le général de La Serna.

L'inaction de Zabala et de Morionès n'avait point été perdue pour Mendiri qui, dès le milieu du mois d'août, avait décidé le blocus de Pampelune.

Pampelune, capitale du royaume de Navarre, est une grande ville de 18,000 habitants environ, située sur la rive gauche de l'Arga, au centre d'une plaine large de quatre ou cinq lieues : une ceinture de montagnes l'entoure à cette distance, trop éloignées la plupart pour pouvoir être utilisées avec effet par l'artillerie.

Pampelune est place forte de première classe.

Outre son enceinte, deux châteaux la défendent, dont l'un est situé dans l'intérieur même de la ville, l'autre en dehors : ce dernier, bâti sur un roc, constitue, à proprement parler, la citadelle. La citadelle, mise récemment en état de résister aux derniers progrès de l'artillerie, comprend cinq bastions revêtus de pierre et entourés de larges fossés : elle serait accessible par un seul côté, mais là encore la nature l'a pourvue, car un vaste marais défend les abords dans cette partie de l'ouvrage et en rend l'accès aussi difficile que sur le reste de son périmètre.

L'enceinte même de la place est forte; elle est bastionnée et défendue par des demi-lunes et par deux ouvrages à corne qui s'élèvent à quelque distance du fossé : le premier de ces ouvrages est dit le fort de l'Infant, l'autre le fort du Prince.

Les flanquements ont été bien entendus, et les feux de ces divers ouvrages se croisent sur tous les points dominants des environs et commandent au loin les approches.

Depuis le 1^{er} septembre, Pampelune, étroitement bloquée, ne recevait plus de vivres du dehors. Sans ressentir ce qui est, à proprement parler, la famine, la place était privée de viande fraîche et de cette partie de l'alimentation qu'une ville emprunte forcément aux campagnes des environs.

Morionès, informé de cet état de choses, hésitait à forcer un passage qu'il savait bien défendu. Quelques reconnaissances poussées jusqu'au Carrascal ne laissaient aucun doute sur l'intention des royalistes de garder à tout prix leurs positions, et l'opération devait nécessiter le déploiement de tout le corps d'armée cantonné à Tafalla. Le général républicain pensa que peut-être par l'est, un corps agissant avec rapidité, pourrait faire entrer quelques vivres dans la place : il dirigea sur Sos, en Aragon, un petit corps de 2,000 hommes, qui devait essayer de se glisser par Monreal; mais ce détachement revint fort mal accommodé, et il fallut se décider à forcer absolument le passage de front.

Le 16 septembre au matin, le général Morionès quitta

son quartier général de Tafalla, dans la direction de Pampelune : il était suivi d'environ 16,000 hommes, tout son corps d'armée.

On compte de Tafalla à Pampelune 6 lieues espagnoles ou 33 kilomètres ¹.

En quittant Tafalla, la route s'incline d'abord vers l'est pendant environ 5 kilomètres, puis remonte directement vers le nord, et atteint, au bout de 7 nouveaux kilomètres, le bourg de Mendivil. Elle commence alors à monter entre deux hauteurs dont une, celle de droite, domine de beaucoup l'autre. C'est à Mendivil que commence le col du Carrascal. A droite et à l'est, en avant de Mendivil, s'échelonnent sur la hauteur, à un kilomètre environ l'un de l'autre et de la route, les villages de Oloriz, Oricin, Unzue ². Au nord d'Unzue et contigu au village, est un pic élevé dit *Peña de Unzue*.

Après Unzue, la route présente une rampe très-raide : le talus de droite, qui n'est autre que la pente ouest de la Sierra de Alaiz, s'élève à une hauteur considérable et domine au loin toute la gauche de la route.

A 2 kilomètres d'Unzue, à Muruarte, qui est sur la voie même, la route d'Artajona vient se souder à la route

¹ *Itinerario general militar de España. — Capitania general de Navarra. Deposito de la guerra, año de 1859.*

² La cote de Mendivil est 17, celle d'Oloriz 24, celle d'Oricin 49, celle d'Unzue 68.

de Pampelune à Tafalla; au sud et à 1 kilomètre environ de Muruarte, on voit à gauche des deux routes le petit hameau d'Olcoz ¹.

De Muruarte, la route qui, de Mendivil s'est infléchie vers l'ouest, suit le pied de la Sierra de Alaiz, c'est-à-dire court de nouveau vers l'est, laisse sur les hauteurs de gauche, à 3 kilomètres environ de la route, le village de Biurrun, passe à Tiebas et descend de là en plaine où elle atteint Pampelune après un nouveau cours de 10 kilomètres.

Pour résumer, nous dirons donc que la ligne Oloriz, Oricin, Unzue, Muruarte, Olcoz, ce qu'on appelle le Carrascal, présente vers Mendivil, la forme d'une tenaille, établie sur la crête de montagnes élevées, ayant son rentrant à Muruarte, l'extrémité de ses faces à Oloriz et à Olcoz, et donnant sur la route de Mendivil à Muruarte, qui est, en somme, la bissectrice de cet angle, une concentration de feux *maxima*.

Cette tenaille occupée, il est absolument impossible à la meilleure troupe d'arriver de Mendivil à Olcoz; or, Mendiri occupait cette tenaille avec 8,000 hommes.

Le navarrais Morionès qui est né dans un petit village au pied du Carrascal, connaissait mieux que personne dans l'armée espagnole cette position formidable; et quand, arrivé à Mendivil le 16 au soir, il eut acquis la certitude que le Carrascal était occupé, il renonça mo-

¹ Olcoz est coté 30 et Muruarte 33.

mentanément au passage et cantonna ses troupes à Mendivil, Barasoain et Garinoain.

Puisqu'il était acquis que tant que les carlistes occuperaient le Carrascal, il ne fallait point songer à passer ce défilé, le général républicain devait essayer de les obliger à porter ailleurs les forces qu'ils avaient massées en cet endroit. Il y parvint en donnant à son général en chef La Serna, qui, avec 25,000 hommes, restait inactif à Logrono, l'idée de faire une pointe sur Estella. La Serna, qui semblait avoir pris à tâche d'être le digne successeur de Zabala, fut cependant frappé de l'excellente idée de son lieutenant, et le 19 septembre, à midi, il quittait Logrono à la tête de 22,000 hommes d'infanterie et de 3,000 chevaux, se dirigeant sur Estella par les deux routes de Sesma et de Los Arcos.

Il y avait ce soir-là à Estella et au sud d'Estella pour garder la ville et les deux routes dont nous venons de parler, en tout, la compagnie de la junte de Navarre.

Malgré toute l'énergie carliste, il y avait de quoi n'être pas rassuré.

Deux *express* furent envoyés immédiatement, l'un au général Alvarez qui était inactif du côté de La Guardia, l'autre à Mendiri. Ce dernier recevait l'ordre formel d'abandonner immédiatement le Carrascal et de se porter à marches forcées au secours de la capitale menacée.

En quatre heures le Carrascal fut dégarni de ses défenseurs et, le soir même, Morionès entra dans Pampelune.

Du convoi de 500 voitures qu'il avait à Mendivil, le

général républicain n'en amena d'abord que 150 dans la place bloquée, encore n'était-ce que du fourrage, mais il avait eu le soin d'occuper toute la gauche du Carrascal, c'est-à-dire Oloz, Tirapax, Ucar, Muruarte, Biurrun, et quand il revint à Mendivil, le 20 septembre, il prit ses dispositions pour faire filer le reste de son convoi.

Or, pendant ces trois jours, l'émotion légitime éprouvée à Estella par suite de l'arrivée de La Serna, s'était calmée; on avait vu que non-seulement le général en chef républicain ne tenait point à s'engager, mais que ses avant-postes se repliaient même, quand la division Alvarez, enfin arrivée à Estella, avait voulu lui offrir le combat. En conséquence, le 20 au soir, le brigadier Perula eut ordre d'aller reconnaître avec le 1^{er}, 2^e, et 3^e de Navarre la position de Morionès et si, comme tout le faisait supposer, on le trouvait maître du Carrascal, de l'inquiéter et d'arrêter autant qu'on pourrait le ravitaillement.

Le brave Perula arriva le 21 au matin avec sa poignée d'hommes à Uterga, et deux heures après il s'élançait à l'attaque des hauteurs de Biurrun. Il n'y avait pas moins de 6,000 hommes à Biurrun, et cette attaque de Perula est une de ces heureuses folies après lesquelles il faut dire qu'il n'y a rien d'impossible à la guerre.

Ce combat fut acharné. Le 3^e de Navarre chargea un contre six environ, puis le 2^e, puis le 1^{er}; mais après deux heures de lutte, Biurrun fut conquis; les troupes

républicaines laissaient aux mains des carlistes 80 prisonniers et 300 fusils environ.

Morionès ne songeait plus à ravitailler Pampelune, il avait fort à faire pour garder ses positions, et il établit ses troupes face à Biurrun, aux villages d'Olcoz, Muruarte et Unzue, le centre en avant.

Le 22, Perula rendit compte au quartier royal de son combat de la veille, et demanda quelques renforts avec un peu d'artillerie, faisant espérer qu'il pourrait peut-être reconquérir toutes les lignes abandonnées le 19.

Ce résultat paraissait tellement impossible que tout d'abord on hésita à Estella. Toutefois, comme La Serna ne paraissait pas vouloir sortir de sa très-heureuse réserve, on put détacher 6 bataillons et 2 batteries rayées qui arrivèrent à Biurrun le 22 au soir.

Le 23 au matin, le combat commença par une lutte d'artillerie : c'était la première fois que les canons carlistes pouvaient soutenir la lutte, et, pour cette première fois même, elles avaient l'honneur d'éteindre au bout de deux heures le feu des pièces républicaines.

En cet instant, Perula commande une attaque générale. Tandis que 4 bataillons s'élancent sur Olcoz et Muruarte, trois autres franchissent la route en face de Biurrun, gravissent les pentes de la Sierra d'Alaiz et marchent à Unzue. En cet endroit, la lutte fut longue et meurtrière, car, comme nombre, les carlistes étaient infiniment inférieurs. Enfin, après quatre heures de combat Unzue fut emporté.

Si l'on se rappelle ce que nous avons dit de la position d'Unzue par rapport à celle de Muruarte et d'Olcoz, on se rendra compte qu'Unzue pris, les troupes républicaines couraient grand risque d'être coupées. Morionès fut donc obligé de battre en retraite.

Après un séjour de quelques jours à Mendivil et Barasoain, il rentra avec ses voitures à Tafalla, ayant complètement échoué dans son entreprise, et perdu pour rien et ses soldats et son temps. Il est vrai de dire, pour sa décharge, que sans l'incroyable inaction de son général en chef, le ravitaillement eût dû être opéré, et qu'en somme son insuccès ne pouvait lui être reproché. Il trouva du reste un fort simple moyen d'empêcher tout blâme : il télégraphia à Madrid que le ravitaillement avait eu lieu et qu'il avait maintenu *ses positions de Barasoain!*

A Los Arcos, La Serna était fort embarrassé de ses 25,000 hommes. Aussitôt après la rentrée de Morionès à Tafalla, don Carlos rappela à lui Perula, et, à la tête d'environ 25 bataillons, offrit le combat au général républicain ; celui-ci n'eut garde de l'accepter et finit par rentrer à Logrono, poussé peu à peu par l'armée royale, et sans jamais s'engager.

Il trouva plus simple de rentrer dans La Guardia démantelée par les carlistes et d'y mettre de nouveau garnison républicaine ; mais cette facile victoire ne pouvait donner d'illusions à personne.

Viana fut également occupé et mis en état de défense ; enfin Morionès essayait encore une fois d'approcher du

Carrascal, mais, trouvant toujours les positions occupées, il rentra décidément à Tafalla et parut y vouloir imiter la placidité de son chef.

Dans les premiers jours d'octobre, l'avisos *le London*, capitaine Jefferson, dont il a été parlé déjà au commencement de ce chapitre, quittait de nouveau les côtes d'Amérique, ayant à son bord 16 nouvelles pièces en acier destinées à l'armée royale. Un coup de vent l'obligea à relâcher à la Havane, au milieu de bâtiments de guerre de la marine espagnole. Jefferson paya d'audace et aussitôt qu'il pût appareilla sans être inquiété. Le 20 octobre, il débarquait heureusement à Motrico ses 16 canons, et avec eux 4,400 Berdan, 500,000 cartouches, 4,000 gargousses et 200 caisses de munitions. Six jours après, un nouveau débarquement de 6 canons Krupp, 3,000 fusils et 100,000 cartouches eut lieu au cap du Figuier par le bâtiment contrebandier *le Niéves*, capitaine Aldamiz, sans que les croiseurs allemands et espagnols pussent s'opposer à ces diverses opérations.

L'artillerie royale prenait peu à peu de l'importance et, dans les combats, le courage du soldat en était doublé: on l'avait vu à Biurrun-Unzue, on devait le voir dans les divers engagements dont nous avons encore à parler.

Pendant que, du côté d'Estella, les opérations demeuraient en suspens, à l'ouest des provinces basques,

le général Mogrovejo passait l'Ebre à la tête d'une douzaine de bataillons, entra en Castille et s'établissait dans le massif montueux, qui s'étend entre Burgos et Logrono, menaçant la voie ferrée de Miranda à Burgos. Cette pointe hardie n'eut point de suites à cause du petit nombre de troupes dont disposait le général carliste.

Menacé par la division Blanco que La Serna détacha de Miranda et par la division Villejas qui venait de Burgos, il dut rentrer en Biscaye.

Il avait, toutefois, inspiré de sérieuses inquiétudes au gouvernement de Madrid et « avait eu le grand mérite, au point de vue carliste, de forcer le général en chef de l'armée du Nord, à dégarnir son aile gauche, et, par suite, à ajourner ses opérations ¹. »

A la suite de cette affaire, le général La Serna partit pour Madrid pour donner vraisemblablement quelques explications sur son inaction et sur la situation de Pampelune qui criait famine, ce que ne s'expliquait pas le maréchal Serrano à la suite des télégrammes victorieux du général Morionès.

Le général en chef sut sans doute présenter sa conduite sous un jour favorable et faire croire qu'un autre n'eût pu faire mieux.

Il revint, en effet, à la fin d'octobre reprendre son commandement et décida un remaniement complet de

¹ *Bulletin de la Réunion des officiers.*

l'armée du Nord qui, disait-il, ne pouvait agir efficacement avec son organisation actuelle : c'est le propre de l'ouvrier inhabile de critiquer l'outil dont il ne sait point se servir.

PLANCHE VII

Siège d'Iruia



Echelle de 200,000'

CHAPITRE VIII

Les opérations en Guipuzcoa. — Siège d'Irun. —
Bataille d'Urnieta.

Irun est une ancienne ville espagnole d'environ 3,000 habitants, située sur la rive gauche de la Bidassoa, face à la ville d'Hendaye et au village français de Behobie.

Irun est en plaine ; il est dominé au sud-est par la hauteur de San Marcial, qui n'est distant de la ville que de 2,200 mètres. Trois forts l'entourent : Mendivil au nord, El Parque et le fort l'Eglise au sud.

Depuis longtemps don Carlos caressait l'espoir de s'emparer de cette place dont la possession lui eût permis l'étroit blocus de Saint-Sébastien. Vers la fin d'octobre, on résolut à Estella de profiter du séjour de La Serna à Madrid, pour tenter un coup de main sur Irun.

Le général Cevallos, le commandant pour le roi de la province de Guipuzcoa, fut averti d'avoir à réunir les divers bataillons placés sous son commandement, à l'effet

de former un corps d'opération qui devait s'opposer à toute tentative de secours du côté de Saint-Sébastien ; en même temps, les troupes destinées au siège même, le génie, l'artillerie gagnaient par les montagnes la vallée de la Bidassoa, et, dès le dernier jour d'octobre, commençaient la construction des batteries.

L'artillerie royale comprenait 28 pièces, dont 16 canons et 12 mortiers ; ces pièces furent réparties en trois batteries. La première et la plus importante, forte de 12 pièces, sous les ordres du colonel Brea, fut placée sur San Marcial et coûta beaucoup de peine à établir. Il n'existait point de route carrossable pour amener les pièces à l'endroit choisi par l'artillerie royale. Le génie eut donc l'obligation de pratiquer cette route : ce fut fait en trois jours. A gauche et plus au sud, la seconde batterie dite de Santa Elena tirait comme la première sur El Parque et, par-dessus la ville, sur Mendivil ; enfin la troisième batterie, établie à 600 mètres environ du corps de place, et dite de la Herreria, eut pour mission de bombarder la ville même et en particulier l'hôtel-de-ville.

Le colonel Arana qui commandait la place pour le maréchal Serrano, ne fut point pris au dépourvu. Il disposait d'environ 1,800 hommes, dont quelques solides compagnies de miquelets : il sut rétablir les embrasures de ses fortins, refaire, tant bien que mal, leurs terrassements, mettre en batterie tout ce qu'il avait d'artillerie, créer à la ville une sorte d'enceinte continue en crénelant les maisons et en élevant des barricades là où

les maisons faisaient défaut, organiser enfin l'hôtel-de-ville en réduit ; c'est là que, en cas désespéré, il comptait tenir jusqu'à sa dernière cartouche.

Le 4 novembre, jour de la fête du roi, l'artillerie des assiégeants ouvrit sur la petite place un feu nourri : les forts répondaient faiblement. Les batteries de Santa-Elena et de la Herreria eurent bientôt allumé plusieurs incendies dans la ville. Cependant, à cause de leur proximité de la place, les canonniers carlistes étaient fort incommodés par la fusillade que les assiégés dirigeaient sur eux du haut du clocher de Nuestra Señora del Juncal. Plusieurs de ces canonniers se trouvèrent ainsi tués ou blessés. Le feu n'en continua pas moins avec énergie toute la journée du 4 et toute celle du 5. Dans la nuit du 4 au 5, une sortie de Mendivil sur la batterie de Santa-Elena fut repoussée avec de grandes pertes pour l'assaillant. Tout allait donc à souhait pour l'armée royale, et des officiers français présents au bombardement nous ont assuré qu'un assaut le 6 au matin n'eût pas manqué de réussir.

Les forts ne tiraient presque plus. La moitié de la ville était en flammes : plusieurs maisons formant enceinte étaient démolies. L'hôtel-de-ville avait lui-même également fort souffert. On ne sut point se servir des troupes qu'on avait sous la main et qui demeuraient les premières du monde pour une attaque de ce genre.

Les Navarrais de Montejurra, de Mañeru, de Somorostro, d'Abarzuza, sont précisément les soldats qu'il

faut pour exécuter une marche rapide sous le feu, quand l'objectif est à peine à 500 mètres des tranchées. Le roi était devant Irun : sa présence n'eût pas manqué d'exciter encore un fanatisme et un courage déjà grands par eux-mêmes, mais qui s'élève, sous les yeux d'un prince vénéré et passionément aimé, à des hauteurs sublimes.

Ce fut une grande faute de ne point utiliser ces précieuses qualités.

Pendant ces hésitations, La Serna avait reçu l'ordre de former immédiatement un corps d'une dizaine de mille hommes qu'on devait porter avec toute la célérité possible au secours de la petite place assiégée. Il devait lui-même en prendre le commandement, tout en laissant au général Loma la direction générale des opérations, au moins pour le débarquement à Saint-Sébastien.

La Serna réunit au corps Loma, fort de 2 divisions, la division Portilla du 2^e corps. Il laissa le commandement de l'armée de l'Ebre au lieutenant général Piel-tain, et dirigea ses trois divisions sur Santander par la voie ferrée de Burgos et Palencia.

Le 6 novembre, La Serna et Loma, accompagnés de leurs officiers d'ordonnance et aides de camp, s'embarquaient dans une chaloupe à Saint-Sébastien, remontaient la Bidassoa et entraient dans Irun pour se rendre compte de la situation. Arana n'était point découragé, cependant il exprima que la place était à bout et qu'un assaut pouvait la livrer d'un instant à l'autre à l'ennemi.

PLANCHE VIII

Bataille d'Urnieta, 8 décembre 1874
Opérations de Loma sur l'Orin, février 1875



La Serna lui annonça l'arrivée des renforts et lui fit jurer de tenir jusque-là.

Deux heures après, les officiers généraux républicains regagnaient Saint-Sébastien dans leur chaloupe et s'occupaient immédiatement d'entamer les opérations.

L'unique route de Saint-Sébastien à Irun court d'abord en plaine jusqu'à Los Pasages, dans la direction de l'ouest à l'est ; elle coupe à Pasages la voie ferrée, puis descend vers le sud jusqu'au bourg de Renteria. En cet endroit, elle est dominée au sud de Renteria par une hauteur élevée que couronne l'ermitage de San Marcos, au nord par le petit pic de Darrieta, et plus au nord encore par le mont Jazquibel.

De San Marcos à Renteria on compte environ 2,500 mètres ; de Renteria à Darrieta : 1,800 mètres ; de Darrieta à la crête méridionale du Jazquibel : 4,000 mètres.

Au sud de Renteria, la route franchit le rio Oyarzun, et à 2 kilomètres environ du bourg se bifurque : le rameau de gauche remonte vers le nord, court à flanc de coteau sur les dernières pentes du Jazquibel, traverse le col de Gaïnchuzqueta, et descend de là dans la plaine d'Irun après s'être raccordée au pied même du col avec le rameau de droite. Ce rameau de droite, aussitôt après la bifurcation, descend directement vers le sud, traverse Oyarzun, gros bourg, presque entièrement détruit en 1873 par les républi-

cains ¹, puis remonte vers le nord à travers le mont Urcabe, massif rocheux très-considérable qui sépare le bassin de la Bidassoa de celui du rio Oyarzun.

Le général Cevallos, chargé d'arrêter le corps de secours venant de Saint-Sébastien, choisit pour première ligne de défense celle qui joint San Marcos au Jazquibel. Il disposait de 7 bataillons guipuzcoans.

Cette ligne avait 7 kilomètres.

Outre son étendue beaucoup trop considérable, elle avait le désavantage d'être coupée en deux par le rio Oyarzun, de telle sorte que l'aile droite ne pouvait venir que difficilement au secours de l'aile gauche, et réciproquement.

On ne prit, au col de Gaïinchuzqueta, aucunes précautions défensives; Oyarzun ne fut pas davantage fortifié, de telle sorte que la ligne carliste, démesurément étendue, ne s'appuyait à rien, et qu'en cas d'un échec, les troupes royales ne devaient savoir où se rallier.

Or, il semble que si le général Cevallos, tout en maintenant sa première ligne Darrieta-San Marcos, avait pris ses dispositions pour défendre énergiquement le col de Gaïinchuzqueta et Oyarzun, c'est-à-dire le Jazquibel et l'Urcabe, il devenait matériellement impossible à l'armée libérale de forcer le passage. Tout au moins aurait-on donné le temps aux troupes du siège de don-

¹ J'ai compté moi-même à Oyarzun 450 maisons brûlées par les miquelets de Saint-Sébastien en 1873.

ner l'assaut, et, la place prise, La Serna n'avait plus qu'à rentrer à Saint-Sébastien.

Il demeurera toujours incompréhensible pour les militaires que Cevallos qui est un officier général plein de cœur et connaissant la guerre, n'ait pas compris que, sur sa ligne San-Marcos-Jazquibel, les ailes seules étaient défendables : le centre, par où passe la route, et où l'effort des républicains devait surtout se porter, n'avait aucune solidité. Il suffit de jeter les yeux sur une carte¹ pour se rendre compte de ce que nous disons. La Serna, disposant d'un nombre de troupes bien supérieur à celui de la défense, pouvait toujours, à un moment donné, tourner San Marcos par le sud et gagner de là Oyarzun, en coupant même le général carliste de sa retraite.

Nous savons qu'à ce sujet on a osé accoler au nom respecté du général Cevallos le mot de trahison. Pour qui connaît le brave officier général, il n'y a jamais eu doute que ce n'eût été là une odieuse calomnie, mais nous-même, tout en le défendant sur ce chapitre², nous ne pouvons nous empêcher de dire que ses opérations d'Irun ont été, militairement parlant, complètement fausses, et qu'en agissant autrement, on obtenait non point la certitude, mais de grandes probabilités d'arriver à un résultat meilleur.

¹ Voyez planche VII.

² Le général Cevallos traduit devant un conseil de guerre à la suite de cette affaire a été acquitté à l'unanimité.

Le 10 novembre au matin, les troupes du général Loma dont les avant-postes occupaient Renteria depuis le 8, se mirent en marche dans la direction d'Oyarzun en deux colonnes. Le général républicain avait décidé d'enlever d'abord San Marcos ; donnant au brigadier Bargès l'ordre d'attaquer cette hauteur par la droite avec 4 bataillons, lui-même se dirigea vers le sud et la gauche pour tomber sur la droite de la position carliste.

On ne se battait pas encore depuis une heure, qu'on put se rendre compte que San Marcos allait être bientôt coupé ; en effet, après trois heures de combat, et bien que la brigade Bargès ne fut encore qu'au pied des pentes septentrionales de l'ermitage, le général carliste, qui voyait sa ligne traversée par Loma, et qui ignorait que Bargès fût tenu en échec derrière la hauteur, donna le signal de la retraite, fit évacuer Darrieta et San Marcos, et se replia sur Oyarzun, laissant Gaïnchuzqueta à découvert.

Cette faute considérable n'échappa point au général La Serna qui avait fixé au 11 une attaque combinée de ses trois divisions. Ordre fut donné au général Portilla, qui était demeuré en réserve à Los Pasages, de gravir, dans la nuit du 11 au 12, les pentes du Jazquibel, de manière à venir occuper au jour le col de Gaïnchuzqueta. Cette opération réussit sans que le général républicain eût à brûler une cartouche.

A sept heures du matin, Loma et Blanco se mettaient à leur tour en marche sur Oyarzun et attaquaient dès huit heures les pentes de l'Urcabe qui domine à l'ouest

la petite ville. La résistance ne pouvait être longue : les bataillons carlistes se savaient tournés par leur droite, et coupés d'Irun; au bout d'une heure de lutte, ils battirent en retraite sur Vera, laissant libre la route.

Devant Irun, on avait eu connaissance, dès le point du jour, du mouvement de Portilla, et l'ordre de retraite avait été immédiatement donné.

On commença par faire filer l'artillerie, et à peine le dernier canon était-il en route pour Vera que les têtes de colonnes ennemies apparaissaient au sommet de l'Urcabe et à Gaínchuzqueta.

A deux heures, Irun ouvrait ses portes à l'armée de secours: l'armée carliste venait d'essuyer un grave échec.

« De déplorables excès signalèrent cette facile victoire.

» De toutes parts des incendies éclataient sur le passage des colonnes républicaines, et quand l'armée arriva devant Irun, la plus grande partie des métairies qui couvrent la riche vallée de la Bidassoa étaient en feu. Ces actes de sauvagerie, que des patrouilles envoyées par le général en chef ne réussirent pas à réprimer entièrement, malgré l'arrestation de plusieurs malfaiteurs, étaient le fait non-seulement de ces gens sans aveu qui suivent toujours les troupes, mais aussi des volontaires d'Irun, qui s'étaient répandus dans la campagne aussitôt après leur délivrance, pour satisfaire leur soif de vengeance.

» Cette dévastation portait une grave atteinte à la réputation de l'armée; systématique ou accidentelle, elle

permettait à ses adversaires d'en rendre responsables le général en chef, et de l'opposer aux *massacres* d'Abarzuza, que les journaux républicains avaient pris si longtemps pour texte de leurs récriminations contre le parti carliste. TROIS CENTS MAISONS OU FERMES ENVIRON devinrent ainsi la proie des flammes, et cette plaine si prospère qui entoure Irun ne présenta bientôt plus que l'aspect d'un désert ¹. »

Nous nous abstenons de tout commentaire.

On eût pu s'attendre après la levée du siège d'Irun à voir le général La Serna essayer de poursuivre son ennemi dans les montagnes ; le général républicain n'osa point se risquer, à l'entrée de l'hiver, dans ces montagnes où un échec était plus certain qu'une victoire. Satisfait du résultat obtenu, et laissant Loma à Saint-Sébastien avec 4 bataillons, il rentra à Logrono et reprit, avec son chef d'état-major, la réorganisation de son armée, un instant interrompue par une alerte de quelques jours.

On eût mal connu les carlistes si l'on ne s'était attendu à les voir reparaitre devant Irun aussitôt après le départ des troupes libérales. Dès le 20 novembre, les

¹ *Bulletin de la Réunion des officiers : La Guerre des carlistes*, par le capitaine MARTNER, du corps d'état-major.

Nous ferons observer que ces articles du *Bulletin*, fort remarquables au point de vue de l'exactitude des faits, sont empreints d'un esprit anti-carliste très-prononcé.

hauteurs d'Urcabe et Oyarzun étaient réoccupées par les royalistes qui tentèrent même le 26 un très-audacieux coup sur le nouvel ouvrage construit par la garnison d'Irun sur San Marcial.

L'ouvrage fut emporté, mais dut être évacué le lendemain.

Pendant ce temps, le général Loma était investi à Saint-Sébastien du commandement d'un corps dit 3^e de l'armée du Nord, et recevait peu à peu les troupes composant ce 3^e corps. De Madrid, des instructions précises lui furent données pour avoir à reprendre les opérations dans la direction de Tolosa, aussitôt qu'un nombre suffisant de bataillons aurait été mis à sa disposition.

L'armée royale de Guipuzcoa, dont le commandement venait de passer aux mains du général Egaña, comptait à peine 5 bataillons.

Le quartier général carliste était au château de Soravalli sur la rive gauche de l'Oria, à 800 mètres au sud d'Andoain, 4 bataillons et demi occupaient Andoain, 3 compagnies étaient à Urnieta, entre Andoain et Hernani occupé par les libéraux, enfin 4 compagnies avaient été espacées en demi-cercle autour de cette dernière ville, englobant la ville à l'ouest et la montagne Santa Barbara que domine un fort.

D'Andoain on va à Saint-Sébastien par deux routes. La première et la meilleure, dite la nouvelle route, suit la rive droite de la ria Oria, laisse à sa droite le mont Santa Barbara et les hauteurs d'Hernani, et gagne Saint-Sébastien par la Sarte et Belmonte. La seconde, dite an-

cienne route, court à l'est de la première, directement du sud au nord, passe à Eychauri, à Urnieta, où elle laisse à gauche les pentes orientales du mont Santa Barbara, entre à Hernani et, s'infléchissant un peu vers l'ouest, va droit à Saint-Sébastien en longeant la rive gauche de la ria Urumea.

Le 5 décembre au matin, le général Loma amassa à Hernani tout ce qu'il avait de troupes disponibles, environ 12 bataillons, 10,000 hommes, et annonça l'intention de forcer le passage d'Andoain pour entrer à Tolosa.

Averti immédiatement de la concentration des troupes républicaines à Hernani, Egaña, pressentant une attaque, prit immédiatement ses dispositions de défense. Rappelant à lui le cordon de troupes disséminé à l'ouest de Santa Barbara, le général carliste établit 2 bataillons dans les tranchées depuis longtemps creusées sur le flanc de la montagne qui borde la route d'Andoain à Hernani, à l'ouest; 3 compagnies de renfort furent envoyées à Urnieta, et lui-même se tint à Andoain avec 3 bataillons.

Ces dispositions étaient prises à peine, que, le 7 décembre au matin, le canon se fit entendre en avant d'Urnieta et que Egaña fut averti que ce village était attaqué par des forces supérieures. Comme Urnieta n'était, en somme, qu'une position avancée, le général carliste donna l'ordre de ne s'y maintenir que tant que les pertes ne deviendraient point trop considérables. En conséquence, au bout de deux heures de combat, les six

compagnies qui l'occupaient, ayant devant elle plus de 8 bataillons, se replièrent à droite de la route dans les tranchées déjà occupées dont nous avons parlé.

Le général Loma entra à Urnieta, donna immédiatement l'ordre de mettre le village en état de défense en vue d'un retour offensif de l'ennemi, et, ces dispositions prises, se porta résolument en avant sur Andoain.

Mais au sortir du village, il est reçu par une fusillade nourrie partant de sa gauche qui arrête net ses troupes. Tous ses efforts, tous ceux de ses officiers sont impuissants à mener en avant ses premiers bataillons qui ondoient et hésitent sous un feu terrible de mousqueterie.

En cet instant, le général Egaña sort d'Andoain par la route et s'élance sur la colonne républicaine qui, prise en tête et en flanc, plie en désordre sur Urnieta.

Les carlistes l'y suivent, mais sont arrêtés à leur tour devant les retranchements élevés depuis la matinée et d'où l'ennemi leur inflige quelques pertes. Enfin, après trois heures d'un combat acharné, Urnieta est repris, et la plupart des libéraux restés dans le village sont faits prisonniers.

Ce combat était pour Loma un très-sérieux échec, et, en somme, il se l'était attiré par sa faute. Depuis près d'un an que carlistes et libéraux étaient nez à nez à Urnieta et Hernani, il ne pouvait ignorer les lignes de défense de l'ennemi; il avait donc agi avec imprudence, en s'avancant en une seule colonne sur une route qu'il savait flanquée à l'est de tranchées redoutables.

Fort de sa supériorité numérique et désireux de re-

prendre une revanche immédiate de son échec du jour, il résolut de recommencer son attaque le lendemain, et pour ne point tomber dans la faute de la veille, il fractionna ses troupes en trois colonnes.

La première, forte de 4 bataillons et des miquelets, devait remonter la rive gauche de l'Oria en suivant la route neuve : c'était l'aile droite ; l'aile gauche, commandée par le maréchal de camp Blanco, devait, avec 3 bataillons de chasseurs, attaquer les tranchées bordant la route ; enfin la colonne du centre, sous les ordres du général en chef, devait attendre le succès des deux premières pour se porter en avant, directement à l'attaque d'Andoain.

Devant de telles dispositions, et à cause du petit nombre des bataillons royaux, la position d'Egaña devenait critique : heureusement pour lui, arriva dans la nuit à Andoain le maréchal de camp Mogrovejo avec 6 bataillons et 4 pièces de montagne. Ce renfort allait rétablir un peu l'équilibre entre les deux partis.

Non content de ce renfort, Egaña envoyait en même temps ordre au bataillon navarrais détaché à Lesaca d'accourir en toute hâte ; mais, vu la grande distance, on avait peu de chances que ce renfort pût arriver à temps.

Le 8 décembre au matin, le combat commença par une vive canonnade dirigée de Santa Barbara sur Urnieta. Vers dix heures, le feu cessa et la colonne du général Blanco se porta brillamment à l'attaque d'Urnieta. La défense fut acharnée, pourtant le village resta aux

libéraux, et pendant que les troupes du général Blanco obliquaient à gauche pour faire face aux tranchées d'Eychauri, la colonne de droite commençait son mouvement par la route neuve, et Loma s'établissait en avant d'Urnieta, attendant le moment d'agir.

Un instant la gauche carliste faiblit et le général en chef dut la faire appuyer par le 6^e de Guipuzcoa, ayant à sa tête le brigadier Aizpurna. A la gauche libérale on n'avancait point; malgré les plus grands efforts, malgré la bravoure du général Blanco, les républicains étaient impuissants à aborder les tranchées royalistes. Tout d'un coup il se fit dans les rangs libéraux comme un grand désordre, et quelques soldats commencèrent à jeter leurs armes. Ce tumulte était produit par la charge inattendue du bataillon de Lesaca, qui, arrivant à l'improviste, plombait sur le flanc gauche de la colonne Blanco et la contraignait à un brusque changement de front.

Le général Egana n'hésita point, et, profitant de cette indécision, lança les 3 bataillons de réserve qu'il tenait à Andoain sur les troupes de Loma qui attendaient en avant d'Urnieta le moment d'agir. Surprise d'être si brusquement assaillie quand elle s'attendait elle-même à attaquer, la colonne républicaine se défend mollement. En cet instant, Loma tombe frappé d'une balle au flanc; le bruit de sa mort se répand et devient le signal d'une débandade générale; ce n'est pas une retraite, mais une déroute. Malgré l'énergie du général Blanco, que Mogrovejo, deux fois blessé, a contraint également à reculer, les troupes libérales ne s'arrêtent qu'à Urnieta. Là

s'engage une lutte à l'arme blanche où les royalistes demeurent enfin vainqueurs : Urnieta est de nouveau conquis et les volontaires couchent sur les positions de la veille.

Loma ne s'arrêta cette fois qu'à Saint-Sébastien : il laissait 1,800 hommes sur le champ de bataille et près de 150 prisonniers aux mains du général Egaña : les bataillons de Guipuzcoa avaient pris une brillante revanche de l'échec d'Oyarzun.

Décidément les affaires de la république espagnole allaient de mal en pis, et le pouvoir du maréchal Serrano, tout reconnu qu'il fût par l'Europe, était dans son propre pays, à bout de forces. Effrayé de cette situation menaçante, le duc de La Torre songea qu'une énergique impulsion donnée à la guerre contre les carlistes détournerait peut-être l'attention et calmerait les esprits mécontents. Il annonça donc l'intention d'aller prendre lui-même le commandement de l'armée de l'Ebre, que les renforts récents portaient au chiffre redoutable de plus de 80,000 hommes.

Dans les premiers jours de décembre, il quitta le siège du gouvernement et prit des mains du général La Serna le commandement supérieur. C'était l'époque même où le général Egaña infligeait à Loma le rude échec d'Urnieta : l'armée de l'Ebre était prête pour essayer de tenter une revanche, mais le temps froid et les neiges

s'opposaient à des opérations immédiates. Le plan restait le même : essayer de couper l'Etat carliste en deux en le prenant à la fois par le sud et par le nord ; Estella au sud, Tolosa au nord, étaient les objectifs des armées républicaines marchant l'une vers l'autre ; on n'attendit plus que le premier rayon de soleil.

CHAPITRE IX

Le *Pronunciamiento* de Martinez Campos à Sagonte. — Alphonse XII à Madrid. — Etat des forces alphonsistes et carlistes au 1^{er} janvier 1875. — Reprise des hostilités. — Ravitaillement de Pampelune. — Bataille de Lacar. — Opérations de Loma dans la vallée de l'Oria.

Le 29 décembre 1874, à la nuit, le maréchal Serrano étant à son quartier général de Logrono, apprit par dépêche télégraphique, que le *pronunciamiento* du général Pavia à Madrid, proclamant le maréchal Serrano président de la république espagnole, venait d'être annulé le jour même par un *pronunciamiento* du général Martinez Campos à Sagonte, proclamant le prince don Alphonse roi d'Espagne.

Il n'y avait rien à dire.

La phrase que nous avons écrite en tête de ce livre est bonne à répéter ici : *quand on sort du droit, les illégalités se succèdent forcément sans que l'une soit plus coupable que l'autre.* Le maréchal Serrano le sentit : il

eut l'esprit de comprendre que son rôle était fini. Remettant donc le commandement au général La Serna, il franchit la frontière et rentra en France, laissant la place à son jeune successeur.

Nous ne décrivons pas comment s'était passé cette révolution. Qu'il nous suffise de dire que le mauvais état des affaires était arrivé à tel point, à la fin de 1874, qu'un changement de gouvernement ne semblait pouvoir amener qu'un bien.

En allant prendre le commandement de l'armée du Nord, le duc de La Torre avait laissé le champ libre à ses ennemis.

Jovellar, un alphonsiste, commandait l'armée du Centre, Primo de Rivera, un autre alphonsiste, était capitaine général de Madrid, Martinez Campos, encore un alphonsiste, était à Madrid, méditant depuis longtemps une restauration monarchique; contre ces trois hommes, Serrano devait avoir le dessous.

En vingt jours le tour fut prêt.

Aussitôt le maréchal duc à l'armée du Nord, Martinez Campos, partit pour Valence et fit à Jovellar des ouvertures pour une restauration monarchique. Trois jours après, à Sagonte, le brigadier Daban formait sa brigade en carré, environ 2,000 hommes, et annonçait à ses soldats qu'en proclamant roi d'Espagne le jeune prince don Alphonse, la guerre serait finie au bout de quinze jours. Il leva alors son épée et cria : « Viva Alfonso XII Rey de España ! » Les soldats répondirent : « Viva ! »

Immédiatement le général Martinez Campos télégraphia à la reine Isabelle à Paris :

« Les armées du Centre et du Nord, ainsi que les garnisons de Madrid et des provinces, ont proclamé don Alphonse XII roi d'Espagne. Madrid et toutes les villes de la péninsule répondent à cette proclamation avec les marques du plus grand enthousiasme. »

Cette dernière phrase était un chef-d'œuvre.

Nous avons dit que le maréchal Serrano s'était immédiatement retiré. A Madrid, les ministres firent d'abord la sourde oreille et lancèrent une proclamation disant que Jovellar et Martinez Campos « n'avaient pas craint de lever, en face de l'ennemi, la bannière d'Alphonse de Bourbon. »

La proclamation trouva peu d'écho.

Au surplus, les ministres avaient beaucoup plus de chance d'être mis sous les verrous par Primo de Rivera que d'y faire mettre eux-mêmes Primo de Rivera.

Ils se retirèrent.

M. Canovas del Castillo, en prison la veille pour alphonsisme, forma un ministère : le nouveau roi d'Espagne n'avait plus qu'à arriver à Madrid.

Parti de Paris le 5 janvier, il s'embarqua le 7 à Marseille, et entra le 14 dans sa capitale. Après cinq jours d'un repos bien mérité, il prenait le 19 la direction de l'armée du Nord.

Au moment de l'arrivée d'Alphonse XII en Espagne, l'armée libérale du Nord était le seul corps de la nation qui présentât une organisation solide et un fonctionnement régulier.

Cette armée était réellement redoutable et semblait présager un succès assuré au premier qui allait avoir l'honneur et la tâche de la conduire sur le champ de bataille. Elle présentait un total de 70 bataillons, 29 escadrons, 19 batteries, 21 compagnies du génie, répartis comme il suit :

ARMÉE DU NORD

Commandant général : Sa Majesté le roi ALPHONSE XII.

Général en chef : S. Exc. le lieutenant-général DON MANUEL DE LA SERNA Y HERNANDEZ PINSON.

Chef d'état-major : le général DON PEDRO RUIS Y DANA.

Troupes attachées au quartier général.

11 compagnies du génie.

5 batteries d'artillerie de montagne.

1 bataillon de *guardia civil*.

1 escadron de cavalerie.

1^{er} corps d'armée.

S. Exc. le lieutenant général DON DOMINGO MORIONÉS, commandant le corps.

Chef d'état-major : le général D. Emilio TEJERERO.

1^{re} division : S. Exc. le maréchal de camp D. JOAQUIN COLOMO.

1^{re} brigade : le brigadier D. Francisco Marine.

2^e brigade : le brigadier D. Augustin Ruiz Alcala.

2^e division : S. Exc. le maréchal de camp D. MELITON CATALAN.

1^{re} brigade : le brigadier Otal.

2^e brigade : le brigadier Cortigo.

3^e division : S. Exc. le maréchal de camp D. JOSÉ MEBELO.

1^{re} brigade : le brigadier D. Luis Prendergast.

Brigade de cavalerie : le brigadier Jaquetot.

Artillerie.

4 batteries de campagne.

2 — de montagne.

Troupes spéciales.

4 compagnies du génie.

2 compagnies de *tiradores del Norte*.

2^e corps d'armée.

S. Exc. le lieutenant général PRIMO DE RIVERA, commandant le corps.

Chef d'état-major : le colonel D. RAFAEL ASSIN.

1^{re} division : S. Exc. le maréchal de camp PORTILLA.

1^{re} brigade : le brigadier Del Pino.

2^e brigade : le brigadier Acellana.

2^e division : S. Exc. le maréchal de camp D. RAMON FAJARDO.

1^{re} brigade : le brigadier Fierjol.

2^e brigade : le brigadier Bargés.

3^e division : S. Exc. le maréchal de camp D. CARLOS GARCIA TASSARA.

1^{re} brigade : le brigadier Molto.

Brigade de cavalerie : le brigadier Serrano.

Artillerie.

3 batteries de campagne.
2 — de montagne.

Troupes spéciales.

1 compagnie du génie.

4^e division (opérant à part).

Division du général DESPUJOLS.

3^e corps d'armée.

S. Exc. le lieutenant général D. JOSÉ DE LA LOMA.

Par intérim ¹ : D. RAMON BLANCO, maréchal de camp.

1^{re} division : S. Exc. le maréchal de camp D. JUAN VILLEGAS.

1^{re} brigade : le brigadier Pazos.

2^e brigade : le brigadier Velasco.

2^e division : S. Exc. le maréchal de camp D. RAMON BLANCO.

1^{re} brigade : le brigadier de Oviedo.

2^e brigade : le brigadier Infanzon.

3^e brigade : le brigadier Salcedo.

Cavalerie.

Régiment de chasseurs d'Albuera.

Artillerie.

batteries de montagne.

Le général Loma était blessé, comme il sera dit plus loin.

Troupes spéciales.

5 compagnies du génie.

Division de Biscaye.

S. Exc. le maréchal de camp DON ADOLFO MORALÉS, commandant la division.

1^{re} brigade : le brigadier Medeviola.

2^e brigade : le brigadier Erenas.

Cette armée s'élevait au total de 85,000 hommes ; en ajoutant à ce chiffre celui des garnisons des villes de l'Ebre, de Vitoria, La Guardia et des quelques points que possèdent encore les libéraux sur la frontière de l'Etat carliste, on arrive au chiffre de 115 à 120,000 combattants.

Il convient de voir ce que l'armée royale du Nord ¹, allait avoir à opposer aux trois corps d'armée dont prenait le commandement le jeune Alphonse XII.

Cette armée comprenait 5 divisions portant le nom du pays où elles s'étaient recrutées et d'un inégal effectif. Ces divisions formaient un total de 49 bataillons, 15 escadrons, 9 batteries, 1 bataillon du génie ainsi répartis.

¹ Nous conserverons, pour les carlistes, les dénominations de : armée royale, royalistes.

ARMÉE ROYALE DU NORD

Commandant général : Sa Majesté le roi DON CARLOS VII.
Général en chef, chef d'état-major général : S. Exc. le lieutenant général DON TORCUATO MENDIRI.

Troupes attachées au quartier général.

- 1 escadron de la *Escolta reale* (Escorte du roi).
- 1 escadron des guides royaux, brigadier Calderon.
- 1 bataillon du génie, colonel Etxebarri.

INFANTERIE

Division de Navarre.

S. Exc. le maréchal de camp PERULA, commandant la division.

12 bataillons.

Division de Guipuzcoa.

S. Exc. le maréchal de camp DON DOMINGO DE EGANA, commandant la division.

9 bataillons.

Division de Biscaye.

S. Exc. le maréchal de camp DON ELICIO BERRIZ, commandant la division.

10 bataillons.

Division de Castille.

S. Exc. le lieutenant général DON ANTONIO MOGROVEJO, commandant la division.

6 bataillons.

Division d'Alava.

Le brigadier ALVARÈS, commandant la division.

6 bataillons.

Division mixte.

2 bataillons cantabres.

1 bataillon des Asturies.

1 — de Rioja.

6 — d'Aragon.

CAVALERIE

S. Exc. le maréchal de camp, marquis de VALDESPINA,
commandant général.

Régiment n° 1, *El Rey*, 5 escadrons.

— n° 2, *Borbon*, 5 escadrons.

— n° 3, *El Cid*, 4 escadrons.

1 escadron de Rioja.

1 — d'Aragon.

Les escadrons à 120 chevaux.

ARTILLERIE

D. LUIS MAESTRE, directeur général.

1^{re} section d'artillerie de Navarre, colonel Perès Guzman

2 batteries.

2^e section d'artillerie de Navarre, colonel Reyero.

1 batterie de montagne

Batterie n° 1, colonel Rodriguez.

— n° 2, colonel Brea.

— n° 3, commandant Ibarra.

— n° 4, colonel Velez.

Batterie n° 5, commandant Ibarra.

— n° 6, commandant Torrès.

Génie.

1 bataillon attaché au quartier général ¹.

Le total de ces forces s'élevait environ au chiffre de 38,000 hommes, 3,000 chevaux et 81 pièces de canon : c'était la moitié à peine des troupes dont disposait l'ennemi ; mais cette petite armée composée de troupes aguerries et enthousiastes, maîtres de positions habilement fortifiées, présentait un noyau de résistance des plus solides.

Depuis le mois de septembre, le génie carliste avait tracé au sud, à l'est et au nord d'Estella, une série de tranchées dont l'étendue ne comptait pas moins de 40 kilomètres. Ces tranchées, larges d'environ 60 centimètres, longues de 30 à 50 mètres, étaient tracées de manière à battre tous les accidents du terrain environnant.

Présentant, la plupart du temps, la forme d'un demi-cercle, ellès ne pouvaient être enfilées par l'artillerie. L'épaisseur du parapet les rendait propres à résister au

¹ On pourra remarquer que ce tableau diffère légèrement de celui que nous avons donné dans la première partie de cet ouvrage, page 109. Notre premier tableau fournit le *total général* des forces carlistes, *garnisons comprises*. — Celui que nous imprimons ci-dessus est celui de l'armée massée, en janvier 1875, à Tolosa, Estella et au Carrascal, dite *armée d'opérations*.

canon et certaines présentaient même des embrasures prêtes à recevoir de petites pièces de campagne.

La ligne des tranchées carlistes partait de Estaba, à 15 kilomètres au nord-est de Tafalla et passait par Lerga, Amatriain, Guardalain, Maquirriain, Sansoain, Benegorri, Sansonain, Garinoain, Barasoain, Mendivil, Solihaga, Oriain, Unzue, Tiébas, Biurrun, Muruarte, Tirapu, Olcoz, Anorbe, Enerin, Muruzabal, Obanos, Puente la Reina, Maneru, Cirauqui, Lorca, Arandigoyen, Villatuerta, Morentin et Allo.

Le 22 janvier au matin, Alphonse XII avait quitté, à Tudela, la voie ferrée et s'était rendu à cheval à Peralta de Navarra, où le général La Serna lui avait présenté l'armée.

On avait réuni pour la circonstance environ 45,000 hommes comprenant les troupes du 2^e corps (Primo de Rivera) et une partie du 1^{er} (Morionès).

Les troupes étaient établies sur le plateau de la Venta de San Miguel, face au nord, sur deux lignes.

La première ligne (1^{er} corps) était disposée par bataillons serrés en masse à intervalle de déploiement dans l'ordre naturel des divisions avec la cavalerie et l'artillerie dans les intervalles. Cette ligne détachait en avant de son front une ligne de petits postes et de grand'gardes, comme si l'ennemi eût été présent.

En arrière du 1^{er} corps était le corps Rivera, ayant ses bataillons en colonne serrée, à intervalles de compagnies, avec l'artillerie et la cavalerie entre les divisions.

Après la revue, il y eut conseil de guerre chez le prince.

Il fut décidé que le 1^{er} corps, appuyant à l'est, se dirigerait vers Pampelune en tournant complètement le Carrascal; que, pendant l'exécution de ce mouvement, la division Despujols maintiendrait l'ennemi dans ses positions d'Unzue, Buirrun, Anorbe, par des démonstrations continues sur le centre de cette ligne; qu'enfin le 2^e corps profiterait de l'erreur de l'ennemi qui ne pouvait manquer de croire à une attaque de front du Carrascal, pour gagner par Mendigorria et Larraga, le mont Esquinza, Oteiza, Lacar, Lorca et Murillo.

Le 1^{er} corps, après avoir atteint Monreal le 1^{er} février et le 2 Pampelune, devait se trouver le même jour, 2 février, à Astrain, et le 3 au matin, à Puente la Reina.

Le 30 janvier, au soir, les deux corps de l'armée du Nord et la division Despujols étaient cantonnés aux endroits ci-dessous :

Le 1^{er} corps à Saint-Martin de Unz;

Le 2^e corps à Tafalla, une division à Lerin.

La division Despujols à Artajona avec une brigade au Pueyo.

Le 31, le gros du 1^{er} corps commença son mouvement, il atteignait Estaba, entra le 1^{er} février à Sadra, point en avant duquel la division Catalan eut un engagement avec quelques bataillons carlistes aux ordres du colonel Rosas, traversait le 2 au matin Noain et arrivait le même jour en vue de Pampelune.

La garnison s'attendait si peu à être secourue qu'elle envoya deux obus à l'escadron du régiment de Lusitanie, qui était à la pointe d'avant-garde : on finit pourtant par se reconnaître, et le 1^{er} corps pénétra l'après-midi dans la place.

C'était le 2 février.

Pendant qu'à l'est le général Morionès accomplissait avec autant de bonheur son mouvement autour du Carrascal, au sud la division Despujols, le 2^e corps et les carlistes n'étaient point restés inactifs.

Le 1^{er} février au matin, le 2^e corps quittait Tafalla dans la direction de Larraga ; il bivaqua le soir même au croisé des routes Artajana-Peralta, Larraga-Tafalla, Alphonse XII et le quartier général de l'armée étant à Artajona. Ce même jour, la division Despujols fit sur les villages d'Anorbe et d'Olcoz une démonstration offensive qui obligea le général Mendiri à lui opposer 3 bataillons et 1 batterie ; mais Despujols qui ne voulait point s'engager, battit immédiatement en retraite. Perula attaqua alors son arrière-garde et lui tua une centaine d'hommes. L'insistance des démonstrations de Despujols maintenait les carlistes dans l'idée que c'était aux positions du Carrascal qu'en voulait sérieusement l'ennemi : il ne devait point tarder à connaître la vérité. Néanmoins, le 2 encore, la division Despujols eut avec les troupes d'Anorbe un engagement d'artillerie où, de part et d'autre, on perdit peu de monde. C'était, du reste, la dernière tentative du général

républicain pour maintenir l'armée royale à l'est de l'Arga.

En effet, ce jour même entre minuit et une heure du matin, le 2^e corps avait franchi l'Arga sur un pont de bateaux entre Larraga et Mendigorria, et s'était porté de là en trois colonnes d'une division chacune dans la direction d'Estella.

Surpris par cette brusque attaque, le brigadier Argonz qui couvrait Estella avec quelques bataillons à peine, envoya immédiatement prévenir le général Mendiri qu'il lui était impossible de tenir devant des forces dix fois supérieures, et qu'il demandait avec urgence des secours.

Sa position était critique.

En effet, la 1^{re} division du corps de Rivera, général Portilla, s'était portée à l'attaque du mont Esquinza, et, après un combat sans importance, avait pu s'y établir : au sud et à gauche, la 3^e division, général Tassara, était entrée à Oteiza et avait lancé une brigade à Muniain sur la rive droite de l'Ega, enfin la 2^e division, général Fajardo, avait d'abord emporté Lorca, sur la route de Puente la Reina à Estella, et de là, franchissant la route, s'était également rendue maître du village de Lacar qui domine Lorca à 1,800 mètres environ au nord. La route d'Estella à Puente la Reina était donc coupée.

Le général Fajardo avait ordre d'occuper non-seulement Lacar et Lorca, mais aussi le village de Murillo, à 1 kilomètre à l'ouest de Lacar : on ne sait pourquoi il n'exécuta point ces ordres, car les carlistes étaient en

trop petit nombre pour opposer une résistance efficace. Il se contenta donc d'établir à Lacar la brigade Bargès (régiments de Valence et des Asturies) et à Lorca la brigade Fierjol (régiments de Gerone et de Léon) avec deux pièces de canon et le régiment des hussards de Pavie.

A Anorbe, ce même jour 2 février, le général en chef de l'armée carliste recevait presque à la même heure la nouvelle de l'entrée à Pampelune du général Morionès, et celle de la prise par le 2^e corps des positions d'Oteiza, Esquinza, Lorca et Lacar. Dès lors sa position au Carrascal n'avait plus de raison d'être, et il se décida à la retraite.

Un moment, il eut la pensée de se lancer à la poursuite de Morionès ou tout au moins de l'attendre à sa sortie de Pampelune ; mais les ordres du roi étaient formels. Il ne restait à Estella que 10 ou 12 bataillons ; Mendiri se retira donc par Puente la Reina, Maneru et Cirauqui, dans la montagne au nord de Lacar et d'Alloz, exécutant devant la brigade Bargès une marche de flanc des plus périlleuses, et que celle-ci, plus audacieuse, eût pu changer en désastre.

Dès quatre heures du soir, dit un témoin oculaire, on voyait des hauteurs de San Cristobal ¹ les bataillons carlistes arrivant de Puente la Reina, quitter à Cirauqui la grande route d'Estella que la division Fajardo leur

¹ Des hauteurs du mont Esquinza.

coupait à Lorca et s'enfoncer dans la montagne par un chemin de traverse.

Le spectacle de cette longue colonne cheminant lentement et disparaissant avec le jour dans un pays qui paraissait désert, abandonnant des positions où elle avait peut-être rêvé la victoire, était bien fait pour éveiller des idées de sympathie mélancolique dans le cœur de ceux qui ont appris à connaître toute l'amertume de la retraite.

Toute la nuit se passa à exécuter ces mouvements.

Un fait incompréhensible fut l'inaction du corps Primo de Rivera pendant ces vingt-quatre heures : on n'avait, il est vrai, aucune nouvelle de Morionès qui eût dû être le 2 à Astrain et le 3 au matin à Puente la Reina, et qui n'arriva dans cette dernière ville que plus tard dans l'après-midi. Il semble pourtant que si, appelant à lui la division Despujols, le 2^e corps avait pris dès le 3 au matin une vigoureuse offensive sur Villatuerta, Murillo, Montalvan et Zabal, la victoire eût dû rester aux troupes libérales.

Le 3 février, de grand matin, comme le prince Alphonse se promenait à San Cristobal au milieu des feux de bivac à demi-éteints, un petit parti carliste venant de Cirauqui ouvrit sur l'Ermitage un feu nourri qui tua 12 hommes et 1 colonel d'infanterie : le jeune roi dut se réfugier dans l'église pour éviter un danger où il eût pu laisser inutilement la vie. Déjà la veille il avait couru un péril semblable, et l'existence des camps lui apparaissait sous un jour assez peu favorable.

Cependant cette même journée du 3 devait voir de grands événements.

Don Carlos n'avait pas vu sans inquiétude la possession de l'ennemi des villages de Lorca, c'est-à-dire l'interception de la route Estella-Puente la Reina. Le 2 au soir il s'était rendu à Cirauqui, et avait reçu, en ce village même, communication des nouvelles apportées par un parti de cavaliers royaux détachés dans la journée vers Astrain.

Ces cavaliers signalèrent l'entrée de Morionès dans Pampelune, en indiquant qu'il ne leur paraissait guère possible que le général alphonsiste pût être à Puente avant le 3 au soir ou peut-être le 4.

Le roi décida alors de profiter de l'éloignement momentané du 1^{er} corps pour tenter, par une attaque énergique et rapidement menée, de reprendre Lacar et Lorca c'est-à-dire ses communications avec Puente La Reina.

Le 3 au matin, des espions envoyés à Lacar annoncèrent que la brigade Bargès, dans la plus grande sécurité, ne songeait nullement à être attaquée. Elle ne se gardait point et n'avait même pas un cordon de sûreté autour du village.

Le général Mendiri, après en avoir conféré avec le roi, résolut donc d'attaquer le jour même Lacar, tandis que, au sud, le brigadier Argonz ferait une démonstration sur Muniain et Oteiza. Quittant vers onze heures du matin, les défilés du Guisguillano au nord de Garisoain, le général carliste, à la tête de 12 bataillons et 5 escadrons, arrive vers trois heures à environ 1200 mè-

tres de Lacar, défilé dans des bois taillis et les pentes septentrionales du pic d'Alloz. A quatre heures et demie, la vaillante troupe fractionnée en quatre colonnes commandées par Perula, Velluerca, Ituralde et Caverio s'élançait sur Lacar et y entraît sans résistance.

La brigade Bargès, surprise, payait cher sa fatale sécurité.

Les armes étaient en faisceaux; sur la place de l'église, un rassemblement du régiment de Valence dansait le *fandango*, comme si l'on eût été à vingt lieues de l'ennemi. Il se fit un grand massacre de ces danseurs dont beaucoup cependant prirent à temps la fuite sans essayer de résister. Malgré l'énergie de son général, blessé dès le premier moment, la brigade alphonsiste entière, au bout d'une demi-heure de lutte, ou plutôt sans lutte, fuyait vers Lorca, jetant ses armes, ses bagages, et jusqu'aux espadrilles pour mieux courir.

Cette masse de fuyards arriva ainsi à Lorca au moment où la brigade Fierjol, ayant à sa tête le général de division Fajardo, se portait au secours de Lacar. Mais cette brigade est impuissante à arrêter ce torrent d'hommes affolés par la panique; elle est entourée elle-même au bout de quelques instants, et toute la division Fajardo traverse Lorca à la course, remonte éperdue les pentes du mont Esquinza, et ne s'arrête que sur le plateau au milieu des troupes de la 1^{re} division.

Pendant ce temps le général Fajardo, resté avec 40 braves dans Lorca, essayait une résistance désespérée, quand une charge du régiment de Pavie et de

3 compagnies de chasseurs de Ciudad Rodrigo parvinrent à maintenir les royalistes sur la route aux abords du village.

Les carlistes qui n'avaient, pour ainsi dire, perdu personne, firent à Lacar 300 prisonniers, prirent 2,000 fusils, 3 canons Plasencia, 15 fourgons d'artillerie remplis de munitions, des milliers de cartouches et tous les bagages de la brigade Bargès.

Au sud, l'attaque du brigadier Argonz avait moins bien réussi : il était parvenu cependant à refouler les alphonsistes vers Oteiza.

Au quartier général, la panique avait été grande.

A cinq heures et demie, le jeune prince Alphonse était monté à cheval, et, escorté de deux escadrons de cavalerie, était parti pour Larraga. On croyait tout perdu, et l'ordre de retraite fut immédiatement donné. On accusait tout haut le général Morionès de négligence quand, en somme, il demeurerait le seul qui eût exactement rempli sa tâche. En réalité, c'était la division Fajardo qui, par une incroyable incurie, avait mis à rien les succès des trois premiers jours. Lacar était bien un grand succès pour les carlistes : Estella était une fois de plus sauvée.

On a essayé de dire que le ravitaillement de Pampelune ayant été l'unique but de l'armée alphonsiste, l'opération avait été en réalité favorable aux libéraux : cette thèse n'est pas soutenable. Pourquoi, si l'on voulait seulement ravitailler Pampelune, essayer de couper

Mendiri d'Estella? Pourquoi celle de Muniaín? Evidemment la place de l'armée libérale était de renouveler l'attaque du maréchal Concha, avec des forces supérieures : c'était assurément ce qu'il y avait de mieux, mais Lacar détruisait ces espérances et annihilait les premiers succès. On dut battre en retraite et rétablir peu à peu une situation fortement compromise : la récente défaite allait donner près d'une année de repos à l'armée royale.

Pendant qu'à Estella avaient lieu les événements que nous venons de raconter, au nord, à Saint-Sébastien, Loma recommençait, lui aussi, les opérations et tentait de prendre une éclatante revanche de Urnieta. Il ne se soucia point cependant de renouveler à Andoain même une attaque qui déjà lui avait été défavorable, et il pensa à changer son théâtre d'opérations. — Au lieu de manœuvrer entre l'Urumea et l'Oria, en un terrain resserré et trop étroit, il résolut de gagner la large vallée de l'Urola, d'où il pouvait atteindre directement Aspeytia, l'importante fonderie carliste, et, de là, son objectif Tolosa.

Le 28 janvier au matin, un bataillon d'infanterie et une compagnie de miquelets, qui avaient pris la mer dans la nuit à Saint-Sébastien, débarquaient à Guetaria, petit port à l'ouest de Zaraus et à 4 kilomètres est environ de l'embouchure de l'Urola. Guetaria fut occupé presque sans coup férir, et le lendemain, le général Loma ayant fait soutenir son premier détachement par 2 bataillons

sous les ordres de Blanco, Zaraus, autre petit port de mer, tomba également au pouvoir des républicains. Le même jour, le général en chef avait quitté Saint-Sébastien à la tête de sa division, et s'était avancé vers Orio, à l'embouchure de la ria Oria, dans le dessein de s'emparer de la ville. Maître d'Orio, Loma avait, pour opérer en Guipuzcoa, une base large et solide bien qu'acculée à la mer, il tournait Ernani et Andoain, et avait la voie libre jusqu'à Tolosa.

Les journées du 28, du 29 et du 30 se passèrent en combats autour de la ville d'Orio qui resta néanmoins au pouvoir des royalistes. Le général Egaña qui, à la nouvelle de la marche de Loma, s'était porté en hâte à l'embouchure de l'Oria, avait établi ses lignes face au val de San Cristobal et à Zaraus, aux villages d'Urdaneta, Elcana, Laurcain.

Il ne disposait, en face des 16 bataillons de son adversaire, que de 5 bataillons à 600 hommes.

Au bout de cinq jours de lutte, il dut se replier au village d'Aya, laissant Orio au pouvoir de l'ennemi. Ce dernier s'avancait par l'ouest le long de la rive droite de l'Urola et menaçait fortement Aspeytia; en même temps, sur l'Oria, la brigade Oviedo, embarquée le 4 à Guetaria, marchait sur Andoain où Egaña n'avait laissé que 2 bataillons. La position des royalistes devenait critique.

Le général Egaña se rendit compte de la gravité de la situation et résolut une attaque par surprise de toutes les positions récemment conquises par Loma.

L'opération eut lieu dans la nuit du 5 au 6 et réussit pleinement.

Complètement refoulé et ramené à la mer, le corps Loma dut s'embarquer précipitamment à Guetaria et Zaraus, et regagner Saint-Sébastien. En même temps qu'Egaña lui infligeait cet échec, les bataillons d'Andoain refoulaient Oviedo dans Hernani en lui causant de sensibles pertes.

Comme à Estella, l'armée carliste, un instant compromise, s'était brillamment relevée : Loma, de nouveau enfermé dans Saint-Sébastien, allait être obligé de renoncer à prendre désormais l'offensive. L'investissement carliste se resserrait chaque jour davantage, et le jour ne paraissait pas éloigné où, sur ce petit coin de terre, rebelle jusqu'alors aux royalistes, flotterait enfin le drapeau de la légitimité.

CHAPITRE X

La trahison de don Ramon Cabrera.

La victoire de Lacar avait été un rude réveil pour tous ceux qui avaient supposé que la simple proclamation d'Alphonse XII allait tuer le carlisme.

Nombre de gens tenaient alors des discours comme ceux-ci : « Nous comprenions don Carlos avant Alphonse, mais aujourd'hui, il n'a plus raison d'être. Les Espagnols ont un tempérament essentiellement monarchique, ils voulaient un roi, ils en ont un, don Carlos n'a plus rien à faire en Espagne. » Comme si l'alphonisme n'était pas aussi loin du carlisme que la république ou la dictature.

La proclamation d'Alphonse XII, en dépit de ces conciliateurs, n'avait enlevé à don Carlos aucun de ses partisans, et quand on vit au 3 février la mâle réponse du roi légitime à son cousin, on commença à comprendre que la révolution espagnole avait changé de chef,

mais que la nation n'avait point changé de régime.

Un instant, à Madrid, on avait espéré que l'armée du Nord allait enfin remporter une victoire. Lacar avait été une désillusion cruelle; 25,000 carlistes étaient venus à bout de 60,000 alphonsistes : la force semblait impuissante à réduire l'ennemi. On allait essayer d'autres moyens.

A cette époque vivait en Angleterre, au sein de splendeurs que n'avait jamais rêvées sa jeunesse, un homme dont le nom, connu à peine de notre génération, avait été il y a vingt ans, et pendant cinq années, la terreur des révolutionnaires espagnols et le symbole de la légitimité.

Il s'appelait don Ramon Cabrera.

Né en 1809 à Tortose, à l'embouchure de l'Ebre, fils de pauvres marins, Cabrera, destiné d'abord à faire un modeste curé de campagne, avait troqué bientôt le chapelet pour l'épée, et l'existence calme du cloître pour la vie libre du partisan montagnard.

En 1833, au mois de septembre, le baron de Hervès venant de déployer à Morella, en Maëstrazgo, l'étendard légitime de don Carlos V, Cabrera se présenta à lui. Il avait vingt-quatre ans, possédait quelque instruction, point de carrière : il se fit carliste.

Il était né avec d'incroyables aptitudes pour le métier de partisan : audacieux jusqu'à la témérité, dur pour lui-même autant que pour les autres, peu scrupuleux

dans les moyens, il devint en peu de temps la terreur des Cristinos et le plus ferme appui de la légitimité en Espagne.

Alors le gouvernement de la reine Christine traqua cet homme comme une bête fauve. On séquestra sa chaumière, on emprisonna ses sœurs, on fusilla sa mère, la pauvre femme de pêcheur, qui demanda, quand on l'arrêta, pourquoi on l'arrêtait et où on la conduisait.

Nous avons retrouvé le texte de l'ordre de mise à mort de cette femme martyre ; il est signé du général Christino Nogueras.

« Demain matin, à dix heures, la mère du cruel Cabrera sera fusillée, ses trois sœurs seront arrêtées cette nuit ainsi que les parents les plus proches des chefs et officiers rebelles, afin d'arrêter ces barbares dans le cours de leurs atrocités par le sort réservé à des personnes qui leur sont chères. »

A partir de ce jour, Cabrera fit porter devant lui, toutes les fois qu'il sortait, un drapeau noir avec ce seul mot : *Vengeance*, et le jour même où il apprenait l'assassinat qui lui enlevait sa mère il signait l'ordre suivant :

« Seront immédiatement fusillées, en représailles de l'assassinat de mon innocente mère, la femme du colonel don Manuel Fontiberas, commandant d'armes de Chelvas ; les señoras Cinta Tos, Mariona Guardia, Fran-

cisca Urquesa, et trente autres, qui sont plus bas dénommées, auront le même sort pour expier le supplice de la plus digne et de la meilleure des mères. »

Quand la trahison de Maroto eut livré l'armée royale au duc de la Victoire, Cabrera réunit ses principaux officiers et leur proposa de mettre bas les armes.

Ses plus hardis lieutenants, Forcadell et quelques autres, ayant manifesté leur indignation : « Sortez, s'écria Cabrera, nous n'avons pas besoin de fous ici, » et il les força de quitter la salle. Après leur départ, la délibération continua, et toutes les opinions se produisirent librement ; au sortir du conseil, ceux qui avaient paru incliner à la conciliation furent fusillés.

En même temps il adressait à ses troupes l'ardente proclamation suivante :

« Soldats,

» La trahison la plus affreuse et la plus préméditée vient de se consommer dans le pays qui jeta le premier cri de fidélité pour notre légitime souverain. Commencée par des assassinats qui comblèrent de douleur les cœurs royalistes, et achevée en vendant la noble cause que nous soutenons, sous le prétexte d'une paix impossible, elle livre les personnes de nos augustes princes à l'esclavage étranger ; elle immole aussi l'armée royale qui donna au pays tant de gloire et qui était l'admiration de toute l'Europe !

» HONTE AU SOLDAT INFAME (vil soldado) qui a vendu son honneur à prix d'or ! Opprobre éternel à ceux qui parent leur vanité de titres de *Victoire* par des moyens si bas et si déshonorants !...

» La Navarre et les provinces basques sont séduites par les promesses fallacieuses de reconnaissance des *Fueros* ! un jour elles pleureront leur crédule confiance.

» Le royaume de Valence, la Catalogne, toute la Coronilla d'Aragon peuvent aussi revendiquer les *Fueros* dont ils furent dépossédés dans l'autre guerre de succession...

» Mon épée n'entrera pas dans le fourreau sans les avoir obtenus, sans avoir assuré à ma patrie un vrai bonheur, un gouvernement protecteur et une paix honorable et digne des fils du Cid et de Peiage. Tels sont les invariables sentiments de votre général : pour eux, il versera jusqu'à la dernière goutte de son sang. Vive Charles V ! Vive la religion ! Vivent nos *Fueros* locaux !

» Quartier général de Chulilla,

» Le comte de MORELLA.

» 12 septembre 1839. »

Il était comte de Morella et marquis del Ter, capitaine-général, et la première tête du parti après le roi. Ses ennemis l'appelaient : le tigre du Maëstrazgo : il n'y avait pas d'homme en Europe dont le nom eût plus d'éclat.

La guerre terminée, il passa en Angleterre. Il y arrivait pauvre, mais cette pauvreté était sainte et respectée : il se maria et fut riche. Alors, au sein du bien-être matériel, il oublia que tout un parti avait les yeux sur lui comme sur son chef national et son guide obligé : il lui parut dur de reprendre encore une fois l'épée, et quoique la soumission ne fût pas permise, il inclina à se soumettre.

D'un excessif orgueil, il n'admettait point qu'on discutât ses actes. Même envers son roi, il paraissait d'une raideur intolérable. Mais on passait tout au *grand Cabrera*.

Nous donnons ici un chapitre d'un livre qui a dévoilé récemment la conduite politique du comte de Morella depuis 1868 : on y verra que déjà, à cette époque, le tigre avait limé ses ongles, et que le *grand Cabrera* était bien définitivement perdu pour la cause ; voici ce chapitre ¹ :

« Au printemps de 1868, don Carlos revint de Corfou à Gratz. Le jour de faire le premier pas décisif était arrivé ; l'occasion était propice pour faire taire les scrupules de quelques carlistes, des parents et de la diploma-

¹ Ce chapitre, qui est le V^e du livre intitulé : *Carlos VII y D. Ramon Cabrera*, par D. Emilio de Arjona, a été reproduit, tel que nous le donnons, par la *Semaine de Bayonne*. Il est donc tombé dans le domaine public. Une traduction du livre entier vient de paraître récemment à Paris.

tie : le trône d'Isabelle vacillait par moments ; et si don Carlos devait pouvoir se consacrer à reconstituer et à réorganiser son parti, il était nécessaire que non-seulement celui-ci, mais encore l'Espagne et le monde pussent répondre formellement à cette question : « Qui est le roi ? »

Pour cela il s'assura encore une fois de la bonté des plans qu'il méditait depuis son enfance, recueillant l'avis de toutes les personnes qui venaient le voir, soutenant une correspondance non interrompue avec Cabrera, à la santé ébranlée duquel il s'intéressait vivement.

Don Carlos s'était beaucoup entretenu avec le comte de Morella de la nécessité de tenir un conseil où fussent représentées toutes les hiérarchies sociales ; et Cabrera avait reconnu l'excellence de l'idée. L'entreprenant prince ne se dissimulait point quelle serait sa vie de sacrifices, dès la réunion de ce conseil, pour sauver le vaisseau de la nationalité espagnole à travers les écueils de la mer révolutionnaire ; il le savait, et aujourd'hui il le sait mieux encore. Mais il savait que la mission du roi qui doit conquérir sa couronne est un laborieux et effrayant calvaire ; sa devise, néanmoins, était : « Tout pour l'Espagne » ; et rien ne l'épouvantait. Puisqu'un conseil était convenable, « Tenons conseil, dit-il, pour le bien de l'Espagne. »

» Les travaux s'achevèrent avec maturité, et dans les premiers jours de mai, Algarra — celui qui inspirait alors le plus de sympathies au comte de Morella — se rendit à Londres porteur des documents suivants :

» 1° Une lettre de don Carlos à Cabrera, ainsi conçue :

Graiz, 23 mai 1868.

« Mon cher Cabrera, la majorité des Espagnols croit
» imminente la chute d'Isabelle, et la plupart des car-
» listes désirent voir établir leurs droits et leur organi-
» sation. Une de tes recommandations, à Ebenzweyer,
» fut que je m'approchasse des Pyrénées pour écouter
» et connaître amis et étrangers. Il est évident que la si-
» tuation politique et financière de notre pays créera
» des éventualités dont je dois profiter, d'abord comme
» c'est un devoir sacré pour moi, secondement pour ré-
» générer l'Espagne. Pour fonder sur des bases solides
» et pour rendre impossible tout désaccord futur, les
» conseils sont indispensables : à eux recouraient mes
» ancêtres dans les circonstances difficiles ; avec eux
» s'éclairent les contemporains.

» Il devient urgent pour moi de réunir un conseil
» qui représente le clergé, la grandesse, l'armée et le
» peuple espagnol : il pourrait être tenu à Londres
» du 20 au 30 juillet, puisque tes souffrances se pro-
» longent. Ci-joint : 1° la liste de quelques conseillers,
» pour que tu la modifies ou la complètes ; 2° une mi-
» nute des questions les plus pressantes.

» J'ai recours, comme toujours, à ton noble patrio-
» tisme et à ta haute intelligence, pour que, écoutant
» Algarra, avec qui j'ai beaucoup médité ce premier
» pas politique de ma vie, tu sois aujourd'hui la colonne

- » triangulaire de notre avenir, comme tu fus le héros
» des vaillantes cohortes de Carlos V et Carlos VI.
» Je t'apprécie chaque jour davantage.

» CARLOS. »

» 2° Une note des questions suivantes :

- » I. *Comment établir et faire constater le droit à la couronne ?*
» II. *Comment organiser ?*
» III. *Quel titre prendre ?*
» IV. *Quelle résidence choisir ?*
» V. *Comment se procurer des fonds ?*
» VI. *Publiera-t-on, et de quelle manière, les décisions du conseil ?*

» 3° Une liste de conseillers, liste que Cabrera pouvait modifier ou augmenter.

» J'ignore¹ tous leurs noms, et peut-être vais-je en omettre des plus notables. Ceux qui viennent à mon souvenir, avec une sécurité absolue pour les livrer à l'impression, sont : le P. Maldonado, le P. Torrecilla, le duc de Pastrana, le marquis de Caceres, le marquis de la Granja, le marquis de la Romana, le marquis de Serdañola, le marquis de Tamarit, le comte de Fuentes, le comte de Morella, le comte d'Orgaz, le baron d'Hervès, le général Arevalo, le général Arjona, le général

C'est ici M Emilio de Arjona qui parle.

Masgoret, le général Tristany, Algarra, Cevallos, Lopez Caracuel, Marco, Moneo, Autran, Comin, Dameto, La Hoz, Vildosola.

» Algarra devait, en outre, rendre compte à Cabrera des conversations, des idées et jusque des pensées les plus cachées de don Carlos. Il devait lui dire que don Carlos se soumettait complètement à son jugement, et qu'il choisissait Londres, au lieu de Gratz, pour tenir le conseil afin que Cabrera pût y assister, puisque sa santé ne lui permettait pas les voyages. Il devait dire enfin au comte de Morella d'ajouter ou de retrancher, à son choix, des noms sur la liste.

» Algarra s'acquitta bien de sa mission.

» Cabrera trouva bonne l'idée du conseil à Londres, et la date du 20 juillet fut fixée.

» Il trouva opportunes les questions à débattre.

» Il approuva la liste plus ou moins. Je crois, sans en être très-sûr, que Tristany, Masgoret, Pastrana, Serdanola, Arjona et quelques autres furent effacés ; il est certain qu'ils ne reçurent pas d'invitation ; en échange, la liste s'augmenta de Gomez, Ochoa et de quelques autres.

» Le conseil décidé, Mergeliza partit pour l'Espagne avec la circulaire suivante de don Carlos, destinée aux personnes invitées :

» Estimable..... Les dernières insurrections et les
» circonstances politiques et financières de l'Espagne
» créeront des éventualités très-prochaines et très-gra-

» ves. C'est la conviction générale des amis comme
» des adversaires. Mon désir et mon devoir sont de
» sauver mon pays d'un 93 espagnol.

» Dans ce but, et d'accord avec le général Cabrera et
» d'autres chefs, je tiendrai à Londres, le 20 juillet,
» un conseil de notabilités éclairées et qui furent tou-
» jours fidèles à nos principes. Les preuves d'adhésion
» que tu as données à mes chers prédécesseurs Car-
» los V et Carlos VI sont si grandes, que je compte sur
» ton concours personnel et tes lumières dans cette pre-
» mière et importante étape de ma vie politique.

» Je t'apprécie beaucoup.

» CARLOS. »

» La personne chargée de cette mission revint satis-
faite.

» Don Carlos l'annonça à Cabrera le 25 juin.

» Mon très-cher Cabrera, je ne puis plus tarder à
» t'écrire pour te communiquer le bon état de notre
» affaire, et l'acceptation enthousiaste qu'ont reçue mes
» circulaires d'invitation. Ainsi me le communique Al-
» garra, qui vit Mergeliza à Paris au retour de son
» voyage.

» J'ai su avec peine par Aguirre que ton amélioration
» s'était un peu paralysée. Je le regrette dans mon
» cœur, et je te supplie de me tenir au courant de ta
» santé, qui m'est si précieuse. »

» Cabrera, malade, ne répondit point. Sa femme le fit à la date du 11 juillet, se lamentant de ne pouvoir offrir sa maison au roi, « parce qu'elle était en réparation, et qu'ils n'avaient qu'une domestique, de sorte qu'il serait mal; » mais en demandant que « si de toutes façons il allait là-bas, il l'avertit à l'avance. »

» Don Carlos, sous le nom de *comte de la Alcarria*, quitta Gratz, accompagné de Marichalar, pour arriver à Paris le 17 juillet. Le même jour, il reçut plusieurs de ceux qui devaient assister au conseil, et qui le mirent au courant du véritable état de l'Espagne. Il partit pour Londres le 18, suivi de la plupart d'entre eux. Cabrera, cause de ce point de réunion, était à Wenthworth. Don Carlos, accompagné seulement d'Algarra, le plus sympathique, comme nous l'avons dit, au comte de Morella, arriva à Wenthworth pour réclamer son ami, inquiet de sa santé. Au dire du fils de l'illustre général, rencontré en chemin, cette santé était excellente.

» Ils furent introduits dans le salon, et la comtesse se présenta, troublée, pour saluer don Carlos. Pendant trois quarts d'heure, on parla de chasse, de chiens et de chevaux. Le prince, voyant se prolonger ce dialogue, intéressant sans doute, mais hors de propos, lui dit qu'il était venu voir son mari, et qu'il avait besoin de lui parler. Elle répondit qu'il était très-mal, et qu'on lui avait donné les saints sacrements; en foi de quoi elle voulut exhiber des certificats de médecin.

» Disons, une fois pour toutes, que Cabrera, sans doute par un arrière-goût scolaire, chaque fois qu'il est

malade, se fait délivrer un certificat de sa maladie.

« Peu après, don Carlos entra dans la chambre de Cabrera. Il éprouva, en y pénétrant, une bien douloureuse impression. Cabrera était accoudé sur son lit, placé au fond de l'alcôve, et respirait d'une haleine difficile et agitée. La Llana (son secrétaire), debout à gauche, lui soutenait la tête avec une attitude pleine de componction. Tout un assortiment de pharmacie couvrait la table de nuit, et la face de la comtesse apparaissait de temps à autre à la porte du fond avec un intérêt affligé. Il n'y avait pas à en douter, le général était très-mal : quelle fatalité !

« Voyant que Cabrera avait avec lui son secrétaire, don Carlos appela Algarra, qui se tint au pied du lit ; et, se plaçant lui-même à droite du malade, il le contempla avec cet enthousiasme affectueux de toute sa vie. Cabrera parla d'une voix caverneuse et lente, qui semblait fille de la fièvre : « Sire, comment V. A. est-elle venue ? Je vais mourir, je suis très-mal ; on m'a *sacramentado*. » Don Carlos lui répondit affectueusement, l'encouragea, et lui dit que le conseil était réuni à Londres, et qu'il devait se tenir ; que si Cabrera le voulait, puisqu'il était malade le conseil se tiendrait dans sa chambre même, car telle était son estime et sa tendresse pour le comte de Morella, qu'il ne voulait point se priver dans le premier acte de sa vie politique de son importante présence. Le malade s'anima au bruit des paroles de don Carlos ; sa voix se fit brève et assurée, son regard reprit sa vivacité ordinaire, sans que

les bons soins de La Llana, qui lui remémorait son état critique et l'apparition incessante de la tête de la comtesse, pussent l'affaiblir de nouveau.

» Alors le général Cabrera, comte de Morella, marquis del Ter, insulta le parti carliste. Il traita don Carlos de *mauvais fils* et d'*usurpateur*, les carlistes de *révolutionnaires* dont les idées ne pourraient jamais triompher; car l'Espagne était libérale, et tout homme éclairé repoussait avec indignation la théocratie, le despotisme, et ce que voulaient ressusciter les carlistes, *scélérats et stupides*.

» (C'était mot pour mot ce que disent les feuilles libérales, tout en sachant qu'elles mentent.)

» Le feu du discours améliorait de plus en plus l'état du malade. La Llana le faisait ressouvenir de sa maladie; mais il n'entendait plus La Llana.

» Don Carlos l'écoutait avec calme, et réprimait, par respect pour son âge, la juste indignation qu'un tel langage lui causait. Mais quel désenchantement! voilà quel était l'homme de ses rêves! voilà celui qui devait l'aider dans son œuvre régénératrice!

» Cabrera continua. Il traita de « clique » (*sic*) les conseillers, et acheva de perdre les étriers en assurant qu'il ne tirerait jamais son épée pour une cause aussi indigne.

» Ici don Carlos l'interrompit avec force : « Assez !
» Je ne souffrirai que personne, pas même toi, insulte un parti qui est la gloire de l'Espagne ! Je ne
» permettrai pas qu'on outrage les personnes qui mé-

» ritent ma confiance et qui sont réunies à Londres ! »

» L'homme de Morella se retourna, et s'en prit alors à Algarra, qui, par respect pour le roi, ne desserra pas les lèvres. Il l'apostropha de phrases dures, et répéta qu'il regrettait de s'être sacrifié pour une cause si mauvaise, mais que, s'étant instruit à ses propres dépens, il ne reprendrait point le chemin battu.

» C'en était déjà trop.

Don Carlos se leva, lui prit la main, et, la serrant entre les siennes, lui fit entendre ces paroles : « Cabrera, » merci pour les services que tu as rendus à la cause : » merci, au nom de mon aïeul Charles V, et merci, au » nom de mon oncle Charles VI ! Mais puisque tu » veux te séparer d'elle, va-t'en au bon moment, la » cause ne sera pas perdue pour cela.

» Le héros qui, sur la fin de sa vie se sépare de » son drapeau, se perd et se déshonore.

» Toi parti à mon grand regret, des héros semblables » ou plus grands surgiront, car ma cause est grande : » c'est la cause de l'ordre, la cause espagnole, celle » de la liberté ! Et elle doit triompher, vive Dieu ! le » regrette qui voudra ! »

» Quelles prophéties à vingt ans ! »

« Peu après, le train volait, et don Carlos disait, tranquille et souriant, à Algarra très-agité : « C'est le » premier désenchantement de ma vie ; s'il devait se » produire demain, mieux vaut qu'il ait eu lieu au- » jourd'hui : j'aime les positions claires. »

» On arriva à Londres, et dans une réunion préparatoire tenue cette nuit, don Carlos rapporta à ses conseillers ce qui s'était passé à Wenthworth.

Le roi désirait faire franchement tout connaître au parti; mais la prudence, malgré l'indignation que tous ressentirent, leur fit conseiller de dire le contraire, par respect pour le nom et l'histoire de Cabrera. Don Carlos céda (dans ce premier jour de sa vie politique, il devait céder), mais en annonçant des complications que le temps a justifiées. Il ne pouvait manquer d'en être ainsi au sujet d'un homme que la majorité du parti croyait vivant pour nous, tandis que don Carlos le tenait pour mort, tout en respectant son histoire et en vénérant ses blessures. »

.....

Quand, en 1870, à Vevey, cent deux membres les plus influents du parti se réunirent pour décider l'opportunité d'un soulèvement royaliste, Cabrera se tint à l'écart. Il semblait craindre qu'on le priât de prendre encore une fois la première place : comme les généraux de Napoléon I^{er}, ayant connu tard le bien-être, il ne se souciait point de rien perdre du temps qu'il lui restait à en jouir.

Ainsi arriva 1872.

On déploya sans lui la bannière royale et l'on tira sans lui le premier coup de canon; tandis que le vieux et respecté maréchal Elio, son aîné, ne dédaignait point

de commander une bande, Cabrera restait à Londres, indifférent, hostile en secret au parti qui l'avait fait ce qu'il était.

Nous nous indignions de voir l'épée au fourreau, le grand, l'infatigable Cabrera, nous tous qui ne l'avions point connu, mais pour qui son nom était un symbole de victoire, de foi, de loyauté.

Alors il se décida à parler ; on l'écouta comme un oracle, mais nos oreilles tintèrent et nos cœurs frémirent en entendant ses paroles. — Ce n'était plus le grand Cabrera de la guerre de sept ans, ce n'était plus même Cabrera le riche et l'indifférent : c'était Cabrera le traître, c'était Cabrera-Maroto.

Voici ces documents :

PROCLAMATION DE CABRERA

A LA NATION ESPAGNOLE

« *A la Nation.*

» Espagnols,

» Au nom de Dieu, qui ordonne de ne pas mépriser les conseils de la prudence, un moment, un seul moment de sérénité, et écoutez-moi.

» C'est moi qui, il y a quarante ans, commandai en Aragon et en Catalogne les troupes qui défendaient la

tradition, et qui plus tard les dirigeai dans une nouvelle campagne contre le pouvoir établi ; c'est moi qui, arraché aux cours des Universités par le tourbillon de la guerre, parvins à me faire aimer et craindre comme général, et je ne rappelle pas par vaine gloire ce que j'ai été, mais simplement pour vous dire sincèrement et véritablement que je suis ce même homme. Avec la même ardeur, j'aspire à servir ma patrie, et avec la même foi qui m'animait lorsque je tombai blessé sur le champ de bataille, ou lorsque, soutenu sur les épaules de mes soldats, j'avais à dicter des ordres dans le feu et l'action et malgré la fièvre qui me dévorait.

» Eh bien ! c'est moi qui suis venu, grâce à Dieu et à mon malheur, pour personnifier dans leur plus haut degré d'exaltation les effets particuliers de la guerre civile. Espagnols ! croyez-moi, parler de cette calamité m'afflige, parce que je la connais trop et que je la déteste.

» Sans doute, la guerre peut être juste lorsque son but est juste, et que ce but est déterminé et certain. A la mort de Ferdinand VII, le but de la lutte était populaire. Nous voulions soutenir tout ce monde d'institutions séculaires, de coutumes pieuses et de traditions chéries ; nous combattons parce que, nous enlever ce régime, c'était en quelque sorte nous expulser de la patrie catholique, espagnole et monarchique, et c'est pour cela que notre poitrine servait de bouclier au prêtre qui nous bénissait, et au roi chrétien qui représentait dignement notre cause.

» En 1848, ce monde qui avait disparu de la réalité vivait encore dans la mémoire, aussi le but de la guerre était compris dans cette seule parole : *restauration*. Mais à présent, qui peut savoir à quoi servirait la domination du carlisme ? Devant ce manque absolu de plan et de concert, qui nous dit que, même en triomphant, après une guerre si désastreuse, nous ne nous trouverions pas avec un triomphe mesquin de paroles et avec une autre guerre indispensable pour assurer le triomphe des idées ?

» Qui nous assure que l'on ne décime pas la jeunesse et que l'on ne désole pas le pays pour introniser ce que l'on combat ?

» Ceux qui n'ont pas vu pourront dire : « Qui le sait ? Mais nous qui avons vu... nous le savons. »

» Etant donnés le changement survenu depuis 1833, et la triste réalité de tant de désastres, quelles mesures ou quelles réformes d'une actualité pressante adopterait le carlisme du pouvoir ? C'est le vide que l'on a voulu remplir par des proclamations et des manifestes qui ne déterminent rien, et ce vide est impardonnable ; parce que s'il suffit au volontaire, inquiet dans sa foi et blessé dans sa dignité d'Espagnol, de savoir pour qui il se bat, il importe à la nation de savoir positivement pourquoi la guerre a lieu ; mais de le savoir de façon à pouvoir dire, avant le triomphe, avant le jour des ingratitude : Ceci a été écrit et scellé avec le sang de mes meilleurs enfants !

» Les excès de la révolution ont produit, sans doute,

dans la société espagnole, un mouvement si profond que les fils de familles pauvres et de familles aisées, les carlistes de tradition et même ceux qui avaient été jusqu'à les ennemis de notre drapeau, coururent un jour, comme moi, dans le but de combattre pour Dieu, pour la patrie et pour le roi, sans penser à s'assurer s'ils n'allaient pas inutilement au sacrifice.

» Je les applaudis et je les admire ; je les ai reconnus à leur abnégation. Ils étaient les mêmes ou de la même race que ceux qui combattirent autrefois à côté de moi. Que la patrie leur fasse justice et reconnaisse en eux une grande espérance. Dieu sait que l'affection que je leur porte me donne vie et souffle pour l'entreprise à laquelle je me suis consacré.

» Mais si, il y a quarante ans, je me laissai entraîner par le courant de l'enthousiasme, plus tard un autre devoir m'est incombé, et je l'ai accompli. Je désirais que le prince, appelé à représenter les grandes vertus du parti, profitât de l'expérience ; mais au lieu d'en profiter, celui qui avait droit à la couronne d'Espagne n'a rien voulu apprendre.

» Avant de combattre, j'aurais désiré, s'il était nécessaire, qu'il conquît pacifiquement l'estime et l'approbation d'un pays qui ne le connaissait pas, et en même temps que le parti se réorganisât, et que, en définissant et en formulant ses idées d'une manière pratique, il donnât un gage sûr de son but politique et de son système de gouvernement, mais mes conseils ont été inutiles, et ma conduite a été considérée comme du mépris pour la patrie.

» Pour me rendre odieux en Espagne, on a dit de moi que, dans la prospérité, j'avais perdu la foi religieuse, elle pour laquelle j'ai versé mon sang tant de fois, pour laquelle je suis disposé à donner ma vie : on m'a même calomnié en m'appelant traître. Comment, traître ! sans aucun commandement, sans aucune relation, sans aucun compromis avec le prince, surtout : traître, Ramon Cabrera ! Pardonnez cette expression ; personne en Espagne ne le croira, et le prince qui autorise une pareille accusation sait le premier que ce n'est pas la vérité.

» Mes prévisions se sont réalisées ; l'inefficacité de tant d'efforts, l'inutilité de tant de sacrifices, m'ont donné complètement raison ; mais jusqu'à présent j'ai dû me borner à faire appel à mes concitoyens et à déplorer en silence les maux de ma patrie.

» Le triomphe de l'anarchie n'était pas une occasion de m'opposer courageusement à une guerre qui était justifiée ; mais lorsque la révolution a fait un pas qui promet d'être durable, lorsque la couronne est sur la tête d'un prince qui vante comme le plus précieux de tous ses titres celui de catholique, et qui a su montrer qu'il a conscience de son devoir et qu'il connaît la haute mission de celui qui est appelé à être le chef des généraux, des hommes d'Etat et même des ministres du Seigneur ; Espagnols, nous encourrions une grave responsabilité, si nous, défenseurs d'un passé qui n'a pas été toujours juste, si nous, initiateurs de réformes qui n'étaient pas toujours acceptables, nous manquions cette occasion de venir déposer sur les degrés du trône le poids écrasant de nos discordes.

» Les sots essaieront maintenant plus que jamais à aviver les ressentiments ; mais, vous le voyez, qui est plus blessé que moi ? C'est en vain que l'on a tenté de m'empêcher de donner mon adhésion au monarque, en évoquant dans mon âme de douloureux souvenirs.

» La foi m'enseigne et le cœur me dit que moi, comme ma fille, l'être chéri auquel on fait allusion d'une manière profane, je dois mourir en pardonnant à mes ennemis, et je sais, je vois que cet être chéri me dit du haut du ciel que je fais bien.

» Espagnols, ayez pitié de la nation, qui est aussi notre mère. Mon parti, le plus persévérant, secondera très-promptement, je l'espère, ma détermination, chacun avec ses convictions et en luttant noblement sous la protection de la loi. Repoussons une fois pour toutes l'injure que font à notre dignité ceux qui nous qualifient d'ingouvernables, et, nous, conquérants par tradition et par caractère, nous effectuerons la plus grande conquête qu'un peuple puisse faire : celle de triompher de ses propres défaillances.

» Ce jour, le plus brillant de notre histoire, viendra avec la paix, que souhaite ardemment à l'Espagne votre compatriote, qui vous aime de toute son âme.

» RAMON CABRERA.

» Paris, 11 mars 1875. »

» *Au parti carliste.*

» Je dois et désire expliquer à mon parti l'acte volontaire, spontané et patriotique que je viens d'accomplir en reconnaissant pour roi d'Espagne don Alphonse XII ; plaçant comme soldat la loyauté avant tout, je vais le faire avec une entière franchise. J'offenserais mes vieux amis, mes camarades, mes frères, je m'offenserais moi-même, si je protestais de la droiture de mes intentions et de la noblesse de mes sentiments.

» DIEU, PATRIE et ROI, dit notre bannière. Dieu d'abord, puis la Patrie, enfin le Roi. Oublier Dieu, détruire sa patrie pour un Roi, c'est déchirer en lambeaux notre bannière. Ce n'est pas là ce que je ferai ; comme catholique, comme Espagnol, je ne puis le faire, et parce que la religion et la patrie réclament impérieusement la paix, et parce que la Providence dans ses hauts desseins l'exige.

» Au-dessus du devoir d'une logique stérile, il y a le devoir d'une abnégation féconde.

» Je remplis ce devoir avec une profonde conviction, et en acceptant un fait accompli, en reconnaissant don Alphonse XII pour roi, je dépose entre ses mains, pour qu'il le garde et l'honore, le drapeau que j'ai toujours défendu et qui porte inscrits les principes sacrés de notre sainte cause.

» Je n'écrirai point ici le chapitre des fautes commises ; je n'opposerai pas aux insultes, aux calomnies,

aux indignités dont j'ai été l'objet, d'amères critiques ou des accusations raisonnées. En tout ce qui se passe je vois un grand malheur, et mon cœur est trop noble pour ne pas respecter l'infortune de mon parti.

» Les mêmes causes qui, en 1839 et 1848, ont brisé nos efforts, ont reparu en 1875. Devons-nous toujours soutenir cette lutte sourde, entretenir ce germe de discorde qui condamne notre patrie à un éternel martyre ? Devons-nous prêcher la charité sur des cadavres ? Devons-nous fonder l'ordre sur le désordre ? Faut-il mettre nos principes en pratique sur les ruines d'un pays ?

» Notre cause a toujours compté d'héroïques soldats, de sublimes martyrs, d'admirables sacrifices ; pourquoi n'avons-nous pas triomphé ?

» Permettez-moi de garder un respectueux silence. Mais sur ma parole de *caballero* et de soldat, je connais les causes ; et parce que je les connais et que j'aime ma patrie, je franchis ce pas avec l'intention de sauver les principes que j'ai toujours défendus, que je veux défendre encore, et que, je l'espère, vous m'aidez à défendre sur un terrain noble, généreux et fécond, où je serai à vos côtés, et où je mourrai, si Dieu exauce ma prière, après avoir obtenu pour vous l'admiration de vos ennemis mêmes.

» Il est nécessaire, pour savoir ce que vous valez, d'avoir vécu au milieu de vous, de connaître vos besoins, vos aspirations, en un mot, de savoir ce que vous défendez ce sont les principes fondamentaux de toute société honnête. Eh bien ! je veux consacrer le reste de

ma vie, avec toute l'énergie propre à mon caractère, à faire que le souverain, à qui je vais confier votre cause, fasse justice à vos aspirations ; que le gouvernement s'occupe moins de politique et plus d'administration ; qu'il pense moins aux villes et plus aux campagnes ; qu'il prenne souci de vos sentiments, de votre éducation et de votre bien-être ; et vous, vous pouvez m'aider dans cette entreprise, par laquelle je veux finir ma vie, en donnant plus de force au principe d'autorité et en l'excitant par votre force et votre exemple à faire justice à tous.

» Si je croyais que par le chemin que nous suivons nous puissions aller au triomphe, mon sang ouvrirait votre route. Je suis né pour vous, j'ai vécu pour vous, quelle gloire plus grande que de mourir pour vous ?

» J'ai toujours été prêt à me placer à vos côtés, à donner tout ce que je suis. On n'a voulu ni de mes conseils ni de ma personne. Loin de vous dans ma retraite, je vous ai suivis pas à pas, je vous ai vu sacrifier, et mon âme s'envolait vers vous. Respectant la volonté de Dieu, je me lamentais sur l'aveuglement qui rendait vos efforts stériles.

» J'aurais souhaité que la Providence vous eût secondés. Pour ma part, j'ai accompli mon devoir en tout temps en annonçant les dangers et en donnant les conseils que mon âge et mon passé m'obligeaient à donner.

» Le sang généreux de nos soldats se dépense en combats glorieux mais stériles. Le pays, qui connaît leur valeur et leur habileté, attend, mais en vain, le

moindre renseignement sur la politique des hommes qui les dirigent. Nous avons en face de nous l'Europe libérale, et on n'a rien fait jusqu'ici pour associer à notre cause les éléments assimilables qu'elle renferme. Nous sommes catholiques, et cependant nous n'avons même pas pu obtenir que le chef de l'Eglise nous bénisse¹. Dans cette situation la guerre pourra se prolonger bien des années, et au bout du compte, même en supposant le triomphe, nous ne placerions notre drapeau que sur le monceau de nos ruines.

» Don Alphonse, qui, par des circonstances providentielles, et sans être responsable à cause de son âge de pareilles erreurs, a été placé sur le trône, éprouve un désir qui le grandit : la paix. Ses partisans l'ont secondé. Les uns et les autres, admirant vos vertus, reconnaissant votre loyauté ont cru qu'il était nécessaire de terminer la lutte avec une grande abnégation et un grand esprit de justice. Ils ont fait connaître ces nobles intentions, et moi, qui aurais pu abandonner ceux qui m'ont laissé dans l'oubli, j'ai voulu par un grand sacrifice donner à tous l'exemple.

» Après m'avoir entendu, le parti carliste aura, je le crois, la sagesse et la juste appréciation requises pour porter de ma conduite un jugement équitable ; car si jusqu'ici j'ai poussé l'abnégation jusqu'à souffrir en silence les attaques et les calomnies, des devoirs plus impérieux que ceux de la prudence m'obligeraient à des

¹ On sait que cette allégation est absolument fausse.

révélations qu'il vaut mieux, pour l'honneur et l'histoire, ensevelir dans un généreux oubli.

» Je fais appel à votre raison et à vos sentiments en vous exposant loyalement ma résolution. Si vous l'imitez, vous ferez une grande chose, car vous obéirez à la voix du patriotisme qui met la paix par-dessus tout. Sinon, notre bannière sera déchirée; vous resterez avec le Roi; moi, je me rangerai du côté de Dieu et de la patrie.

» RAMON CABRERA. »

RÉPONSE que j'ai adressée aux Envoyés du Gouvernement espagnol sur les moyens d'obtenir la paix.

» Excellences,

» J'ai l'honneur d'accuser à Votre Excellence et à Votre Seigneurie, tous deux représentants de S. M. le roi d'Espagne don Alphonse XII en vertu d'un ordre royal du 1^{er} courant, expédié sur l'avis du conseil des ministres, réception en forme de la communication que vous avez bien voulu m'adresser ce jour, et dont je transcris la teneur littérale, vu la gravité du sujet :

« Excellence, les soussignés, en vertu des pouvoirs
» qui leur ont été conférés par le gouvernement de Sa
» Majesté pour traiter et mettre un terme à la guerre
» qui dévore notre pays, sur la base de la reconnais-
» sance de la monarchie constitutionnelle du roi

» Alphonse XII, ont l'honneur de présenter à S. Exc. le
» général don Ramon Cabrera les propositions suivantes
» pour obtenir ce résultat important :

PROJET DE TRANSACTION

» Le gouvernement de Sa Majesté, désirant mettre un terme à la guerre civile qui annule et mine notre désolée patrie, et sachant que beaucoup de chefs importants du parti carliste désirent la paix, accepte la fusion des carlistes et de tous les monarchistes alphonсистes sous le drapeau constitutionnel de don Alphonse XII, et s'engage à réaliser, le cas échéant, ladite fusion sur les bases consignées dans les articles suivants :

» Art. 1^{er}. Les provinces basques et la Navarre continueront à jouir de leurs *fueros* respectifs de la même façon qu'avant la présente guerre. Mais le gouvernement se considérera comme délivré de toute obligation envers celle de ces provinces qui ne se serait pas soumise au roi Alphonse XII, dans le délai fixé par l'art. 6, si on avait à triompher de leur résistance par la force des armes.

» Art. 2. Seront reconnus tous les emplois, grades, titres, décorations des généraux, chefs, officiers et autres qui certainement et positivement auraient fait partie de l'armée carliste, quelle qu'ait été antérieurement leur conduite dans l'accomplissement de leurs devoirs militaires et politiques, à cause des difficultés et des troubles de ces temps-ci et de l'esprit de concorde qui inspire ce

document, pourvu qu'ils se présentent pour donner leur adhésion à la monarchie d'Alphonse XII, à la tête de la force armée qu'ils commanderaient.

» Art. 3. Les militaires compris dans l'article précédent seront incorporés dans les corps d'armée suivant leurs capacités, leur mérite et l'ancienneté de chacun, et suivant les besoins qu'exigera le service, mais sans distinction de provenance.

» Art. 4. La reconnaissance des emplois, grades, titres et décorations, dont traite l'article 2, ne se fera pas sans un examen impartial des feuilles de service, brevets ou documents équivalents présentés par les intéressés. Tenant compte des hautes qualités et des services spéciaux qu'il rend à la patrie dans cette occasion, on accordera au général don Ramon Cabrera les attributions ordinaires des directeurs généraux des diverses armes pour la classification de tous ceux qui réclameront ladite reconnaissance, et il présentera à Sa Majesté les demandes fournies sous sa direction. Pour l'accomplissement de ces importantes fonctions, on mettra aux ordres du général Cabrera le nombre d'officiers supérieurs et autres des deux provenances que ledit général jugera nécessaire.

» Art. 5. Les clauses précédentes seront étendues aux employés civils qui se trouvent dans les mêmes conditions.

» Art. 6. N'auront aucun droit ni ne profiteront jamais, en règle générale, des avantages consignés dans ce document, les officiers supérieurs, officiers et autres

individus du parti carliste qui ne reconnaissent pas ni ne donnent leur adhésion à S. M. le roi don Alphonse XII, dans le délai d'un mois à partir de la publication de ce document dans la *Gazette* de Madrid.

» Art. 7. Les fonctions conférées au général don Ramon Cabrera par l'art. 4 s'étendront à proposer à Sa Majesté les emplois, grades, titres et décorations qui, à son avis, devront être reconnus aux officiers qui, sans avoir de commandement au moment de se présenter, mériteront par leur conduite ou leur situation personnelle une semblable exception.

» Art. 8. La reconnaissance des emplois, grades, titres et décorations, dont parle l'article 2 de ce document, sera applicable à toutes les forces carlistes de la Péninsule dans les conditions consignées ci-dessus.

» Art. 9. Le gouvernement, d'accord avec les Cortès, fera son possible pour réparer les dommages matériels causés par la guerre aux intérêts généraux des communes, qui comprises dans les territoires, qui sont aujourd'hui le théâtre de la guerre, ont fait des dépenses extraordinaires et forcées.

» En ayant l'honneur de donner connaissance à Votre
» Excellence des dispositions ci-dessus, les soussignés
» la prient de vouloir bien leur donner son assentiment,
» si elles le méritent, sans préjudice de formuler dans
» un document postérieur, si on le trouvait nécessaire,
» l'engagement exprès et solennel qui confirmerait dès
» lors avec force légale et suffisante en tout temps et

» lieu la présente lettre, et la réponse explicite et satisfaisante que nous attendons de Votre Excellence. —
» Dieu garde Votre Excellence bien des années !

» Paris, 11 mars 1875.

» *Signé* : DUC DE SANTONA, marquis DE MANZANEDO ;
RAFAEL MERRY DEL VAL.

» *A Son Excellence le capitaine général don Ramon Cabrera, comte de Morella.* »

» En faisant part de mon complet assentiment à ce document, j'ai peu de paroles à ajouter. Dieu sait que j'obéis en agissant ainsi à un sentiment chrétien et patriotique : chrétien, parce que je désire la paix ; patriotique, parce que mon seul vœu est de mettre un terme à cette lutte stérile et désastreuse qui tue ma patrie. — L'heure est arrivée pour tous de faire de grands sacrifices, et je veux être le premier à donner l'exemple ; mais qu'il soit bien entendu que cet acte spontané, volontaire et patriotique que j'accomplis ne veut pas dire que je renie mon passé : c'est le désir et le devoir de sauver mon parti en l'éloignant de l'abîme où il va, en le mettant en position de lutter pacifiquement, légalement, seul moyen de rendre ses vertus et son énergie utiles à la patrie. Et si, connaissant ma loyauté et ma décision, il m'écoute et me suit, s'il accepte comme moi un fait qui, par des circonstances providentielles, peut éteindre les flammes de la discorde, l'auguste monarque

Alphonse XII, qui occupe le trône par la volonté du peuple et de l'armée, tous ceux qui l'appuient, et le parti monarchique espagnol, dont j'ai toujours défendu le drapeau, tous ensemble nous contribuerons à rendre à l'Espagne sa grandeur; quand il s'agit de la patrie, toute personnalité doit s'effacer. La patrie, c'est tout.

» Après cette déclaration, où sont exposés franchement et loyalement les mobiles de ma conduite, j'offre de contribuer, par tous les moyens nobles et dignes qui conviennent pour terminer avec honneur un passé immaculé, au succès de cette idée dans laquelle nous nous sommes rencontrés, et qui assurément sera féconde pour le pays et glorieuse pour nous tous qui y avons travaillé. Nous ferons ce qui est humain, Dieu fera le reste. J'attends tranquillement le jugement de l'histoire et le jugement de Dieu.

» Qu'il garde Votre Excellence et Votre Seigneurie beaucoup d'années.

» Paris, 4 avril 1875.

» RAMON CABRERA.

* A S. E. le duc de Santona, marquis de Manzanaedo et à S. S. don Rafael Merry del Val. *

Ce fut d'abord dans le parti carliste un cri unanime d'indignation et de colère : un moment tout sembla perdu ; puis on rougit de cette faiblesse, on reprit ses esprits, on réfléchit que la cause de la légitimité ne perdait qu'un homme, que Cabrera, fidèle avait eu du

prestige, qu'il n'en avait plus, défenseur de la révolution, qu'en somme, c'était le parti qui avait rendu grand Cabrera et non point Cabrera qui avait grandi le parti.

Non content des pièces que nous avons publiées déjà, Cabrera avait essayé d'entraîner quelques-uns de ses anciens lieutenants ; mais il ne recevait de partout que réponses indignées.

La lettre suivante adressée au brave général Gamundi par l'entremise de M. de Candalija, gouverneur de Valence, lui attirait l'humiliante leçon qu'on lira immédiatement après.

» Biarritz, le 4 avril 1875.

» Mon cher Gamundi,

» On vient de m'indiquer que vous désirez connaître d'une façon autorisée la résolution que j'ai prise. Les documents ci-joints vous en informeront complètement. En sollicitant pour notre pays la paix dont il a besoin, et pour notre parti les moyens de rendre des services, je ne vais vous rien dire, car vous savez trop ce que vous devez faire dans ces moments. Il s'agit d'un nouveau sacrifice pour la patrie, que je verrais accomplir avec grand contentement par vous et par vos amis.

» Votre affectionné,

» Le comte DE MORELLA.

* Valence, le 10.

» Mon cher Gamundi,

* » Lorsque le général comte de Morella vous écrit, que pourrais-je y ajouter, mon ami? Rien qu'une seule chose : que par cela même que je vous aime beaucoup, je désire vous voir à côté de votre ancien général, et que vous pouvez compter sur moi en tout et pour tout. Ce que vous voudrez il sera fait comme vous voudrez. Entendez-vous si vous voulez avec le porteur, avec don Ramon ou avec moi.

» Votre affectionné ami,

» A. DE CANDALIJA.

» *A M. don Ramon Cabrera.*

» Monsieur,

» Il est public que, depuis plusieurs années je vous regardais et aimais comme si vous aviez été mon père. Je nourrissais cette affection parce que je croyais que vous me correspondiez et connaissiez les plus profonds sentiments de mon cœur. Terrible désappointement que celui que j'ai éprouvé en lisant la lettre en date du 4 avril que vous avez osé m'adresser.

» Pauvre depuis le commencement de la guerre civile passée, dans la misère durant les premières années de ma longue émigration, obligé toute ma vie de gagner la

subsistance de ma famille à la sueur de mon front et endurant toujours des persécutions et des traitements infâmes de la part de toute espèce de libéraux, je me suis considéré toujours et je me considère comme étant plus heureux dans ma pauvreté avec mon honneur sans tache, que tous ces vils parjures vendus au gouvernement par leur ambition aveugle et par leur dépit.

» Vous me dites qu'il s'agit d'un nouveau sacrifice pour la patrie afin de lui procurer la paix dont elle a besoin. Pour elle je me suis dévoué toute ma vie, et je suis disposé à persister dans la même conduite, mais par des moyens tout opposés aux vôtres. La paix que vous et vos partisans offrez aux imprudents est aussi mensongère que toutes les promesses des révolutionnaires. Si vous avez fait entendre que le parti carliste vous suivrait, le monde entier peut voir votre erreur.

» Nous ne nous séparerons pas de notre très-aimé roi, dont nous soutiendrons le saint drapeau jusqu'à verser la dernière goutte de notre sang, car sachez une fois pour toujours, vous et tous ceux qui vous secondent, que les défenseurs de la légitimité ne suivront jamais aucune coterie politique. Nous défendons et défendrons toujours la bannière de notre grande Espagne, cette noble patrie que vous déchirez et déshonorez.

» Voilà la résolution irrévocable du pauvre, mais honnête jusqu'à la mort

» PASCUAL GAMUNDI.

» Las Parras de Castellote, 8 mai 1875.

On sépara violemment du tronc la branche mauvaise et l'arbre continua à pousser de verts et vigoureux rameaux.

Dès la fin de mars le *Cuier tel* publiait dans ses colonnes le terrible mais juste décret suivant :

» LE ROI,

» Considérant les délits de rébellion et de haute trahison dont s'est rendu coupable le capitaine général de mes royales armées, don Ramon Cabrera y Grino, comte de Morella et marquis del Ter, par les présentes, je le dégrade et le prive d'ores et déjà de tous les grades, honneurs, titres et décorations que lui accordèrent mes prédécesseurs don Carlos V et don Carlos VI.

» Sans préjudice pour lui, si un jour il était arrêté, d'être déféré au tribunal compétent pour être jugé et condamné suivant l'ordonnance.

» Mon ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

» Donné en mon quartier royal du Durango, ce 20 mars 1875.

» YO, EL REY.

• A don Joaquim Elío y Espeleta, secrétaire d'Etat et ministre d'Etat. »

En même temps arrivaient au quartier royal les pro-

testations les plus ardentes : on lira avec plaisir les principales.

ARMÉE ROYALE

D'ARAGON

ET DE VALENCE

« Volontaires,

» Grande est ma peine à vous annoncer que don Ramon Cabrera a été traître à la sainte cause que nous défendons, à notre chère patrie et à notre bien-aimé roi et seigneur don Carlos VII.

» Cela m'a fait une impression douloureuse, parce que je n'aurais jamais cru, sans les preuves que j'ai sous les yeux, que celui qui fut le premier champion de notre sainte cause, la déserterait comme un simple conscrit, pour se charger de remplir le triste rôle de chef des confidents, que lui a confié le gouvernement de Madrid.

» L'homme qui se targuait si fort de chérir sa patrie n'a pas hésité à lancer au milieu de la lutte qu'elle soutient un nouveau brandon de discorde pour l'ensanglanter et l'appauvrir.

» L'homme qui confesse avoir désiré, jusques il y a peu de temps encore, le triomphe de notre cause, ne s'est pas caché dans le coin le plus éloigné du monde avant d'annoncer que c'est le triomphe de nos ennemis qu'il désire aujourd'hui ! Triste et fatale conséquence de son long séjour en Angleterre !

» Esclave de mon devoir, comme je l'ai démontré en

maintes occasions, et décidé à soutenir notre sainte bannière jusqu'à verser la dernière goutte de mon sang, je serai inexorable envers quiconque essaiera de la combattre vilement et lâchement.

» Une paix solide et durable n'eût point été possible après notre triomphe, si nous eussions abrité dans notre sein des éléments aussi corrompus que ceux qui se séparent de nous.

» Dieu, dans son infinie sagesse, nous a donné des preuves répétées qu'il est à nos côtés ; mais la plus grande et la plus palpable est celle qu'il nous envoie maintenant.

» Confions-nous en lui ; avec son assistance, avec votre valeur et votre dévouement, nous parviendrons à assurer à notre chère patrie la paix et le repos qui lui sont nécessaires en la délivrant de ces convulsions déshonorantes, seule chose que le libéralisme ait pu lui assurer.

» Volontaires ! Vive la religion ! Vive l'Espagne ! Vive le roi don Carlos VII !

» Votre général en chef,

» ANTONIO DORREGARAY. »

PROCLAMATION DU GÉNÉRAL ALVAREZ

DIVISION DE VALENCE

Volontaires,

Déjà est publique l'épouvantable défection accomplie par celui qui fut le général carliste don Ramon Cabrera.

Il apparaît bien clairement dans son manifeste que, seuls, la soif de commander, un orgueil sans mesure, le manque de fermeté dans les convictions religieuses et un oubli absolu de la triste histoire du passé, l'ont poussé à se ravalier ainsi.

Tous les journaux de l'Europe et jusqu'à ceux du gouvernement de Madrid le condamnent unanimement pour un semblable procédé.

Mais entré déjà dans le sentier du déshonneur, il ne peut reculer, et le gouvernement révolutionnaire, qui l'a recueilli, l'emploie maintenant comme son agent sur la frontière du Nord. Triste rôle pour celui qui fut un jour l'espérance du parti carliste !

Mais Dieu, dans ses hauts desseins, lui aura réservé le châtiment terrible auquel sa noire ingratitude et sa défection infâme lui donnent droit.

Qu'il lise, cet homme, ce que disent de lui les amis de son nouveau gouvernement, et qu'il pense à ce que, dans un avenir prochain, le sort lui réserve, ainsi qu'à ses tristes imitateurs : le mépris le plus profond.

Dans son aveuglement insensé, il a reçu l'argent du gouvernement de Madrid afin de solder des émissaires qui lui recrutassent des malheureux pour le suivre dans dans la triste voie où il se voit isolé.

Tous ont le devoir de m'amener ces infâmes agents du plus odieux des crimes, pour que, deux heures après leur capture, ils soient irrémissiblement passés par les armes.

Notre devoir de catholiques, apostoliques et romains,

celui de véritables Espagnols, le serment que nous avons prêté à notre Roi, et l'honneur de nos familles, qui est le nôtre, exige que nous défendions jusqu'à la dernière goutte de notre sang notre bien-aimé roi don Carlos VII.

Décidé à ne m'arrêter ni pour rien ni pour personne dans la voie que je me suis tracée, je suis prêt à être inflexible envers quiconque s'en séparera.

Volontaires, Vive la religion ! Vive l'Espagne ! Vive le roi don Carlos !

Votre commandant général,

RAFAEL ALVAREZ.

PROCLAMATION DU GÉNÉRAL GAMUNDI

ARMÉE ROYALE

DIVISION D'ARAGON

DU CENTRE

Volontaires,

Le Dieu des armées vient d'accorder au parti carliste une grande victoire que la force des armes n'eût pas obtenue, en faisant découvrir la plus noire, la plus insensée et la plus inconcevable des trahisons : celle de don Ramon Cabrera.

Cet homme, qui avait acquis la renommée, la grandeur et tant d'autres faveurs dans les rangs de la loyauté, s'est renié lui-même comme le dernier des malheureux, en désertant d'une façon vulgaire dans le camp ennemi, pour reconnaître don Alphonse. Il avait la prétention que l'armée royale le suivît dans sa pauvre et malavisée per-

fidie ; mais Dieu, dont nous touchons du doigt les grâces, a renversé ses plans ténébreux, et le transfuge seul, comme un intrus inconséquent, est allé prendre rang au milieu de la multitude confuse de tant d'autres révolutionnaires célèbres.

Cette répugnante apostasie doit nous unir de plus en plus aux principes vénérables que symbolise notre bannière, et en dehors desquels il n'y a qu'aberration et déshonneur.

Résolu, ainsi que vous, à lutter sans trêve pour obtenir le triomphe de notre bien-aimé roi et seigneur don Carlos VII, nous défendrons, avec une foi ardente jusqu'à verser la dernière goutte de notre sang, la bannière sacrée de la légitimité. Sur notre devise de *Dieu et Patrie*, le mot *Dieu* a la sainteté véritable d'un principe ; et le mot *Patrie* n'est point un marché d'aventuriers politiques et d'apostats méprisables.

Volontaires, Vive la religion ! Vive l'Espagne ! Vive le roi don Carlos VII !

Votre commandant général,

PASCUAL GAMUNDI.

28 mars 1875.

PROTESTATION UNANIME ET ADRESSE

DE L'ARMÉE DE CATALOGNE

ARMÉE ROYALE

DE CATALOGNE

État-major général.

Sire,

L'armée royale de Catalogne a appris avec la plus vive indignation la rébellion et la trahison de don Ramon Cabrera, qui, entraîné par le dépit et l'orgueil, a commis l'infamie de renier son histoire et de se mettre au service de la révolution couronnée.

Notre amour pour Votre Majesté, notre amour pour l'Espagne, et notre honneur, nous imposent le devoir de protester contre une telle conduite. Il ne faut pas que personne puisse croire que don Ramon Cabrera trouve des imitateurs ou des adhérents dans ce pays catholique, qui n'oubliera jamais ses traditions de noblesse et d'honneur.

L'armée catalane, qui la première au cri de vive Charles VII se groupa autour de la sainte bannière de la légitimité, ne peut accepter qu'un renégat affirme au monde qu'il va mettre ce glorieux étendard aux pieds du roi de la révolution. Avant qu'un pareil malheur n'arrive, nous saurons tous mourir enveloppés dans ses

plis, nous tous qui le portons si fièrement depuis trois ans.

Sire,

Vous avez promis de tuer la révolution, et vous la tuerez. Comptez pour cela sur les volontaires catalans, et soyez certain qu'ils recevront toujours à coups de fusil ceux qui oseront parler de paix avec la révolution, de *convenio* avec l'ennemi, ou de rébellion contre Votre Majesté pour qui ils versent aujourd'hui même leur sang.

Sire,

Aux pieds de Votre Majesté,

FRANÇOIS SAVALLS, ANTOINE LIZARRAGA,
ALBERT MORERA.

(Suivent les signatures de tous les chefs et officiers de l'armée du principat de Catalogne).

PROCLAMATION DE LA DÉPUTATION

DU ROYAUME D'ARAGON

Aragonais,

Don Ramon Cabrera, l'ancien général du parti carliste, celui qui fut le chef illustre de notre sainte cause dans la dernière guerre civile, a, dans un moment de délire et d'aveuglement, mis en pièces son ancienne bannière et reconnu le roi des libéraux.

La royale députation de l'Aragon ne trouve pas de phrases assez expressives et énergiques pour qualifier et censurer une conduite aussi odieuse qu'ignominieuse. Don Ramon Cabrera, autrefois respecté et admiré de toute l'Europe, sera dès aujourd'hui un objet de dédain pour tous les gens honnêtes, et bientôt de moquerie et de dérision pour ses nouveaux coreligionnaires. Dans sa folie insensée, ce nouveau Luther ose affirmer, en face du roi légitime, qu'il continue à défendre la sainte doctrine et la vraie orthodoxie, et que les loyaux sont les rebelles. Ayons compassion de lui sans nous en étonner : ce fut là la folle prétention de tous les apostats !

Aragonais, pour juger les hommes, pour connaître leur conduite future, souvenez-vous toujours que l'humilité et l'obéissance sont la marque des fils de Dieu, comme l'orgueil et la résistance sont celles des fils de Satan. Le catholicisme est l'autorité : le protestantisme est le libre examen. La vanité qui perdit Lucifer et Adam a perdu don Ramon Cabrera. Condamnons-le donc à l'oubli, et pleurons sur sa tombe comme de véritables catholiques qui aiment les hommes en détestant leurs erreurs.

Aragonais, jurons de défendre les lois de Dieu, l'autorité du roi don Carlos VIII. Aragonais, jurons de ne pas laisser les armes jusqu'à ce que le successeur de Réccarède et de saint Ferdinand soit dans son palais de Madrid. Aragonais, jurons d'imiter la conduite de nos ancêtres qui surent lutter héroïquement pendant plus de sept siècles en faveur de l'unité catholique et de l'in-

dépendance de la patrie. Aragonais, jurons, de vaincre et d'écraser l'hydre de la Révolution, ainsi que nos pères vainquirent et détruisirent les cinq cent mille soldats aguerris de Napoléon.

L'Espagne, qui considère comme ses premières gloires celle qu'elle acquit dans les longues et légendaires guerres de la reconquête et de l'indépendance, ne peut pas admettre avec Cabrera que la paix soit le bien suprême. Pour condamner absolument la guerre, il faudrait effacer les pages les plus brillantes de notre histoire et nier l'autorité des Saintes Ecritures où l'on dit qu'il y a eu des guerres justes et ordonnées par Dieu. Si la guerre est juste, comme c'est présentement le cas, Dieu la veut; et si Dieu la veut, l'homme doit la vouloir.

Aragonais, la royale députation d'Aragon s'est abritée sous les plis de la bannière traditionnelle dont la devise est *Dieu, Patrie et Roi*, et elle ne sera arrachée de ce port de salut que par l'anéantissement. Aragonais, imitez cette conduite et la noble conduite de vos ancêtres.

Cantavieja, 30 avril 1875.

Le Président de la Junte,

SANTIAGO HARZ.

Le vice-président,

J. R. PASCUAL.

PROCLAMATION DES QUATRE JUNTAS
VASCO-NAVARRAISES ASSEMBLÉES

Basques-Navarrais,

Les soussignés des trois provinces basques et du royaume de Navarre, après une conférence avec Sa Majesté, considèrent comme un devoir d'appeler votre attention sur l'insistance avec laquelle se répand la nouvelle de la prochaine arrivée du général Cabrera. Son nom est accolé depuis quelque temps aux événements de la moindre importance, et on ne cesse pas d'affirmer qu'à sa venue les défections seront nombreuses dans l'armée ennemie, que les ressources deviendront abondantes, qu'enfin la guerre sera courte et le pays jouira incessamment du bonheur de la pacification.

Il n'est pas besoin de signaler l'origine de ces rumeurs ni le but pour lequel elles se propagent ; il suffit d'observer pour cela que ce sont seulement nos ennemis mortels qui peuvent profiter du trouble, de l'inquiétude et de la méfiance que ces nouvelles produisent. Repoussez donc avec indignation de pareils faux bruits, que maintenant comme toujours nous devons considérer comme d'infâmes stratagèmes de la Révolution.

Basques-Navarrais, nous ne croyons pas que vous puissiez tomber facilement dans le piège grossier qui vous est tendu par l'ennemi ; nous ne croyons pas non plus qu'il existe quelqu'un, quel que soit son rang et

quels que soient ses services, qui puisse nous entraîner hors du chemin de la loyauté et nous faire désertier le drapeau du roi et de la patrie pour le conduire au camp ennemi.

Mais il est de notre devoir de vous signaler le danger : ayez toute confiance dans le zèle de vos autorités forales et surtout dans notre seigneur et roi don Carlos VII, qui est le premier intéressé à la félicité de la patrie et qui aura bien soin de ne pas négliger aucun des éléments favorables à son triomphe. N'oubliez pas que cet ennemi qui fuit lâchement sur le champ de bataille a l'habitude d'en appeler à l'intrigue pour obtenir ce que ne peut lui donner la force des armes.

Vive l'unité catholique ! vive la patrie ! vive le roi !

Estella, le 9 mars.

(Suivent les signatures de représentants des quatre provinces.)

PROCLAMATION DU GÉNÉRAL MENDIRI AUX VASCO-NAVARRAIS

A L'OCCASION DES BRUTS QUI COMMENÇAIENT A COURIR DE LA
TRAHISON DE D. RAMON CABBREA

CAPITAINERIE GÉNÉRALE DE NAVARRE

Habitants des nobles et loyales provinces basques
et de Navarre,

Nos ennemis, désespérant de pouvoir nous vaincre en combat loyal, ont recours à toutes sortes d'inventions

dont ils savent faire usage avec une admirable adresse. D'abord, ils nous offraient la paix, en s'engageant à rétablir les institutions forales de ces provinces, à les dédommager des frais de la guerre, et à reconnaître les grades aux chefs et officiers de notre armée. Plus tard, ils ont fait intervenir Cabrera, afin de séduire par ce nom les imprudents. Mais comme l'un et l'autre moyen ont eu des résultats contraires, ils ont recours aujourd'hui à un expédient ridicule, dont le résultat pour eux, je l'espère de votre fidélité et de votre patriotisme, sera une nouvelle déconvenue.

Ce moyen consiste à distribuer parmi les conseils municipaux des vallées que l'ennemi domine, des adresses que les habitants devront signer de gré ou de force. Cela a été déjà fait dans les villages de la Ribera et de la vallée de Ilzarbe, de Navarre. Dans ces pétitions, adressées au général en chef de l'armée alphonsiste du Nord, il est dit que le terrible fléau de la guerre ravage le pays, porte le deuil et les pleurs dans les familles, répand l'immoralité, détruit les sources de la prospérité publique, et suspend l'exercice des droits des citoyens.

Après cette triste description, il y est parlé de la paix, que tout le monde accueillerait avec joie, que toute la province voudrait voir proclamée, au dire de ces Adresses, comme le seul moyen de mettre un terme aux maux de la guerre, et on finit en lui demandant la paix et les *fueros*.

Cette Adresse, que l'on fait signer en employant la violence, doit avoir pour but de montrer aux gouverne-

ments qui dirigent les destinées du monde le désir général d'obtenir la paix à tout prix, non sans un changement matériel dans la forme ; car hier le gouvernement alphonseiste nous l'offrait avec une certaine générosité, et aujourd'hui, par contre, il veut qu'elle lui soit demandée par les conseils municipaux.

Ceux qui jadis ont discuté le projet cynique de brûler, de saccager nos villes à mesure qu'ils s'en rendraient maîtres, projet qu'ils ne mirent pas à exécution à cause des préjudices que cette atrocité leur aurait pu occasionner ; ceux qui ont décidé peu après d'exiler d'Espagne tous les habitants d'opinions carlistes, et qui se sont arrêtés en voyant qu'ils allaient dépeupler les villes les plus populeuses, ceux qui s'occupent aujourd'hui de l'infâme et barbare projet de transporter les habitants de cet héroïque et beau pays aux îles Mariannes et à Fernando Po, ramenant en échange des hommes de leur parti, sans aucun égard à l'âge, au sexe, ni à la condition, ne peuvent ressentir dans leur cœur infâme une ombre de générosité, et le jour où nous déposerions les armes, n'en doutez pas, ce jour-là ils mettraient à exécution leur inique plan de destruction de cette noble race, dont la fermeté de caractère, les bonnes mœurs et l'admirable héroïsme les gênent et les humilient.

Vous savez comment les libéraux ont fait honneur à leur parole dans la convention de Vergara. La paix qu'ils avaient promise a été souillée par de nombreux *pronunciamientos* qui scandalisèrent le monde entier et

qui ont amené la ruine de la nation. Eh bien, aujourd'hui, ils rendent responsable le parti carliste de toutes les fautes commises, de tous les désastres causés; le parti carliste, qui s'est tenu à l'écart pour ne pas être sali par un contact empoisonné, qui s'est tenu dans une prudente attitude, qui a contenu le gouvernement révolutionnaire dans sa marche de destruction. Cependant, vous avez vu maintes fois la religion outragée, la véritable liberté enrayée, et l'honnêteté persécutée ou condamnée.

Mes chers Basques-Navarraïes, la lutte que nous soutenons aujourd'hui est une question de vie ou de mort pour notre pays. Sachez que la sainte religion que nous professons, que le foyer de notre naissance, que les cendres de nos pères et que tout ce qui existe sur cette terre bénie nous conseille, nous ordonne et nous impose le devoir de mépriser les propositions et les intrigues de ces hommes sans conscience qui s'efforcent de nous enlever notre Dieu, notre patrie et notre roi, pour introduire ici le protestantisme, l'immoralité et l'influence ou la domination de l'étranger.

Je suis certain que vous répondrez aux agents du libéralisme par la propre inspiration de vos cœurs catholiques et loyaux, que vous ne pouvez pas signer un document par lequel ils veulent acheter votre existence, votre sol natal et la vie de vos enfants; et quoique vos signatures y apparaissent, car ils auront bien soin de les y mettre, méprisez ces iniques documents qui renferment en eux le plan de destruction de tout ce qu'il

y a de noble, de patriotique et de saint dans ce pays.

Répondez que vous ne pouvez trahir vos consciences, que vous ne pouvez trahir les sentiments qu'abritent vos cœurs ni les lois bienfaisantes que vous ont léguées vos pères. Répondez enfin que la mort est mille fois préférable au joug des chiourmes libéraux.

N'oubliez pas que le gouvernement alphonsiste, entouré par un essaim d'ennemis qui le menacent et l'assiègent, ne peut se soutenir, et que ahuri, agonisant et prêt à disparaître, il s'accroche aux plus ignobles intrigues pour faire illusion aux uns, tromper les autres et prouver ainsi à tous son impopularité et son impuissance.

Faisons donc un effort de plus, ayons un peu de patience, et Dieu récompensera nos sacrifices en plaçant sur le trône de saint Ferdinand, dans un bref délai, notre bien-aimé souverain don Charles VII, et alors nous aurons, comme le désire l'Espagne, le règne de la paix, de la moralité et de la justice.

Recevez-en l'assurance de votre général en chef,

TORCUATO MENDIRI.

Estella, 17 avril.

PROTESTATION DU COMTE DE BELASCOAIN

Sire,

La défection inattendue de celui qui, oubliant ses anciennes gloires, renonce à l'honneur d'être le premier

entre les sujets de Votre Majesté pour devenir le dernier des généraux de la révolution, contre laquelle il avait jadis si héroïquement combattu, me fait un devoir à moi, défenseur dévoué et fidèle de Votre Majesté, de renouveler mes ardentes protestations d'adhésion à la sainte cause que Votre Majesté représente et qu'elle défend si courageusement.

Ce sont mes rapports d'autrefois avec don Ramon Cabrera, et le titre nobiliaire dont je m'honore, qui me portent à offrir aux pieds de Votre Majesté cette nouvelle protestation d'inébranlable dévouement. Car, en d'autres circonstances, elle aurait semblé peut-être non moins inutile qu'inopportune.

Sire, mon père, dans les derniers jours de cette vie que devait trancher le plomb meurtrier de la révolution, m'avait recommandé instamment, dans un document qui m'est cher, d'être toujours bon chrétien et honnête gentilhomme.

Les principes catholiques et les traditions de noblesse dont j'ai hérités de mes parents m'ont poussé à embrasser le drapeau de Votre Majesté, le seul qui les représente, et celui dont je veux rester le défenseur de plus en plus résolu :

Personne ne saurait l'arracher des mains augustes qui le soutiennent. Personne, sans se jouer audacieusement de la vérité, ne saurait séparer le Dieu des chrétiens et la patrie des Espagnols du roi des vrais monarchistes.

Dans ce but, je suis ici dans le camp des partisans loyaux, et j'y resterai comme chrétien, comme

Espagnol et comme gentilhomme, m'efforçant toujours de devenir un de vos premiers serviteurs.

Je sais que mon père me bénit dans le ciel, je sais que mes enfants n'auront jamais à rougir de moi.

S'il a été possible que celui qui porte ce nom de Grino se soit déclaré défenseur des principes de la révolution et ait embrassé les hommes qui les représentent en Espagne, oubliant que ce sont eux qui armèrent les bourreaux de sa propre mère ; moi, qui porte le nom des Léon, et m'honore du titre de Belascoain, je resterai à ma place d'honneur, en combattant sous l'enseigne de : *Dieu, Patrie, Roi*, ceux qui fusillèrent mon bien-aimé père.

Que le Ciel, sire, veuille protéger et illuminer Votre Majesté pour qu'elle puisse sauver bientôt l'Espagne et remplir la grande mission qui lui a été confiée par la Providence.

Avec plus d'attachement et d'enthousiasme que jamais, je suis, monseigneur, votre très-obéissant serviteur.

Lemote de BELCASCOAIN.

Tolosa, le 22 mars.

LETTRE DE SANTA-CRUZ

Lille, 31 mars,

A mes amis de la frontière.

Mon indignation et ma douleur ont été grandes, en apprenant que mes amis et compagnons d'armes ont

été trompés et entraînés à suivre le parti de la révolution, par des personnes qui ont eu recours à des moyens infâmes et vils et qui ont abusé de mon nom.

Je méconnaîtrais odieusement la bienveillance et l'amitié que tant de catholiques m'ont jusqu'ici témoignée ; je serais un misérable si je pouvais consentir à cela. Non. Je ne veux pour rien au monde souiller mon honneur de catholique.

J'engage tous mes amis d'Espagne et de la frontière à ne pas aider les traîtres, à ne pas souiller leur honneur en marchant avec les ambitieux. Ils s'en repentiraient bientôt. Ils sont trompés, ils sont trompés ! Tout ce qui leur a été dit sur mon compte est faux. Moi, aller combattre dans les rangs des ennemis ! Jamais.

J'espère que tous mes amis voudront bien m'écouter. Si, toutefois, entraînés par la passion de la vengeance, ils renient leur drapeau qu'avec tant de courage et de fidélité ils avaient défendu à mes côtés, ils cessent d'être catholiques, dès ce moment ils cessent d'être bons Basques, et, par suite, ils cessent d'être mes amis.

Qu'ils sachent que j'ai complètement quitté la politique, et que je me prépare pour célébrer le saint sacrifice de la messe.

En me supposant aux ordres d'Alphonse et de Cabrera, ils m'ont fait un grand outrage, ils ont méconnu mes principes. Je dois donc déclarer pour mon honneur et pour celui de tous mes amis espagnols et français que j'ai toujours défendu le drapeau : *Dieu, Patrie et Roi*, que je ne l'ai jamais abandonné et que jamais je n'ai eu

la moindre complicité avec les ennemis de notre sainte cause, représentée par don Carlos VII.

Manuel SANTA CRUZ.

Ainsi finissait la plus triste page de la guerre carliste actuelle, par la confusion des ennemis de la légitimité.

Hélas ! c'est néanmoins le cœur serré que nous écrivons cette dernière page. On n'assiste point sans amertume à la chute d'un grand nom et d'une carrière naguère si brillante.

S'appeler Cabrera et mourir traître à son roi ! En réalité, quelque fanatique, quelque ardent, quelque dévoué qu'on soit, c'est à perdre la foi qu'on peut avoir en soi-même ; car qui donc fut plus fanatique, plus ardent, plus dévoué que le Cabrera des grands jours ? Quelle faute a-t-il donc pu commettre qui lui mérite une telle expiation ?

Nous fermons ici ce livre qui, comme la grande lutte qu'il a, trop ambitieusement peut-être, entrepris de raconter, manque de conclusion. Mais dans notre conviction intime, nous le déclarons, cette conclusion, plus ou moins éloignée, ne saurait être douteuse. L'armée carliste n'ira point au but du premier coup. Elle a eu des échecs, elle en éprouvera encore ; elle a commis des fautes, elle en commettra d'autres, mais elle atteindra le but et la victoire finale lui appartient.

Elle a les éléments moraux qui rendent les masses armées invincibles : elle a des soldats énergiques, vaillants, religieux et pleins de foi en leur cause : avec de tels soutiens un parti n'est jamais perdu.

Certains ne nous comprendront point et riront peut-être de ces lignes : qu'ils lisent l'histoire militaire, qu'ils lisent César, Turenne, Montécuculli, Napoléon, et ils verront dans les récits de ces génies de la guerre, qu'en dépit des engins de destruction les plus perfectionnés, le premier élément du succès, le plus réel et le plus efficace, c'est l'énergie et le moral du soldat.

Admettant même que, le jour du combat, carlistes et libéraux luttent avec la même bravoure, on ne saurait douter que l'armée royale n'apporte une énergie bien supérieure à supporter les fatigues ordinaires de la vie de campagne, les privations, les misères inhérentes à la vie du soldat.

Or, à la guerre, le combat est l'exception quoiqu'il soit le but.

Pour toutes ces causes et si l'on considère que les engins employés par l'armée royale deviennent peu à peu d'une valeur égale à ceux qu'emploie son adversaire, si l'on remarque que les écoles carlistes du génie et de l'artillerie vont donner à cette armée des officiers spéciaux aussi instruits que les meilleurs de l'armée libé-

rale, on doit avoir foi dans le triomphe de la cause de la légitimité.

Humainement parlant, les chances sont pour elle : prions Dieu qu'il donne la victoire au plus digne.

FIN

DOCUMENTS

ET

PIÈCES JUSTIFICATIVES

DOCUMENTS

ET

PIÈCES JUSTIFICATIVES

PIÈCE I

LOI DE SUCCESSION DE 1713

Dispositif de la loi passée dans les Cortès d'Espagne, le 10 mai 1713, sur l'ordre de la succession à la couronne dans la descendance du roi catholique Philippe V¹.

J'ordonne que dorénavant la succession de ces Royaumes, et de tous ceux qui y sont ou qui y seront réunis, soit et se règle dans la forme suivante. A la fin de mes jours le Prince des Asturies, Louis, mon cher fils succédera à cette Couronne, et à sa mort son fils aîné légitime et ses fils et descendants mâles,

¹ *Mémoires pour servir à l'histoire d'Espagne sous le règne de Philippe V*, par DON VINCENT BACAILAR Y SANNA, marquis de SAINT-PHILIPPE, vicomte de Fuente-Hermosa, du conseil de Sa Majesté Catholique, son grand écuyer pour le royaume de Sardaigne, gouverneur et réformateur des caps de Cagliari et de la Gallura, alcade de la Grande Tour et envoyé extraordinaire auprès de la république de Gènes (Traduction imprimée à Amsterdam chez Zacharie Chatelain en 1756 et attribuée à de Mandave, page 259 et suivantes).

descendants de mâles légitimes en ligne directe légitime, nés tous en mariage constant légitime, suivant l'ordre de primogéniture et droit de représentation, conformément à la loi de *Taro* ; et au défaut du fils aîné du prince et de tous ses descendants mâles, descendants de mâles qui ont à succéder selon l'ordre ci-dessus, le second fils et légitime du Prince succédera, et ses descendants mâles descendants de mâles légitimes en ligne directe légitime, tous nés en constant légitime mariage, suivant le même ordre de primogéniture, et au défaut de tous les descendants mâles du second fils du Prince, le troisième fils succédera, et le quatrième, et les autres qui seront légitimes, et leurs fils et descendants mâles de descendants mâles pareillement légitimes, et en ligne directe légitime et tous nés en constant légitime mariage, suivant le même ordre, jusqu'à l'extinction et la fin des lignes mâles de chacun d'eux ; observant toujours à la rigueur l'agnation et l'ordre de primogéniture, avec le droit de représentation, préférant toujours les lignes premières et antérieures à leurs postérieures. Et au défaut de tous les descendants mâles en ligne directe de mâles en mâles du Prince, l'Infant Don Philippe mon cher fils succédera à ces Royaumes et à cette Couronne ; et à son défaut, ses fils et descendants mâles de descendants mâles légitimes, et en ligne directe légitime, nés en mariage constant ; et l'on observera et gardera en tout le même ordre de succession ci-dessus exprimé pour les descendants mâles du Prince. Et au défaut de l'Infant et de ses fils et descendants de mâles, la succession sera dévolue, suivant les mêmes règles et le même ordre de primogéniture et de représentation, aux autres fils que j'aurai de degré en degré, préférant l'aîné au cadet, et respectivement ses fils et descendants mâles de descendants mâles légitimes, et en ligne directe légitime, nés tous en constant légitime mariage, observant ponctuellement à leur égard l'agnation rigoureuse, et préférant toujours les lignes masculines pre-

mières et antérieures aux postérieures, et jusqu'à ce qu'elles soient finies et éteintes totalement. Lorsque toutes les lignes masculines du Prince Infant et de mes autres fils et descendants légitimes mâles descendants de mâles seront éteintes totalement, et que par conséquent il ne restera aucun mâle agnat légitime descendant de moi à qui puisse tomber la Couronne selon les Règlements ci-dessus, la succession à ces Royaumes appartiendra à la fille, ou aux filles nées en mariage constant du dernier régnant mâle mon agnat, qui aura fini la ligne masculine, et dont la mort aura occasionné la vacance, observant entre elles l'ordre de primogéniture et les règles de représentation, en préférant les lignes antérieures aux postérieures, conformément aux lois de ces Royaumes, ma volonté étant que la fille aînée, ou celui de ses descendants qui dans le cas où elle serait morte avant lui succéderait à ces Royaumes, relèvent comme Chefs de ligne l'agnation rigoureuse entre ses enfants mâles nés en constant légitime mariage et entre leurs descendants légitimes, de manière qu'après la mort de ladite fille aînée ou de celui de ses descendants qui régnerait, la succession appartienne à ses fils nés en constant légitime mariage l'un après l'autre, et préférant l'aîné au cadet, et respectivement ses fils et descendants mâles descendants de mâles légitimes, nés en constant légitime mariage, avec le même ordre de primogéniture, droits de représentation, préférence de ligne et règle d'agnation rigoureuse ci-dessus dites, et qui sont établies entre les fils et descendants mâles du Prince Infant et de mes autres fils. Je veux que la même chose s'observe par rapport à la seconde fille dudit Roi mon agnat qui régnerait le dernier, et par rapport aux autres filles qu'il aurait puisque quelqu'une d'entre elles succédant selon son rang à la Couronne, ou celui de ses descendants qui dans le cas où elle serait morte avant lui aurait ce droit, on doit relever l'agnation rigoureuse entre ses fils nés en mariage légitime

constant, et ses descendants mâles descendants de mâles desdits fils légitimes, en suivant la ligne directe, nés en mariage constant légitime, la succession entre lesdits fils et leurs descendants de mâles devant se régler ainsi qu'on l'a dit des fils et descendants mâles de la fille aînée, jusqu'à ce que toutes les lignes masculines soient totalement éteintes, en observant les règles des agnations rigoureuses. Et dans le cas où le dernier mâle mon agnat qui régnerait n'aurait point de fille née en légitime mariage, ni descendants légitimes et en lignes légitimes, la succession appartiendra à la sœur ou aux sœurs qu'il aurait descendantes de moi légitimement, et nées en ligne légitime, en mariage constant légitime, l'une après l'autre, préférant l'aînée à la cadette, et respectivement ses fils et descendants légitimes, et en ligne directe, tous nés en mariage constant légitime, selon le même ordre de primogéniture, préférence de ligne, et droits de représentation, selon les lois de ces Royaumes, conformément à ce qui est dit ci-dessus de la succession des filles du Roi qui aurait régné le dernier, l'agnation rigoureuse devant également être relevée entre les fils qu'aurait la sœur, ou celui de ses descendants qui dans le cas où elle serait morte avant lui succéderait à la Monarchie, nés en mariage constant légitime et entre les descendants mâles descendants de mâles desdits fils légitimes nés en ligne directe légitime, en mariage constant légitime, qui devront succéder selon le même ordre et la même forme ci-dessus expliqués par rapport aux fils et descendants des filles dudit dernier Roi; observant toujours les règles de l'agnation rigoureuse. Et si le dernier Roi n'avait point de frère ou de sœurs, la succession de la Couronne appartiendra au Collatéral, descendant de moi légitimement, et en ligne légitime, qui sera le parent le plus proche dudit dernier Roi, soit qu'il soit mâle ou femelle, et à ses fils et descendants légitimes, et en ligne directe légitime, nés tous en mariage constant légitime et suivant le

même ordre et les mêmes règles selon lesquelles seront appelés les fils et descendants des filles dudit dernier Roi; et dans la personne dudit parent le plus proche, mâle ou femelle, à qui échoira la succession, on doit relever pareillement l'agnation rigoureuse entre ses fils, descendants mâles légitimes, et nés légitimement en ligne directe en mariage constant légitime, qui devront succéder selon le même ordre et la même forme que l'on a dit ci-dessus pour les fils et filles dudit dernier Roi, jusqu'à ce qu'il ne reste plus de mâles descendants de mâles, et que toutes les lignes masculines soient entièrement éteintes. Et dans le cas où le Roi qui aurait régné le dernier, n'aurait pas de parens collatéraux tels qu'on vient de le dire, mâles ou femelles, légitimes, descendants de mes fils et de moi, et en ligne légitime, la succession à la Couronne appartiendra aux filles que j'aurai, nées en mariage constant légitime, l'une après l'autre, préférant l'aînée à la cadette, et respectivement ses fils et descendants, et nés tous en ligne légitime, en mariage constant légitime; observant entre eux l'ordre de primogéniture et les règles de représentation, en préférant les lignes antérieures aux postérieures, comme il est établi ci-dessus dans tous les cas où l'on appelle les mâles et les femelles. Ma volonté est pareillement, qu'en la personne de quelle que ce soit de mes filles susdites, ou de ses descendants qui succéderaient à la monarchie, dans le cas où elle serait morte avant la vacance du Trône, on relève de la même manière l'agnation rigoureuse entre les fils de ceux qui régneront, nés en mariage constant légitime, qui devront succéder, selon le même ordre et les mêmes règles établis pour les cas marqués ci-dessus, jusqu'à ce qu'il ne reste plus de mâles de descendants de mâles, et que toutes les lignes masculines soient entièrement éteintes.

PIÈCE II

MANIFESTE DU ROI AUX ESPAGNOLS

LE 16 JUILLET 1874

Espagnols,

Il y a un an aujourd'hui que j'ai tiré l'épée pour la défense de l'honneur, de la prospérité et de la grandeur de la patrie.

Une poignée de braves presque désarmés me soutenait seule alors. Nous n'avions plus de recours que notre foi, plus d'espérance que la confiance en Dieu et dans la sainteté de notre cause. L'échec, sur les champs d'Oroquieta, des efforts antérieurs contre le duc d'Aoste, aussi étranger pour l'Espagne que la république, avait découragé même ceux qui se disaient les plus courageux.

Mais Dieu a récompensé notre foi en exauçant nos vœux. Je me trouve aujourd'hui à la tête d'une armée considérable, vaillante et disciplinée, qui compte autant de victoires que de combats. Les meilleurs généraux de la révolution en sont témoins : ils sont venus tous nous combattre, et tous s'en sont allés vaincus.

La foi dans la force du droit m'a donc donné le droit de la force. Ce dernier droit, le seul que puissent invoquer ceux qui me combattent, ne m'empêche pas d'avoir recours

une fois de plus au bon sens des Espagnols et à l'honorabilité de tous les hommes de bien.

En vérité, l'importance et l'éloquence des événements que l'Espagne a vus se dérouler en peu de temps sont telles que mes paroles sont presque inutiles. Mon attitude et les baïonnettes de mes volontaires parlent d'ailleurs, assez haut. J'ai promis solennellement de sauver l'Espagne ou de mourir pour elle, et je tiens ma parole. Le monde sait bien qu'avant d'en venir là, je tendais à mes ennemis la main en signe de paix et que j'acceptais la lutte dans le Parlement, lutte qui répugnait non moins à mes idées qu'aux désirs des monarchistes loyaux. Mais, lorsque le triomphe allait couronner l'abnégation des fidèles, les vaincus se firent vainqueurs au moyen de l'arbitraire et de la violence. La bonne foi trompée et la vertu bafouée eurent alors recours à moi, et demandèrent justice avec des cris de noble indignation. Je fus obligé de répondre à ces cris et j'ai tiré l'épée glorieuse de Philippe V.

Je crois néanmoins de mon devoir de manifester une fois de plus toute ma pensée et le but que je poursuis dans cette grande entreprise de la restauration de l'Espagne. Mes héroïques défenseurs n'ont pas besoin d'entendre encore ma voix; mais j'ai dit, dans une occasion solennelle, que *je suis le roi de tous les Espagnols*, et je veux le prouver en m'adressant à tous, car peut-être y en a-t-il encore qui doutent de la sincérité de mes paroles, et se laissent éblouir par la fourberie de mes adversaires.

Etant né et élevé dans l'amour de l'Espagne, la sauver a été la première et constante pensée de ma vie.

La loi et la tradition m'ont fait roi. En conséquence, et pour maintenir inébranlables les principes du drapeau que Colomb planta dans le nouveau monde, que Ximenez de Cisneros planta dans Oran, je repoussai la couronne que les hommes de septembre m'offraient avant la bataille d'Al-

colea, car j'ai toujours pensé que pour perdre l'Espagne il n'y avait que trop de prétendants, don Alphonse et la république y compris, et que le roi légitime devait user de son droit, libre de tout engagement, lorsqu'il put, comme Pelage, entreprendre l'œuvre gigantesque de la régénération de la patrie.

Un roi d'Aragon, après avoir vaincu les rebelles de son royaume, déchira avec le poignard l'odieux privilège de l'Union, et substitua à ce monument de licence et d'anarchie les vraies et solides chartes de la liberté. C'est aussi ce que je veux : soumettre les rebelles, déchirer avec l'épée de la justice leurs privilèges de licence, et accorder leurs chartes de liberté aux peuples.

Personne ne pourrait les accorder mieux que celui qui, soutenu par l'amour de son peuple, n'est pas obligé, pour défendre son trône, d'arracher des bras à l'industrie, ni les enfants aux mères, puisque celles-ci s'en séparent avec un généreux enthousiasme, et ceux-là se rendent toujours là où sa foi et sa loyauté les appellent.

Ce que je suis et ce que je désire, je l'ai dit dans la lettre à mon frère l'infant don Alfonso, et dans les autres documents revêtus de ma signature. Et comme un roi gentilhomme n'a qu'une parole, ce que j'ai dit est dit, et je le confirme et ratifie.

On ne peut m'accuser de manquer de clarté dans ma parole. Des hommes faciles à faire des promesses, mais non disposés à les tenir, n'ont pas le droit de trouver douteuses les déclarations d'un roi qui promet seulement ce qu'il est résolu à tenir. Il y a des principes éternels, immuables comme Dieu dont ils émanent. Mais il y a des doctrines politiques assujetties aux changements des choses humaines et à la variété des circonstances et des temps ; et il serait téméraire de se compromettre par des engagements fondés sur des contingences imprévues.

L'Espagne est catholique et monarchique, et je satisferai ses sentiments religieux et son amour pour l'intégrité de la monarchie légitime. Mais ni l'unité catholique ne suppose un espionnage religieux, ni l'intégrité monarchique n'a de rapport avec le despotisme.

Je ne ferai ni un pas plus en avant ni un pas plus en arrière que l'Eglise de Jésus-Christ. Ainsi, je ne molesterai pas les acheteurs des biens qui lui appartenaient, et j'ai démontré, il n'y a pas longtemps, de manière à ce qu'on ne s'y trompe pas, comment j'entends la sincérité de cette déclaration.

Jaloux de mon autorité souveraine et bien convaincu que les sociétés troublées ont besoin d'une main forte qui débarrasse d'obstacles le chemin du bien, je reconnais néanmoins et j'ai toujours reconnu que les peuples ont le droit d'être écoutés de leur roi au moyen de leurs représentants librement choisis, car la voix des peuples est le meilleur conseiller des princes, lorsque cette voix n'est pas dénaturée par la fausseté. Je veux donc une représentation légitime du pays en Cortès, sans prendre pour modèle les procédures fréquentes de la Révolution vis-à-vis de ces chambres qu'elle appelle souveraines, et que l'histoire appellera les monstrueux rejetons de la tyrannie.

Je sais que les générations se corrompent ou se régénèrent par le moyen de l'instruction publique et je serai très-attentif en cela; car l'Espagne et l'Europe ont pu constater que leurs grands orages se forment dans les chaires et les livres, pour aller éclater dans les Parlements et sur les barricades.

L'esprit s'afflige depuis longtemps en considérant l'état des finances espagnoles, et cet état deviendra d'autant plus désastreux que je tarderai plus à arriver au trône de mes ancêtres. Que la responsabilité de ces désastres retombe sur la Révolution! Quant à moi, j'affirme que, s'il existe la

possibilité de sauver l'état financier du pays et de relever son crédit, j'y parviendrai avec l'aide de Dieu et le patriotisme des Espagnols. Car celui-là ne peut compter en vain sur l'aide de Dieu et sur sa propre persévérance pour résoudre une pareille question, qui a vu une guérilla de trente-deux hommes devenir, par sa fermeté, une armée puissante et invincible, attirant l'admiration du monde. Quoi qu'il en soit, l'Espagne agira comme un débiteur honnête, et elle pourra dire, en vérité, qu'elle a tout perdu fors l'honneur.

Ce serait abaisser ma dignité que descendre à démentir les calomnies que l'on répand parmi les esprits simples, en m'attribuant le dessein de rétablir des tribunaux et des institutions qui ne s'accordent pas avec le caractère des sociétés modernes. Ceux qui ne connaissent d'autre loi que l'arbitraire et qui n'ont de l'énergie que pour s'acharner contre les vaincus et renverser ceux qui sont sans défense, ne doivent intimider personne avec la perspective de rigueurs chimériques et d'arbitraire monarchique. Est-ce que je n'ai pas cent fois démontré vis-à-vis de mes adversaires forcés de se rendre, que ni l'arbitraire, ni la rigueur n'ont de place dans mon cœur de roi !

J'aime l'Espagne comme un père aime son enfant, et Dieu, qui lit dans les cœurs des hommes, sait bien que je désire la gloire de cette noble terre au point d'imaginer que peut-être elle est destinée à inaugurer la purification de l'active et intelligente race latine, répandue dans les deux continents comme l'avant-garde de la civilisation chrétienne. Par cela même que j'aime l'Espagne, je pense à ces enfants ingrats qui, au delà de la mer, la combattent ou la méprisent, à ces enfants dont l'ingratitude s'explique par les erreurs de la mère patrie, mais qui reviendront sans doute lorsque la paix et l'ordre renaîtront vigoureusement sous le règne de ma sollicitude paternelle.

Vous voyez qu'aujourd'hui comme hier, j'appelle tous, même ceux qui se disent mes ennemis; je les appelle pour mettre un terme à cette guerre fratricide et jeter les fondements d'une paix durable.

Que l'ambition d'une minorité toujours séditieuse laisse la place à la volonté éloquente de ce peuple, qui m'acclame et me donne spontanément ses trésors et son sang; mais si le cri de la rébellion continue, je l'étoufferai par l'explosion de mes canons. L'Espagne entière fera un suprême effort pour secouer le joug qui l'opprime, et ceux qui n'acceptent pas aujourd'hui la main de conciliation seront obligés demain de se soumettre à la loi impérieuse de la victoire.

Votre Roi,

CARLOS.

Quartier royal de Morentin, 16 juillet 1874.

PIÈCE III

LETTRE DU GÉNÉRAL PAVIA

AU MINISTRE DE LA GUERRE, LE 13 OCTOBRE 1874

Depuis le 13 mai, date de ma démission motivée des fonctions de capitaine-général de la la Nouvelle-Castille, je vivais en dehors des vicissitudes de la politique, lorsque le gouvernement, vers la fin de juillet, me fit appeler par l'intermédiaire du ministre de la guerre pour m'offrir le commandement de l'armée du centre qu'on devait organiser spécialement dans le but de battre les factions de l'Aragon et de Valence. Dans cette entrevue, on mit à ma disposition, sans aucune exigence de ma part, des ressources suffisantes pour mener à bien l'entreprise qu'on me confiait. On me donnait quatre divisions de huit bataillons chacune, avec le contingent et le matériel des armes auxiliaires en proportion, sans compter les forces nécessaires pour assurer le service des garnisons.

N'écoutant que la voix du patriotisme qui m'engageait, comme Espagnol, à saisir toutes les occasions de servir mon pays, et le devoir militaire ne me permettant pas de refuser une mission périlleuse et de la plus haute responsabilité, quand elle m'était offerte, je comprimai dans mon cœur jusqu'aux moindres mouvements de mes susceptibilités politiques, et, patriote et militaire avant tout, j'acceptai.

L'honorable M. Cotoner, qui remplissait à cette époque les fonctions de ministre de la guerre, ne fut pas pour peu de chose dans cette détermination, et il m'eût été difficile de résister à ses sollicitations pressantes et amicales.

Plein de confiance dans la réalisation des promesses qu'on m'avait faites, je partis pour Valence. Ces promesses, du reste, n'étaient pas excessives, si l'on pense à l'étendue du territoire que j'avais à occuper, à la topographie si ardue du pays et à la nécessité où j'étais de couvrir la ligne de l'Ebre.

Arrivé à Valence, le spectacle de l'abandon et la consternation qui s'offrit à ma vue me confirma de plus en plus dans la conviction que les secours promis étaient tout juste absolument indispensables pour ne pas rendre inefficaces l'activité et l'énergie avec lesquelles il fallait agir dans les premiers moments. Le petit nombre de troupes qui se trouvaient là, voyant chaque jour leur vigilance déjouée par l'ennemi, avaient perdu la confiance en elles-mêmes, et le découragement s'était emparé de l'armée. Les représentants du gouvernement, sans force pour faire respecter leurs décisions, voyaient leur autorité perdre tout son prestige au milieu de cette impuissance. La population civile, privée de ses fonctionnaires dans beaucoup de pays, ne comptait plus depuis longtemps sur une protection efficace, et se pliait, quand elle ne les favorisait pas, à toutes les mesures de l'ennemi, qui s'imposait à tant de faiblesse avec ses plus cruelles exigences.

Tel était, décrit à grands traits, le triste état du district militaire où je devais faire agir mes forces pour vaincre des factions nombreuses, jusqu'à ce moment impunies, et qui n'avaient cessé d'aller, dans toutes les directions, imposer leur joug au pays consterné.

En présence de tant de difficultés, de tant d'obstacles, je me vis seul. L'aide que j'attendais ne vint pas, les promes-

ses que m'avait faites le ministre de la guerre étaient illusoires ; en dépit de sa bonne volonté, il ne pouvait pas les tenir. Non-seulement les secours demandés ne me furent pas envoyés malgré mes incessantes réclamations, mais on me pria, en faisant appel à mon patriotisme, de détacher de mes forces quatre bataillons, pour renforcer l'armée de Catalogne. Je n'hésitai pas. Ces bataillons ne me furent pas rendus, et ils n'ont pas été remplacés.

Sans les forces promises, sans ressources suffisantes pour les troupes que j'avais sous mes ordres, sans parc, sans artillerie de montagne nécessaire, sans un seul soldat du génie, sans avoir même le matériel sanitaire suffisant, il me fallut plier violemment mon plan de campagne aux conditions impérieuses où me réduisait la pénurie de toute sorte de moyens. Considérant l'inefficacité de mes démarches, et prévoyant des événements qui plus tard se sont malheureusement réalisés, je demandai, comme ressource extrême, qu'on m'envoyât deux bataillons pour couvrir la ligne du Jucar et la voie ferrée ; mais cela même ne put m'être accordé, quand il eût été si nécessaire d'empêcher les carlistes de faire irruption sur la rive de Valence, car il était possible qu'ils traversassent ma base d'opérations que j'établis forcément entre Sagonte et Requena, parce que le Jucar et la voie ferrée se trouvant sans défense, je ne pouvais l'établir sur la ligne de Sagonte à Teruel, qui était la véritable base stratégique pour réaliser ma pensée d'enfermer les carlistes dans le Maëstrazgo. Je laissais donc ouvertes les provinces d'Alicante, de Murcie et d'Albacete, et Valence était menacée.

Je m'occupai aussi, sans trêve ni repos, de l'organisation de l'armée d'Aragon, à laquelle un officier d'état-major apporta mes ordres pour la distribution convenable des forces.

Quinze jours ne s'étaient pas passés que la situation du

district de Valence avait complètement changé de face. Les fonctionnaires et les délégués du gouvernement avaient recouvré leur prestige par le rétablissement du principe d'autorité; l'esprit de l'armée s'était relevé et les populations commençaient à prendre confiance en retrouvant la tranquillité. Je ranimai le courage abattu des villages auparavant victimes des excès des carlistes. Je redonnai son essor à la valeur civique des libéraux. Je stimulai les indifférents et je m'efforçai de démontrer à tous que ma protection comme ma rigueur s'étendrait partout, parce que partout je conduirais mes troupes victorieuses. Je rétablis enfin les communications télégraphiques qui, comme celles de Daroca à Teruel, de Castellon à Palencia, et d'Alcaniz à Saragosse, ne fonctionnaient plus depuis près d'un an.

Pendant que j'obtenais de si rapides avantages dans le district de Valence, celui d'Aragon était plongé dans le plus grand abattement et se trouvait dans une situation analogue à celle de Valence lorsque j'y entrai pour prendre le commandement.

Pressé par les vives instances du gouvernement qui me représentait la nécessité de passer promptement en Aragon, ayant d'ailleurs mis la dernière main à l'organisation du district de Valence, j'entrepris, avec la brigade d'avant-garde, composée de trois bataillons, quatre pièces d'artillerie et un escadron, une rapide et audacieuse marche sur Teruel, à travers un pays complètement dominé par les carlistes. Ce ne fut pas cependant sans avoir assuré autant que possible la base d'opérations de Valence, avec des forces sur le Jucar et la voie ferrée, pour empêcher les excursions des carlistes sur la rive opposée.

En Aragon, où rien de ce que j'avais ordonné relativement à l'organisation de l'armée ne s'était fait, j'obtins, dans le court espace de dix jours, des résultats aussi satisfaisants que ceux de Valence. Je relevai l'esprit des populations et

de l'armée. Je montrai mes troupes sur des points qui depuis plusieurs mois étaient le siège paisible des factions, et en imposai, par une rigueur salubre, à tous les ennemis, soit à ceux qui étaient en armes, soit à ceux qui fomentaient au sein des populations l'esprit de révolte. Pendant tout ce temps, je ne cessai de faire des démarches pour que le gouvernement me procurât des hommes, des armes, et du matériel sanitaire, dont j'avais tant besoin, sans que mes instances répétées aient été satisfaites.

Néanmoins, impatient de commencer les opérations et désireux de correspondre au sentiment public, pauvre de moyens, sans l'artillerie Placensia et sans les compagnies de génie qu'on m'avait offertes, avec des bataillons mal armés, — car ils n'avaient que d'anciens fusils Berdan en assez mauvais état au lieu de Remington, — je partis pour Morella avec l'intention de secourir cette ville, où je devais laisser une brigade pour opérer dans cette partie importante du Maëstrazgo. A mon passage par la Cogulla et la Pobleta, je mesurai mes forces avec celles des factions réunies de l'Aragon qui, retranchées dans des positions formidables, essayèrent d'arrêter ma marche, mais qui furent battues et mises en complète déroute.

En dernier lieu, je disposai mes forces pour battre don Alphonse, chef de l'insurrection dans ce district. Après d'heureuses manœuvres effectuées en huit jours, je parvins à placer les factions commandées par ce cabecilla dans une situation si risquée, qu'elles eussent été dans l'obligation d'accepter enfin un combat qu'elles évitent toujours, par crainte d'une défaite certaine.

Don Alphonse se trouvait à Vistabella, entouré par cinq de mes colonnes, et il lui eût été difficile d'échapper à une situation si périlleuse qui le plaçait à deux doigts de sa ruine, quand, le matin du jour où nous nous mettions en mouvement pour exécuter la marche définitive, je reçus

inopinément à Cabanes l'ordre qui me relevait de mes fonctions, — ordre accompagné de circonstances si irrégulières et si étranges, qu'elles résolurent bien vite le doute qui s'était élevé dans ma conscience relativement à ma ligne de conduite en un moment si critique. En conservant le commandement qu'on m'enlevait d'une façon si violente, j'aurais peut-être obtenu une victoire décisive dont la préparation avait coûté un certain temps et d'assez rudes fatigues aux troupes sous mes ordres; mais les termes dans lesquels le décret était conçu me faisaient croire avec fondement que le moindre délai dans la remise du commandement dont on me dépouillait aurait été interprété d'une manière défavorable à ma noblesse, à ma loyauté et à mon honneur militaire. Je ne pouvais pas hésiter, et c'est le cœur plein d'amertume que je me dirigeai immédiatement vers Valence avec la brigade du quartier général, après avoir donné à la brigade Araoz l'ordre de se retirer, car elle pouvait être compromise par mon absence. Je rendis ainsi inutile le mouvement combiné, afin que ma conduite, malicieusement interprétée, ne pût jamais donner prise à la défiance et à la calomnie.

Maintenant, Excellence, la forme irrégulière du décret, ses termes inusités, la circonstance de l'avoir reçu huit jours après l'heureux commencement des opérations, la précipitation avec laquelle les capitaines généraux d'Aragon et de Valence prirent possession de leurs fonctions, et d'autres particularités qui n'échapperont pas à la perspicacité de l'opinion publique, donnent lieu à des soupçons qui font peser sur moi une accusation grave, d'autant plus offensante pour mon honneur qu'elle n'est pas exprimée d'une façon claire et précise.

Ainsi donc, pour le prestige de l'autorité que j'ai exercée, de ma haute position dans l'armée, et surtout au nom de mon honneur militaire qui ne s'est jamais démenti en présence

de l'ennemi, et qu'on voudrait affaiblir et entacher par de calomnieuses suggestions, je prie instamment Votre Excellence de vouloir bien ouvrir une enquête sur ma conduite pendant la durée de mon commandement de l'armée du centre.

MANUEL PAVIA.

Madrid, le 13 octobre 1874.

PIÈCE IV

NOTE DU MARQUIS DE LA VEGA DE ARMIJO

AU DUC DECAZES

Paris, le 4 octobre 1874.

Monsieur le Duc,

Après la reconnaissance du gouvernement espagnol par la France et les assurances réitérées que Votre Excellence a eu la bonté de me donner à moi-même par sa dépêche du 3 août de cette année et de donner à mon gouvernement par l'intermédiaire de M. le chargé d'affaires de France à Madrid, et qui concernaient la surveillance de la frontière en vue d'empêcher l'importation de la contrebande de guerre en Espagne et l'internement de tous ceux qui contribueraient d'une façon plus ou moins directe à l'insurrection carliste, le gouvernement de mon pays a attendu durant deux mois l'accomplissement de ces heureuses promesses. Malheureusement, les espérances que l'on avait le droit de nourrir ont été déçues, et quelques départements français sont après comme avant pour les perturbateurs de la paix de l'Espagne, non-seulement un lieu de refuge, mais aussi une sûre base d'opération, et pour celle qui ose prétendre à devenir reine d'Espagne, un endroit où elle peut tenir sa cour.

La conduite tenue presque toujours par les fonctionnaires du gouvernement français dans ces départements, concernant les affaires d'Espagne, laquelle n'est que trop souvent en désaccord avec nos bienveillantes assurances, montre ce que l'on peut attendre de ces fonctionnaires, et c'est précisément parce que je connais les bonnes intentions de Votre Excellence à notre égard que je prends la liberté d'attirer si souvent votre attention sur cette question désagréable, que je voudrais éclairer par tous les moyens possibles pour faire comprendre au gouvernement français l'inefficacité des instructions envoyées à des fonctionnaires qui sont évidemment habitués à agir dans le sens contraire. S'ils étaient unimés d'un autre esprit, ils n'attendraient pas pour prévenir les faits qu'on les fit connaître d'une manière spéciale; mais nous avons vu que ces fonctionnaires deviennent les témoins inactifs de ces faits, car ils supportent, malgré l'avis qui leur en a été plusieurs fois donné, l'existence du comité pour l'organisation des troupes et des commissariats publics pour l'équipement militaire et laissent impunie la contrebande des munitions de guerre qui a lieu à la frontière, et cela à tel point que, lorsque des employés subalternes confisquent un transport, les objets saisis ne sont pas vendus généralement à l'enchère, comme la loi l'exige, et qu'il demeure par conséquent encore possible de les rendre à leur destination.

Votre Excellence, puisant sa persuasion dans le désir qu'elle éprouve de ne pas voir la cause carliste favorisée par les fonctionnaires du gouvernement français, a dit plusieurs fois que la contrebande n'était pas exercée de façon à franchir la frontière, mais se faisait par la Bidassoa et par la côte d'Espagne, qui n'étaient pas assez surveillées et où la contrebande de guerre était transportée sur des navires qui portaient le pavillon d'un autre Etat, sans que l'Espagne se crût obligée d'attribuer les progrès du carlisme à la protec-

tion de la nation à laquelle Votre Excellence faisait allusion. Je n'ai pas, il est vrai, l'intention d'accuser ou de défendre cette nation, et il ne serait pas juste non plus de vouloir nier que le carlisme ait obtenu des armes et d'autres ressources de ce côté et d'autres côtés encore ; mais Votre Excellence saura apprécier la différence qui existe entre les fournisseurs qui sont forcés de braver les dangers d'une longue traversée et ceux que peut offrir un grand pays voisin qui, par ses nombreuses voies de communication, fournit un débouché facile à tous les éléments dont a besoin une armée en campagne.

Je puis ajouter à ces considérations que l'organisation des forces carlistes coïncide avec la fin de la guerre franco-allemande, et qu'il est resté, à cette époque entre les mains des particuliers français et dans celles du gouvernement français lui-même, un grand nombre de fusils et d'objets d'équipement qui ont été achetés par des marchands et ont pu facilement être vendus aux carlistes.

C'est là ce qui est arrivé sans aucun doute ; car on a vu les insurgés carlistes vêtus d'uniformes munis de boutons qui portaient les initiales G. M. (garde mobile), lettres qui n'ont, pour ces insurgés, aucune signification, mais qui prouvent que ces uniformes ont été expédiés directement de France en Espagne.

Cette protection se faisait voir d'une manière plus décidée longtemps déjà avant la présente campagne ; elle remonte à la défaite des carlistes à Oroquieta, à la suite de laquelle don Carlos se sauva en France. Cette protection permit à don Carlos de se soustraire pendant plus d'une année à l'œil vigilant de la police française. Pendant ce temps, il prépara clandestinement les moyens de rallumer la guerre civile en Espagne. Aucune autorité française ne put découvrir sa retraite, et elle ne voulut pas non plus accepter le concours d'un agent du gouvernement de Madrid légitimement établi.

Les autorités françaises répondaient par le silence à nos récriminations ou nous faisaient savoir que nous devions présenter nos doléances par voie diplomatique, que nous ne pouvions pas procéder avec cette célérité que de pareils incidents exigeaient. Dans la Note que M. le chargé d'affaires de France a lue à M. le ministre d'Etat d'Espagne et dans la dépêche que j'avais l'honneur de recevoir comme réponse à ma communication du 16 juillet, Votre Excellence se plaint du caractère indéterminé de mes doléances, qui ne permettait pas de répondre de la manière qu'on aurait pu le faire si les faits avaient été précisés davantage. Votre Excellence a pu s'apercevoir que la communication dont j'ai parlé plus haut ne contenait pas un exposé de mes doléances appuyé de preuves, mais d'une plainte contre les procédés des autorités départementales voisines de la frontière, dans laquelle j'ai exposé des faits positifs d'une très-grande importance.

Que Votre Excellence me permette de le dire, elle ne m'a donné aucune réponse catégorique à ce sujet. Aussi, en ce qui concerne le passage sur le territoire français du soi-disant général Lizarraga, qui est allé de Perpignan à Bayonne avec une suite de 29 personnes et 15 chevaux, Votre Excellence me répond que Lizarraga avait été en possession d'un passeport délivré par les autorités espagnoles. Un passeport est facile à obtenir ; mais est-ce que les 29 individus, les 15 chevaux et les 22 caisses y ont été compris ? Quelle responsabilité incomberait à la police d'un pays qui n'arrêterait les personnes qu'elle a mission de poursuivre que quand elles sont dépourvues de passeports ! Un autre fait non moins précis est l'entrée de la princesse Marguerite en Espagne, accompagnée d'un personnel nombreux, que MM. les préfets appelaient sa suite, faite avec autant d'ostentation que son retour en France, ainsi que son séjour dans les départements du Midi, pas du temps où

son mari s'était dérobé aux investigations des préfets, mais après que cette princesse avait joué un grand rôle à Estella, après les épouvantables exécutions d'Abarzuza qui précédaient le pillage et les assassinats de Cuença et l'hécatombe d'Olot.

Quelles réclamations n'adresserait pas la France à l'Espagne, si elle se trouvait dans une position analogue ? Il n'est pas admissible, en vertu du droit des gens, que ceux qui portent le désordre et la dévastation dans un pays, soient sinon aidés, mais au moins tolérés par les agents d'un pays ami. A mon regret, je me vois forcé, monsieur le duc, de vous parler des procédés de certains agents. J'aurais désiré que les nouvelles dispositions prises par le gouvernement français me dispensassent de pareilles réclamations. Un devoir impérieux me force à revenir sur ce sujet, et pour préciser davantage les faits, je prie Votre Excellence de me permettre de lui remettre ci-joint un extrait des réclamations faites par les consuls espagnols, desquelles il ressort que les autorités françaises, quoique averties à temps, n'ont rien fait de ce qu'on pouvait attendre d'elles. Sous ce rapport, l'attitude du préfet des Basses-Pyrénées n'est que trop connue. Il est complètement prouvé que don Carlos a séjourné aux environs de Pau et de Bayonne, et qu'il y a tenu des conciliabules avec ses partisans avant son entrée en Espagne, qui a eu lieu le 2 mai 1872 par Sara, et où il était accompagné de 12 ou 14 carlistes des plus notoires.

Le sous-préfet de Bayonne informa le consul espagnol et l'avisa que le jour susdit don Carlos avait été vu à Sara, entre midi et une heure. Le consul avait auparavant réclamé l'internement et la mise en surveillance des carlistes, il avait même signalé la présence de don Carlos dans le département avec l'indication des maisons où il était descendu et où on aurait pu l'arrêter. Mais ni ces avis, ni les

ordres du gouvernement français n'ont été suivis d'effet. Ce qui, je n'en doute pas, provoquera davantage encore l'attention de Votre Excellence, c'est cette circonstance que le préfet des Basses-Pyrénées a fait, dit-on, connaître officiellement au président de la République, par un télégramme en date du 3 mai, c'est-à-dire du jour même qui a suivi l'entrée de don Carlos en Espagne, qu'il avait parcouru, le 2, la frontière pour amener l'exécution ponctuelle des ordres de M. le président de la République, et qu'il était satisfait du zèle et de la vigilance de tous ses subordonnés. A la fin du télégramme, il ajoutait ces mots : « Je ne puis rien apprendre au sujet de don Carlos, je ne sais même pas s'il est chez nous ou en Espagne. Je surveille à ce sujet avec le plus grand zèle. »

Le 1^{er} juillet 1873, 57 soldats espagnols, prisonniers des carlistes et amenés par ceux-ci en France, arrivèrent à Bayonne. M. le préfet ordonna leur internement, et déjà ils étaient embarqués dans le train qui devait les conduire à Rennes, lorsque, en suite d'une intervention de l'ambassade, il reçut l'ordre de les mettre à la disposition du consul d'Espagne à Bayonne.

Le 9 septembre 1873, arriva à Saint-Jean-Pied-de-Port une partie de la garnison de Valcarlos, qui s'était vue contrainte de capituler; l'ambassade réclama, le même jour, que les 7 officiers et les 145 soldats de cette garnison fussent mis à la disposition du consul espagnol de Bayonne, ainsi que cela s'était fait déjà auparavant, pour les envoyer en Espagne par Irun et Santander; mais M. le préfet donna l'ordre d'envoyer ces 7 officiers et ces 145 soldats de Bayonne à Cette, c'est-à-dire dans la localité de France la plus éloignée de celles qui sont en communication avec l'Espagne, et cela, contrairement à la réclamation du consul, qui voulait renvoyer cette colonne en Espagne par la voie la moins coûteuse et la plus rapprochée du corps d'armée auquel elle appartenait.

Il y a lieu aussi de remarquer le motif que ce fonctionnaire allègue pour ne pas tenir compte des observations des consuls concernant les divers internements. Ce motif était que, comme les individus que l'on désirait éloigner se trouvaient dans l'entourage de la princesse Marguerite, au sujet de laquelle M. le ministre des affaires étrangères et M. l'ambassadeur d'Espagne étaient en pourparlers, il ne pouvait faire interner les personnes qui formaient la suite de cette princesse. Si cette cause pouvait être admise, il serait assez difficile de savoir où commence et où finit cette suite dans laquelle tous les carlistes peuvent être compris; et en ce qui concerne le baron de La Torre dont l'internement avait été également réclamé, nous voyons les fonctionnaires dont il s'agit s'attribuer le droit de ne pas l'éloigner, attendu que, bien que carliste, il prétendait ne pas s'occuper des affaires de son parti, bien qu'il se trouve actuellement à Pau, où il s'occupe de préparer et de recueillir divers objets d'équipement qui doivent être envoyés aux carlistes.

Il est également très-étrange de voir que le préfet de la Gironde suppose que le duc de La Roca, qui s'intitule lieutenant général carliste et chef de l'entourage militaire du prétendant, ne s'arrête à Bordeaux que pour s'occuper exclusivement des ressources à recueillir pour venir en aide aux blessés, et que ce même préfet semble croire que certains ecclésiastiques, qui ont été désignés par notre consul comme d'actifs agents du carlisme, ne pourraient être internés par cette raison qu'ils sont employés au service divin, dans la cathédrale et dans plusieurs autres églises.

Je conçois fort bien que l'on ne saurait appliquer une telle mesure à tous les partisans politiques sans distinction et qu'il est nécessaire de tenir compte de la situation particulière de chacun d'eux. Mais lorsque l'internement d'un étranger est demandé à un préfet et que cette mesure lui semble injuste, il a le devoir d'en référer à son gouverne-

ment qui, alors, doit décider la marche à suivre, d'accord avec les représentants de l'Etat dont il s'agit : mais je ne crois pas que les préfets doivent s'arroger, sous aucun prétexte, le droit de trancher cette question.

En réponse à mes observations au sujet de la non observation des traités, Votre Excellence fait observer que je n'ai pas indiqué l'article du traité qui est en cause et que notre chargé d'affaires m'aurait signalé à tort dans un incident qui s'est produit naguère, en ce qui concerne la navigation sur la Bidassoa, une négligence dans l'exécution des traités internationaux. Il s'agissait de bâtiments français construits sur la Bidassoa et servant de chantiers pour toute espèce de marchandises et de contrebande de guerre. Ce fait implique une violation de l'art. 1^{er} des dispositions additionnelles au traité franco-espagnol du 2 décembre 1856, article que le chargé d'affaires espagnol n'a pas manqué non plus d'invoquer à cette occasion. Ainsi, bien que l'administration française eût connaissance de ce fait, les dépôts signalés ci-dessus subsistent encore au même endroit. Votre Excellence, en m'informant que le commerce des chevaux est libre en France, a ajouté que c'est l'affaire du gouvernement espagnol d'interdire l'importation des chevaux achetés par les carlistes dans les départements de la France méridionale.

Il est vrai que la frontière est gardée de deux côtés, mais je me permets d'observer que si les autorités françaises de la frontière étaient animées d'un autre esprit, la surveillance de la frontière par l'Espagne serait considérablement facilitée. Il est manifeste que les gens qui introduisent la contrebande de guerre n'utilisent pas les passages occupés par les douaniers espagnols, mais exclusivement ceux qui se trouvent au pouvoir des carlistes, et cela en vertu d'un accord antérieur. Ces conventions manqueraient complètement leur but, si les autorités françaises prenaient de leur

côté des mesures pour empêcher tous les envois destinés à l'Espagne, envois dont la France doit avoir connaissance la première, pour le cas où ces envois n'ont pas été préalablement soumis au contrôle réglementaire du gouvernement espagnol.

Votre Excellence me fait savoir que depuis que l'administration française a reçu connaissance de l'existence de comités à Bayonne, des dispositions ont été prises pour leur dissolution et pour l'internement des personnes désignées comme en faisant partie. Mais je regrette d'être obligé de faire savoir à Votre Excellence que, cette fois encore, les ordres du gouvernement français n'ont pas été suivis. Si l'ordre a été donné à ces personnes de changer de résidence, il n'a pas été exécuté, ou tout au moins on n'a pas pris soin d'indiquer le point de la frontière où elles devaient se rendre. Au reste, l'internement a eu lieu plusieurs fois sans que l'ambassade en ait été informée, ce qui eût permis de faire surveiller par nos agents les personnes internées.

Il en a été de même des ordres qui ont été donnés pour empêcher les carlistes de venir en uniforme en France. Ils ne le cachent souvent qu'en apparence, pour attirer davantage les regards, et aujourd'hui, comme par le passé, on trouve à acheter dans les magasins de Bayonne des timbres-poste carlistes, des uniformes et décorations.

J'ai eu l'honneur d'exprimer dans les entretiens que j'ai eus avec Votre Excellence ma conviction qu'il sera impossible d'opérer le changement qui est votre désir dans les départements du Midi, tant que se trouveront à leur tête les autorités qui se sont conduites de la manière que j'ai indiquée.

Votre Excellence ne doit pas s'étonner si je lui rappelle, après qu'on continuait à affirmer que le gouvernement français avait satisfait à toutes ses obligations et qu'il les satisfaisait encore, que M. le chargé d'affaires de France à Ma-

drid a offert librement, au nom de son gouvernement à celui de Madrid, de faire transporter toute personne d'importance, soit civile, soit militaire, à la frontière suisse ou belge, et de renvoyer en Espagne les carlistes qui n'occupent aucune position militaire ou sociale, en les menaçant de les interner au delà de la Loire, au cas où ils remettraient le pied en France. L'expulsion de ces derniers exposerait l'Espagne à les voir rentrer dans les rangs de carlistes. Mon gouvernement a néanmoins accepté l'offre de M. le chargé d'affaires de France, le gouvernement français prétextant les frais considérables qui ressortiraient d'un internement, offre qui est due à l'initiative de votre gouvernement qui a voulu donner par là une preuve de la sincérité de ses intentions à l'égard de l'Espagne.

M. le chargé d'affaires de France a ajouté que cette obligation, quoique faite verbalement, avait entièrement le caractère d'une convention.

Les communications qui forment la dernière partie des pièces ci-jointes prouvent comment on a rempli ce devoir. Dans les rues de Bayonne, de Pau, de Perpignan et d'autres villes des départements frontières pullulent les carlistes depuis les plus connus jusqu'aux déserteurs et aux transfuges. Mais MM. les préfets refusent, malgré l'obligation ci-dessus mentionnée et sous de vains prétextes, de procéder à des internements, comme je crois l'avoir prouvé très-clairement.

Je serais donc en droit, monsieur le duc, d'attribuer tout ce qui s'est passé, non pas aux agents du gouvernement français, mais à ce gouvernement lui-même qui a proposé d'abord un nouveau mode d'internement et pris un engagement solennel à ce sujet, et a ensuite, en dépit de la convention de 1862, permis à ses agents de se montrer désobéissants et de rompre les stipulations qu'il avait conclues

lui-même solennellement avec le gouvernement espagnol, au nom duquel je m'adresse de nouveau à Votre Excellence, afin qu'il soit mis fin à la protection que la France accorde au carlisme.

Le gouvernement espagnol désire attaquer le mal dans sa racine. Le succès d'un suprême effort compenserait les frais énormes que coûterait la surveillance, si la guerre civile continuait. Ce n'est pas à moi, monsieur le duc, de développer davantage cette pensée, mais voici ce dont je suis persuadé : si des forces militaires considérables étaient concentrées à la frontière et s'unissaient de l'autre côté des Pyrénées avec les forces espagnoles, si la Bidassoa était surveillée en commun des deux côtés, si l'on plaçait à l'extrémité des départements limitrophes de l'Espagne des employés qui n'y eussent pas fonctionné auparavant et qui fussent pénétrés des intentions du gouvernement français, la guerre ne traînerait plus en longueur, parce que Bayonne, Pau, Oloron, Perpignan, cesseraient d'être des foyers continuels de conspiration.

Un autre Etat, le Portugal, dont la frontière est très-étendue, donne aujourd'hui un exemple qui, s'il eût été suivi par la France, eût dispensé mon gouvernement de présenter les réclamations que je me vois contraint de formuler.

Si je voulais, monsieur le duc, entrer dans un autre ordre de considérations, je me permettrais d'appeler l'attention sur l'anomalie de ce fait en vertu duquel nous voyons la France libérale faire, contre son gré, je n'en doute pas, cause commune avec les protecteurs de l'absolutisme en Espagne. Je ne comprendrai jamais que Votre Excellence cherche à justifier les actes des fonctionnaires que la conscience publique accuse, et par conséquent veuille rendre la nation tout entière responsable de faits qui lui feraient perdre la gloire d'avoir constamment proclamé les grands

principes sur lesquels reposent le droit politique de tous les peuples modernes.

Veuillez agréer, Monsieur le Duc, etc.

Signé : VEGA DE ARMUO.

A. S. Ex M. le duc Decazes, ministre des affaires étrangères.

PIECE V.

NOTE DE LORD BEAUMONT

A LA PRESSE ANGLAISE

M'étant présenté au public anglais comme le représentant des intérêts carlistes, je crois devoir consigner les raisons qui m'ont décidé à accepter cette mission et la définir nettement. Inutile de rappeler que je ne puis remplir les fonctions d'un agent diplomatique régulier accrédité par un pouvoir étranger auprès de mon propre gouvernement. Jamais je n'y ai songé. Jusqu'à présent, S. M. Catholique, ou don Carlos (pour ceux qui préfèrent ce titre), n'avait pas eu, en Angleterre, une personne dûment autorisée à parler en son nom, à publier la vérité sur la guerre actuelle, et à la justifier. C'est la mission que j'ai entreprise.

Le jour où Sa Majesté pourra accréditer régulièrement un ambassadeur espagnol auprès de la cour de Saint-James, ma mission cessera.

J'ai passé en Espagne trois mois pendant lesquels j'ai vu tous les jours des choses tellement différentes de ce que je m'étais figuré d'après les informations qui sont à notre portée, que j'ai regardé comme un devoir de publier ce que j'avais vu de mes propres yeux. Aussi, lorsque le Roi me parla de le représenter, j'acceptai sans hésitation.

Il serait impossible de faire bien ressortir la différence

qui existe entre les principes affirmés par le carlisme et l'alphonsisme sans un court exposé rétrospectif. Permettez-moi donc de vous rappeler que Ferdinand VII, cédant aux suggestions d'une femme ambitieuse et sans scrupules, ne craignit pas de changer l'ordre de succession établi par la loi, et devint ainsi, lui, un des monarques les plus despotiques, l'initiateur du *régime libéral* !

Christine, instigatrice de cet acte illégal et abusif: afin de garder plus longtemps le pouvoir, maria sa fille dans des conditions impossibles, que nous n'oserions écrire, mais bien connues, et qui firent de la cour de Madrid l'arisée de l'Europe. Les courtisans d'Isabelle, dont quelques-uns portaient des noms historiques, et des aventuriers jusqu'alors inconnus, entouraient leur jeune reine et rivalisaient dans leurs honteuses intrigues sociales et politiques.

Sous le rapport financier, leur improbité ferma promptement aux fonds espagnols tous les marchés européens.

Sous le rapport politique, le mauvais gouvernement de tous ces *leaders* qui proclament aujourd'hui le fils d'Isabelle comme roi, développa rapidement le communisme dans toutes les grandes villes.

Conséquence : durant les trente années du règne de la mère « d'Alphonse XII », il y a eu dix-sept *pronunciamientos* ou révolutions démocratiques, et cinq guerres carlistes.

Les causes premières de tous ces désordres furent le sexe et le caractère d'Isabelle qui permettait à des hommes sans principes de gouverner en son nom. L'avenir sera-t-il meilleur aujourd'hui parce que ces mêmes hommes ont mis sur le trône un enfant de dix-sept ans au lieu d'une femme ?

Une monarchie constitutionnelle ne saurait rendre un peuple heureux qu'autant que le monarque apporterait à son gouvernement un élément fort et sérieux, ou que le pays aurait le bonheur de posséder des chefs d'une telle honnêteté

et d'un tel patriotisme, que le monarque pût régner sans gouverner.

Bien des funestes conséquences du dernier *régime de Reine* vinrent de ce que Dona Isabel prétendait être une monarchie libérale, alors qu'elle n'a jamais possédé la majorité des suffrages du peuple espagnol. La population de l'Espagne peut se diviser, politiquement, ainsi : la noblesse provinciale, qui correspond à nos *country gentlemen*, et dont les membres n'ont pas voulu devenir les courtisans corrompus du dernier règne. En effet, Dona Isabel n'a jamais compté, et son fils ne compte, dans les hautes classes, d'autres partisans que ceux qui ont occupé un poste quelconque à la cour ou dans les provinces. — La bourgeoisie, peu nombreuse en Espagne, est divisée, presque par parties égales, entre les deux princes.

La population des grandes villes est républicaine, et, quant aux paysans, dont les qualités physiques et morales ont provoqué les éloges de Ford et de tous les écrivains anglais qui ont visité l'Espagne, on peut dire qu'ils sont tous carlistes.

C'est le cas de rassurer ceux de nos compatriotes qui hésiteraient aujourd'hui à prêter leur concours aux carlistes, dans la crainte de voir se continuer par là l'état anarchique de l'Espagne, et d'éclairer ceux qui disent tous les jours que *maintenant* un gouvernement monarchique (?) a été établi par la proclamation d'Alfonso XII, qui dans peu de mois ou même de semaines en aura fini avec les carlistes.

Un rapide examen suffira.

Il est évident que les carlistes, qui, en moins de deux ans, ont formé d'une bande de trente-deux hommes sans armes (y compris don Carlos lui-même) une armée de quatre-vingt mille volontaires, habillés, nourris et régulièrement payés par les juntes des provinces vasco-navarraises, n'abandonneront pas tout espoir de succès, parce qu'un petit

nombre de généraux d'Isabelle) dont quelques-uns la renversèrent du trône) ont jugé bon de proclamer son fils au lieu de Serrano !

Don Carlos est, depuis longtemps, *de facto* Roi de Navarre, des provinces basques, de la Catalogne, de l'Aragon et de Valence, aussi complètement que n'importe quel souverain d'Europe qui gouverne tranquillement ses domaines. Dans l'Espagne carliste, le Roi est adoré et respecté par une population aussi noble et intelligente qu'aucune autre en Europe. Tous les jours elle fait de grands sacrifices et répand son sang pour une cause qu'elle croit être celle de Dieu et de sa patrie. De tels hommes iront-ils bonnement se soumettre, sans une lutte désespérée, à une armée commandée par des généraux qui ont proclamé l'intention de les exterminer, cette fois, complètement ?

Cette race hardie de montagnards, la dernière qu'un despote compterait parmi ses sujets, pense que don Carlos est le protecteur naturel de ses libertés et de sa religion, et elle lui est toute dévouée. Si jamais elle se voyait trompée, elle abandonnerait son drapeau.

Aussi, quel que soit le changement que le récent *pronunciamiento* apporte dans les projets du fils de Dona Isabel, ou plutôt de ce groupe de politiques qui ont ruiné l'Espagne pendant ces trente dernières années, il ne saurait produire le moindre effet sur les carlistes.

La ligne de la Ribera, en face de l'Ebre, n'a pas été entamée, malgré la grande concentration de troupes libérales. Elle est toujours défendue par ces mêmes braves montagnards devant lesquels le meilleur des généraux alphonsistes a reculé plusieurs fois. Le courage et l'habileté militaire de Concha étaient parfaitement inutiles, lorsqu'il exposait sa vie pour changer en une victoire la défaite d'Abarzuza. Ce qu'il fallait alors, comme aujourd'hui, c'était plus de dévouement à leur cause de la part des soldats de Madrid.

Or, c'étaient des conscrits presque imberbes et amenés de force pour combattre sous des officiers mécontents, contre une armée dont *officiers et soldats sont volontaires*.

Ceci explique les fréquentes défaites des troupes de Madrid par les corps carlistes, qui ne surprennent guère les premières. Nous ne voyons pas, non plus, comment la proclamation d'un roi *adolescent* (*puppet king*) aurait pu améliorer notablement les conditions de l'armée opposée à don Carlos.

Les *officiers*, cependant, doivent risquer plus volontiers leur vie, maintenant, que quand ils le faisaient pour une république abhorrée ; mais leurs efforts se briseront contre la mauvaise volonté de leurs troupes, composées de recrues inexpérimentées qui n'ont pas vécu assez longtemps sous leur drapeau pour avoir l'esprit de corps.

Aux porteurs de fonds espagnols, je dirai que la seule chance qu'ils aient d'être enfin payés est le triomphe de don Carlos. Ses défenseurs déplorent profondément la dégradation morale et financière de leur pays ; le jour où il triomphera, leur pensée fixe sera le rétablissement du crédit de l'Espagne.

Les porteurs de fonds espagnols doivent donc faire des vœux pour le triomphe de Charles VII. Les carlistes sont et seront honnêtes, et, à part d'autres motifs plus élevés, ne manqueront pas de bien prouver combien leur probité contraste avec l'improbité de leurs ennemis. On nous accordera, du moins, que leur crédit est encore à perdre, tandis que celui des alphonsistes est depuis longtemps irrévocablement perdu.

Je fais appel aux hommes d'Etat de toutes nuances, d'un bout à l'autre du Royaume-Uni, pour soutenir don Carlos, car il y a réellement une lutte entre les défenseurs de l'ordre social et les révolutionnaires, le communisme à peine déguisé.

Plus encore, je fais appel aux chrétiens de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, pour aider Charles VII, car, dans la lutte présente, il y va de l'existence de la chrétienté en Espagne.

BEAUMONT,

Chargé d'affaires spécial et officieux
de S. M. Charles VII.

PIÈCE VI

RAPPORT OFFICIEL DU GOUVERNEUR CARLISTE

DU GUIPUZCOA

SUR LE NAUFRAGE DU *GUSTAV*

On s'est beaucoup occupé ces temps derniers du naufrage d'un bâtiment allemand dans les eaux de Zarauz.

Grâce aux manœuvres des partis et des compagnies d'assurances à l'effet de faire passer la perte de ce navire pour un fait de guerre, cet événement tout naturel a pris des proportions exagérées.

Il est temps de rétablir les faits tels qu'ils se sont passés.

Et d'abord, rappelons certains souvenirs :

Ce n'est pas la première fois que nous avons le malheur involontaire de trouver les Prussiens sur notre route. Bien qu'ils n'aient sur cette côte, ni sujets, ni intérêts, ni relations d'affaires d'aucune sorte, nous avons vu l'année dernière leurs canonnières croiser dans nos eaux, en compagnie de cette marine espagnole, jadis si fière, et qui ne rougit pas aujourd'hui, d'accepter la protection de l'étranger pour faire la guerre à l'Espagne.

L'automne dernier également, et, précisément devant Guetaria où est venu échouer le vaisseau allemand, les canonnières *Nautilus* et *Albatros* tirèrent plusieurs coups de canon sur nos volontaires, très-étonnés de voir intervenir dans

leurs luttes nationales ces ennemis venus de la Baltique. Alors comme aujourd'hui, les agences télégraphiques ont tâché de donner à cet événement les proportions d'un conflit européen, en accusant nos soldats d'avoir tiré sur les bâtiments allemands. Mais il leur a été impossible de rien prouver, tandis que nos côtes gardent les traces de leurs boulets.

Sans doute on a essayé de nous rendre responsables de la paix européenne.

Il faut, de plus, ne pas perdre de vue la situation tout à fait spéciale du petit port de Guetaria, théâtre de cette bruyante affaire.

Protégés par un fort, les libéraux ont pu jusqu'ici maintenir une garnison dans ce village, mais il ne peut recevoir de vivres que par mer et doit essuyer constamment les feux croisés de nos postes avancés. Les lois internationales ne sauraient exiger la sécurité de passage et le respect accoutumé au drapeau dans un endroit où se croisent continuellement les feux des deux partis. — Aussi, et bien que ni la France ni l'Angleterre n'aient reconnu notre belligérance, aucun bâtiment de ces nations, qui ont pourtant d'importantes relations commerciales avec notre pays, ne s'est présenté dans ces parages. Elles ont compris que la meilleure manière de voir respecter le droit des gens était d'éviter des conflits comme celui du *Gustav*.

Ceci posé, nous ne discuterons pas si le bateau marchand allemand qui est entré le 12 décembre dans les eaux de Guetaria reçut, oui ou non, quelques projectiles des postes avancés carlistes. Nos officiers et nos soldats le nient, ainsi que les autorités locales et les habitants.

Bien que l'on puisse supposer qu'un navire comme le *Gustav* ne pouvait se diriger vers un petit port de pêche dans les circonstances actuelles que pour y débarquer de la contrebande de guerre, nos renseignements prouvent que

nos soldats n'ont pas tiré sur lui, mais bien sur le bateau libéral qui est allé à sa rencontre. Or, il n'y a pas plus de raisons pour ajouter foi à la déclaration de l'équipage intéressé à justifier l'abandon du navire, qu'à celle des habitants, désintéressés dans la question, et qui ont assisté à l'événement du haut de la côte.

On nous dit que le navire avait hissé le drapeau de secours, mais nos soldats ne connaissent pas ces signaux, et, d'ailleurs, quand la mer est furieuse et le temps brumeux, il est impossible à des yeux inexpérimentés de les distinguer. Bien entendu, nous ne disons cela que pour prouver qu'en admettant même que les assertions de l'équipage du *Gustav* fussent vraies, on ne saurait, sans injustice, en rendre responsables le gouvernement du Roi et le pays.

Sa Majesté avait ordonné que tous les drapeaux fussent respectés. Aussi dès que la position critique du *Gustav* fut connue, ordre fut envoyé (les télégrammes figurent au dossier) aux autorités de Zarauz de donner à l'équipage tous les secours dont il aurait besoin, et de faire tout ce qui serait en leur pouvoir pour sauver le bâtiment et sa cargaison.

Les naufragés, qui s'étaient réfugiés à Guetaria, ne se décidèrent à venir à Zarauz que vingt-quatre heures après, n'osant se fier à notre hospitalité parce qu'ils nous regardaient comme des ennemis. Lorsqu'ils arrivèrent, les travaux de sauvetage étaient commencés, et ils reçurent un accueil qui dut bien les surprendre après les idées qu'ils s'étaient faites de notre antipathie contre eux. On les logea selon leur catégorie, on leur remit leurs effets sauvés, on les consulta sur la meilleure manière d'opérer le sauvetage, enfin on fit pour eux ce que l'on aurait fait pour des Espagnols.

Le gouvernement de S. M., décidé à n'exercer en cette affaire que le droit de surveillance et de protection de tout gouvernement régulier et chrétien, ne s'en est pas départi un seul instant, malgré les intrigues et la malveillance soulevées

autour de cette affaire par nos ennemis. Hospitalité désintéressée pour les naufragés, restitution des objets sauvés, tel a été notre but, et peut-être avant huit jours le capitaine aura-t-il vendu les restes de son navire et remis le chargement à ses propriétaires. Quoique libéraux, ceux-ci se verront obligés de reconnaître qu'ils ont obtenu avec les carlistes ce qu'ils n'auraient pas obtenu si promptement, ni à si peu de frais, de leur propre gouvernement.

Devant ces faits, on est profondément attristé de voir que, pendant que nous agissions d'une manière si loyale, une nation étrangère pensait (probablement pour payer notre hospitalité) à bombarder le paisible village de Zarauz.

Puisque nous parlons de reconnaissance, nous devons, bien qu'un tel sujet nous répugne, parler de la déclaration que le matelot Plambeck a faite devant le consul prussien de Bayonne, et que la presse a reproduite. La déclaration de cet homme et celle de son camarade Gatschowz ne sont qu'un tissu de mensonges. Je dois, du reste, constater que nos ennemis, qui en ont fait grand bruit, n'ont pas parlé de celle qu'ont faite devant le consul *le contre-maitre et sept hommes de l'équipage*. C'est qu'elle était probablement bien différente.

Il y a encore un fait qui doit dissiper tous les doutes :

Le premier télégramme prussien qui parle de cette dernière déclaration se termine par ces paroles textuelles :

« L'équipage a été bien traité par les carlistes. »

Les habitants de Zarauz, lorsque l'équipage du *Gustav* leur exprimait sa reconnaissance, étaient loin de supposer que leur hospitalité serait ainsi payée.

Il est officiellement établi par les documents qui figurent au dossier, que les premiers objets remis aux matelots furent six malles d'effets leur appartenant. Aucune réclamation n'a, d'ailleurs, été faite par eux. La seule chose dont se plaignit le capitaine fut la lenteur première de l'affaire, mais

cela tenait à son manque absolu de papiers. Livres de navigation et de charge, polices, connaissements, il avait, disait-il, tout perdu et ne pouvait même donner les noms des expéditeurs ni des destinataires. Pourtant, à son arrivée à Zarauz, on lui remit une certaine quantité de papiers, mais il les brûla immédiatement devant plusieurs personnes, disant que c'étaient des papiers sans importance.

En présence d'une telle situation, nous devions procéder lentement afin de permettre aux éclaircissements nécessaires de nous arriver du dehors.

Nous passons sous silence beaucoup d'autres faits qui feraient plus encore ressortir la justice, ou même la générosité avec laquelle nous avons agi dans toute cette affaire. Nous croyons avoir prouvé que, lors même que, dans le premier moment, le *Gustav* eût été l'objet de quelque agression de la part de nos soldats, ceci n'eût été que la conséquence naturelle de l'état permanent des hostilités dans l'endroit choisi comme refuge par le capitaine. Mais ce qu'il importe, de plus, de constater, c'est que cette agression n'eût pu amener en aucune façon la perte du bâtiment.

Ce n'est pas le premier naufrage qui ait eu lieu en cet endroit, dans des circonstances identiques. Les hommes du métier affirment que le *Gustav* eût-il jeté un plus grand nombre d'ancres, celles-ci eussent été arrachées par la tempête. Du reste, le capitaine et le pilote ont eux-mêmes constaté, dans leur déclaration écrite, que la perte du *Gustav* était *exclusivement* le résultat de la violence du temps. On nous objectera peut-être qu'étant sur le territoire carliste, ils n'avaient pas la liberté de dire ouvertement leur opinion. Mais la preuve du contraire, c'est qu'ils ont toujours persisté à déclarer que l'on avait tiré sur le navire. Or, qui peut le plus, peut le moins.

Plus encore, malgré l'irritation que devaient produire dans les esprits les menaces et les intrigues résultant de cette

affaire, le capitaine n'a pas craint de revenir à Zarauz où il est en ce moment avec son pilote, plein de confiance, et avec raison, dans notre loyale hospitalité.

Maintenant que l'on sait quelles étaient les bienveillantes intentions du Roi pour terminer cette affaire, nous devons ajouter que les personnes qui en furent chargées offraient toutes les garanties désirables : la direction maritime était confiée à un ancien ministre de la marine à Madrid ; la direction civile, à un fonctionnaire consul d'Espagne à l'étranger pendant douze ans.

Notre tâche est terminée. Nous savons très-bien que si les témoignages carlistes gênent quelque puissant personnage, ils n'empêcheront pas les accusations, mais nous en appelons à tous ceux qui, en Europe, ont conservé des notions de justice et de dignité, et nous sommes sûrs que la conscience publique, quoi qu'il arrive, sera pour nous.

Sa Majesté, désirant que la conduite de ses autorités soit rendue publique, me charge, comme son représentant dans cette province, de donner à ce rapport la plus grande publicité.

Azpeitia, 26 janvier 1875.

Le gouverneur de Guipuzcoa.

CEFERINO SUAREZ Y BRAVO.

PIÈCE VII

PROCLAMATION DE LA JUNTE VASCO-NAVARRAISE

APRÈS LA LEVÉE DU SIÈGE DE BILBAO, EN 1874

Nous ne donnerons ici que la fin de ce document empreint de la plus vive énergie.

« En avant, en avant, Navarrais, terreur de nos ennemis, étonnement de l'Espagne et admiration du monde, en avant !

» En avant, notre triomphe est assuré, la victoire nous appartient si, comme par le passé, nous résumons nos espérances et notre foi dans le cri magique, dans le cri sublime de : VIVE LE ROI !

» A Elizondo, le 6 mai 1874.

» *La junte royale de Navarre.*

» CESAREO SANY Y LOPEZ, *président.*

Les membres : ESTEBAN PEREZ TAFALLA. — JOAQUIN DE MARICHALAR. — NARCISO MONTERO DE ESPINOSA. — DAMASO ECHEVERRIA, — JUAN CANCIO MENA, — SERAFIN MATA Y ONEGA.

PIÈCE VIII

PROCLAMATION DU GÉNÉRAL MENDIRI

A LA NOUVELLE DU PRONUNCIAMIENTO

DE MARTINEZ CAMPOS EN FAVEUR D'ALPHONSE XII

Volontaires,

L'armée ennemie vient de commettre un nouveau forfait ; elle a trahi une fois de plus ses serments ; elle a trahi ses compromis ; elle a brisé ce code sacré sans lequel son existence devient impossible. — Si dans cette armée il y a encore quelqu'un qui ait une ombre de dignité, il doit toujours rougir de honte.

Avec la proclamation du fils de Dona Isabel faite par un parti qui a déjà gouverné notre pays et n'a pas su lui éviter les malheurs qui le désolent, puisqu'il a été celui qui a le plus contribué à anéantir sa foi, détruire sa dignité et ses trésors, l'ennemi n'augmente pas en force ; mais, au contraire, il s'affaiblit, car si, sous le drapeau de la République, il s'est montré uni, avec celui qu'il vient de lever, aussitôt que les partis extrêmes seront sortis de l'espèce de stupeur où les a plongés cet événement, et qu'ils verront qu'ils sont déchus et que leurs ennemis de toujours sont les seuls qui s'asseoient à la table du festin, la guerre qu'ils déclareront au gouvernement sera une guerre à mort.

C'est maintenant que l'armée révolutionnaire pourra, comme vous autres, crier : *Vive le Roi !* mais elle ne défendra pas l'institution monarchique pure, ni le roi légitime, mais bien une monarchie abâtardie par le libéralisme, et un roi enfant et faible qui ne servira avec son titre que de couverture à ses gouvernants pour commettre toute espèce de crimes. Cette armée-là pourra aussi, comme vous autres, crier : *Vive la Religion !* mais elle ne défendra pas la religion de ses pères, elle défendra la secte catholique libérale que Notre Saint-Père le Pape Pie IX proclame beaucoup plus mauvaise que la démagogie la plus effrénée et la plus impie.

Peut-être, criera-t-elle, comme vous : *Vive l'Espagne !* elle ne veut pas cette Espagne qui fut jalousée du monde entier, elle la veut morcelée et dépouillée du manteau de son ancienne gloire. — Peut-être ce gouvernement auquel cette armée a offert ses services vous offre à vous aussi de vous garantir vos *fueros*, garanties que nous donnaient les vénérables traditions de ce noble pays : c'est une promesse hypocrite qu'ils ne rempliront pas, ne croyez nullement à ces cris, offres, promesses ; ce sont des hommes sans dignité, sans conscience, qui vous les adressent, car ils n'ont d'autre mobile dans leurs actes que celui d'assouvir leurs ambitions par la ruine de la patrie.

Ceux qui depuis cinquante ans ont toujours prêché la paix, et n'ont jamais laissé écouler une année sans faire un *pronunciamiento*, une semaine sans rébellion, ce sont ceux qui prêchant moralité, économie, ont volé les biens des églises dus à la bienfaisance des peuples, et les biens communaux, grevant ainsi la nation d'une dette énorme qu'il lui est impossible de payer.

Pour vaincre l'ennemi, sous cette nouvelle phase, vous n'avez pas besoin de grands efforts, vous n'avez qu'à conserver la foi que vous inspire la sainte cause que nous dé-

fendons, garder la douceur de vos mœurs, l'obéissance à vos supérieurs, cette valeur qui fait l'admiration de toute l'Europe.

Avec ces vertus, soyez assurés que nous détruirons nos ennemis et que nous placerons sur le trône de ses aïeux le Roi légitime d'Espagne, le Roi chevalier, notre souverain bien-aimé D. Carlos VII.

Volontaires, Vive le Roi!

TORCUATO MENDIRI.

Puente-la-Reina, 8 janvier 1875.

PIÈCE IX

LETTRE DE L'ÉVÊQUE D'URGEL

AU ROI D'ESPAGNE

A L'OCCASION DU PRONUNCIAMIENTO DE MARTINEZ CAMPOS

PROCLAMANT ALPHONSE XII

Sire,

Le manifeste adressé par V. M. aux Espagnols à l'occasion de l'usurpation de l'Infant d'Espagne Don Alphonse de Bourbon a vivement réjoui tous les bons Espagnols, et, je crois, atterré tous les méchants.

Il a confirmé ma conviction profonde que Votre Majesté a reçu du Très-Haut la mission de tuer la Révolution et d'en poursuivre les restes jusqu'à Jérusalem.

Dieu soit béni et glorifié, et que V. M. soit mille fois félicitée comme le ministre privilégié du Dieu des armées.

Je considère ces dernières et éclatantes victoires, pour lesquelles nous avons rendu grâces à Dieu dans nos églises, et qui ont été saluées par nos Catalans avec des acclamations frénétiques, comme le prix de cette grande foi et de ce grand courage qui vous feront nommer *Carlomanno*.

Je viens, Sire, déposer à vos pieds mes chaleureux respects et félicitations. — Si je suis le dernier de vos prélats, je suis aussi le plus fidèle de vos vassaux.

Sire,

Aux pieds de Votre Majesté,

JOSÉ, *évêque d'Urgel.*

PIÈCE X

RÉPONSE DE S. M. DON CARLOS VII

Monsieur l'Evêque,

J'ai reçu les félicitations que vous m'adressez le 12 février, et dont je vous remercie de toute mon âme.

Le Manifeste que j'ai adressé aux Espagnols à l'occasion de l'élévation de don Alphonse au trône de mes ancêtres n'est pas une protestation, mais bien un avertissement donné à ma chère patrie des périls qui la menacent et des catastrophes qui l'attendent.

Don Alphonse n'est que la Révolution déguisée sous la pourpre royale, et l'impiété couverte du manteau de la foi chrétienne, afin de mieux exploiter les sentiments catholiques et monarchiques du peuple espagnol !

Je crois, comme vous, Monsieur l'Evêque, que Dieu veut que je tue la Révolution qui plonge notre Eglise dans la douleur et cette nation chevaleresque dans la honte et la ruine.

Je sens en moi le courage nécessaire pour poursuivre une si noble tâche, et la foi la plus profonde de la mener à bien.

Avec l'aide de Dieu et la bravoure de mes armées, mon drapeau, qui est déjà la terreur de la Révolution, deviendra un jour prochain un emblème de paix, et, dans ses plis,

viendront se réfugier les croyances de mon peuple, la vraie liberté et la civilisation chrétienne.

Nos constantes victoires me font espérer que Dieu a écouté mes prières; les vrais Espagnols partagent, j'en suis sûr, ma conviction, et continueront à lui demander le triomphe de ma cause, qui est celle de tous les peuples chrétiens.

Que Dieu vous garde, Monsieur l'Evêque; ainsi que votre affectionné,

CARLOS.

Quartier royal d'Estella 4 mars 1873.

PIÈCE XI.

ADRESSE DU MARÉCHAL ELIO AU ROI

A L'OCCASION DE LA FÊTE DES ROIS (1875)

Sire,

Ne pouvant, à l'occasion de la fête des Rois, avoir l'insigne honneur de présenter personnellement mes félicitations à Votre Majesté, au nom du capitaine général et des commandants de toutes les provinces, je remplis ici ce devoir, si cher à mon cœur, et suis avec bonheur l'interprète de tous ces vaillants carlistes, en commençant par ceux qui servirent vos augustes grand-père et oncle, et finissant par leurs fils et petits-fils, qui sont tous au service de Votre Majesté.

Tous, Sire, renouvellent, en ce jour, et surtout en présence des événements actuels, leur inébranlable résolution de combattre les ennemis de Votre Majesté, quel que soit le nom qu'ils prennent ou le gouvernement qu'établisse une armée, qui sera toujours et quand même une armée révolutionnaire.

Un nouveau *pronunciamiento* a changé le nom de l'armée républicaine, qui paraît vouloir rétablir la monarchie. Ceux-là qui firent tomber du trône et chassèrent de l'Espagne la femme qui les avait comblés d'honneurs et de richesses, qui voulurent la déshonorer et s'emparèrent du pouvoir, ceux-là

qui, après avoir mendié dans toute l'Europe un roi, livrèrent le trône de Charles-Quint à un prince de la maison de Savoie, pour le forcer ensuite à l'abandonner; ceux-là qui, après l'avoir eux-mêmes proclamée, renversèrent la République à coups de baïonnettes pour établir une dictature; ceux-là viennent encore, nouveaux prètoriens, de congédier leur dictateur et prétendent placer sur le trône le fils de Dona Isabel, jadis indignement trahie et abandonnée par eux, croyant pouvoir donner ainsi plus d'éclat aux grades et aux honneurs que la Révolution leur a prodigués.

Ce nouveau *pronunciamiento*, Sire, aura tôt ou tard le même résultat que les précédents. La logique de la Révolution est inflexible, et malgré tous ses efforts pour montrer à l'Europe qu'il est le représentant de la monarchie et de l'ordre, ce gouvernement tombera comme les autres, après avoir pourtant donné aux nations européennes un spectacle qui sera le digne pendant de ceux que leur ont offerts Serrano, Castelar, le prince Amédée et les autres.

Sire,

Au nom de l'armée de Votre Majesté, comme le plus ancien défenseur de la Légimité, j'ai l'honneur de réitérer en ce jour, et en présence de ce nouveau *pronunciamiento*, les sentiments de fidélité et de dévouement des généraux, chefs, officiers et volontaires des armées royales des provinces du Nord et de la Castille, et des bataillons d'Aragon et des Asturies qui combattent auprès de Votre Majesté.

Daignez, Sire, accepter les vœux que nous faisons tous pour le triomphe de la cause de Votre Majesté, qui est celle de Dieu et de la Patrie. En combattant comme par le passé, nous prions le Roi des rois de nous venir en aide, et j'ai la ferme confiance que si nous le méritons, il fera triompher

la sainte cause que nous défendons et que Votre Majesté représente si dignement.

Sire,

A. P. de V. M.

JOAQUIN ELIO.

Durango, 6 janvier 1875.

PIÈCE XII

ÉTAT DES FORCES EN HOMMES, CANONS

DE LA FLOTTE ALLEMANDE APPELÉE DANS LES EAUX ESPAGNOLES
AU COMMENCEMENT DE 1875.

CANONNIÈRES DE 1 ^{re} CLASSE.	Tonneaux.	Chev.-vap.	Canons.	Equipages.
<i>Nautilus</i>	601	600	4	150 hom.
<i>Albatros</i>	601	600	4	150 —

CORVETTES A VAPEUR.

<i>Augusta</i> .	1.550	1.300	10	230 —
<i>Victoria</i> .			de 17 c.	
<i>Louis</i>	1.550	1.300	10	230 —

CANONNIÈRES DE 2^e CLASSE.

<i>Comète</i>	326	320	3	64 —
<i>Dauphin</i>	326	250	3	64 —
<i>Dragon</i>	326	250	3	64 —
Totaux. . . .	3.280	4.620	54	952 hom.

PIÈCE XIII

NOTE DES SOLDATS DE L'ARMÉE CARLISTE

QUI ONT ÉTÉ FUSILLÉS

OU ASSASSINÉS PAR L'ARMÉE ENNEMIE DEPUIS L'EXÉCUTION

DU COLONEL CARLISTE LOZANO

(10 DÉCEMBRE 1874, JUSQU'AU 15 AVRIL 1875)

DANS LE CENTRE	Officiers ou volon ^a ires.
Dans le bourg de Nuevos	2
A Badenas	2
A Campillo	7
A Pancrudo	21
A Oliete	
A Albalate	
A Lamata	
A Alcorisa	
Près Mora de Ebro	6
A Huesa	14
DANS LA NAVARRE	
A Murillo des Cuende	2
A Larraga	3
Près de Tafala	2
A Saint-Martin de Unx	1
Dans le même bourg	8
Total	68

D'après les pièces qu'on possède à la commanderie générale de l'armée royale du Nord, les 68 chefs, officiers ou volontaires ont été fusillés après s'être rendus ; les uns et les autres ont été horriblement assassinés et mutilés ; la plupart ont été massacrés après s'être livrés sous la garantie de la parole d'honneur de l'ennemi, qui s'était engagé à respecter leurs vies.

PIÈCE XIV

COMMISSION GÉNÉRALE DES ÉCHANGES DES PRISONNIERS CARLISTES

*Rapport présenté par le Commissaire général D. LUIS
DE TRELLES Y NOGUERAS*

Dûment autorisé, je propose l'échange général des prisonniers, d'après les règles suivantes :

1. — Seront compris dans l'échange tous les prisonniers qui n'ont pas commis des délits de droit commun sans connexité avec l'état de guerre, suivant l'usage des peuples civilisés.

2. — Dans l'échange seront compris les prisonniers carlistes qui se trouvent dans la péninsule et les provinces d'outre-mer, les deux parties devant tenir compte à cet égard des considérations de patriotisme qu'impose l'état de guerre existant dans l'île de Cuba, et de la nécessité de conserver à tout prix à l'Espagne ces précieux joyaux de l'antique monarchie.

3. — On divisera pour les opérations d'échange le territoire de l'Espagne en trois zones ou lignes, savoir : celle des provinces vascongades et de la Navarre, celle de Catalogne et celle de Valence et Aragon, la dernière pouvant se sub-

diviser si le commissaire carliste et le capitaine général de l'un et l'autre district tombent d'accord à ce sujet.

4. — Les prisonniers carlistes de Galice, Asturies, Léon, Valladolid, Burgos, Palencia, et ceux des résidences de Miranda de Ebro, Bilbao, Santander, et enfin des provinces vascongades et de la Navarre seront conduits aux frais du gouvernement de Madrid au point le plus rapproché possible de celui que désignera pour l'accomplissement de l'échange le général en chef de l'armée libérale du Nord ou le gouvernement de Madrid, d'accord, dans l'un et l'autre cas, avec le commissaire carliste.

En ce qui touche les échanges relatifs à la Catalogne, les prisonniers de ce pays seront conduits à Barcelone ou au point que désignera le général en chef ou le capitaine général respectif, d'accord avec le commissaire carliste; cette disposition s'applique à tous les Catalans qui se trouvent dans les prisons et le préside de Saragosse et dans les résidences des quatre provinces de l'ancienne principauté. Pour les échanges de Valence et d'Aragon, les prisonniers seront conduits à Saragosse ou à Valence respectivement, et comme il vient d'être dit, au point déterminé dans les limites indiquées, si cette ligne n'est point subdivisée, ceux des îles Baléares seront conduits à Valence.

Seront compris dans l'échange et seront de même conduits, aux frais du gouvernement, au point le plus rapproché de celui où l'échange doit être effectué, les carlistes prisonniers, en quelque endroit de l'Espagne qu'ils se trouvent, qui seront désignés par le commissaire carliste ou manifesteront le désir de se rendre sur un point ou un autre, la désignation devant toujours être faite d'avance.

5. — Le commissaire carliste se charge, de son côté, de réunir à Estella ou dans celle des localités occupées par les carlistes qui sera la plus rapprochée de l'endroit désigné pour l'échange, les prisonniers libéraux qui doivent être

échangés pour la Navarre et les provinces vascongades ; la même chose se fera à Olot ou en un autre point convenu pour la Catalogne, et suivant ce qui sera réglé avec les capitaines généraux d'Aragon et de Valence pour les échanges du Centre.

6. — Sous le bénéfice de ces observations préliminaires, on procédera à l'échange régulier, chaque partie ayant à faire conduire ses prisonniers à l'endroit convenu sous les ordres d'une personne civile ou militaire désignée par les chefs respectifs des armées avec listes et reçus en double, dont un exemplaire pour l'état-major respectif, et l'autre pour être envoyé, suivant le cas, au ministère de la guerre et au commissaire carliste, qui auront à effectuer à Madrid la liquidation générale.

7. — Ceux qui viendront de Cuba seront conduits aussi dans une des lignes ci-dessus, qui sera désignée préalablement par le commissaire, carliste, aussitôt qu'il aura eu connaissance de la liste des prisonniers.

8. — Pour les cas douteux, on s'entendra de commun accord, et, s'il est nécessaire on recourra à l'arbitrage d'un tiers qui sera nommé par les deux parties.

9. — Les blessés, employés du service sanitaire et chapelains qui ne portent pas les armes, seront échangés sans équivalent.

10. — Ce sera une base invariable pour l'avenir qu'il ne sera point pris, de part ni d'autre, à l'égard des prisonniers, de résolutions extrêmes, à titre d'exception, sans le consentement préalable de l'autre partie et arbitrage en cas de nécessité.

11. — L'échange se fera en juste et égale proportion du nombre des prisonniers que présentera chaque partie ; et les excédants demeureront dans les mêmes dépôts jusqu'à un nouvel échange. Mais quand un arrangement interviendra à ce sujet, il pourra se faire dans une zone des échanges des

prisonniers à compenser dans une autre, bien que cela ne puisse être exigé par l'une ou l'autre partie, et beaucoup moins encore par celle qui se trouverait favorisée.

12. — En ce qui concerne les officiers, l'échange se fera de grade à grade dans toutes les catégories, emplois et classes, et il aura lieu suivant le rang respectif de chacun s'il est possible ; pour les équivalents, on suivra l'échelle suivante :

Pour un alferez	2 soldats.
— lieutenant	3 —
— capitaine	4 —
— commandant	6 —
— lieutenant-colonel	7 —
— colonel	8 —
— brigadier	10 —
— maréchal de camp	12 —

13. — Les prisonniers qui, par quelque circonstance que ce soit, ne pourront être présentés au jour convenu pour l'échange, et à qui s'appliqueront sans difficulté les conventions, seront compris dans des échanges supplémentaires, suivant accord entre les deux parties. Moyennant qu'il soit procédé de même façon, d'autres échanges pourront s'accomplir lorsqu'il y aura lieu, d'après les mêmes bases et dans chacune des zones ou lignes déterminées dans la règle 3.

14. — Pour le dépôt des prisonniers, on fixera d'un commun accord des points ou localités sans importance militaire qui seront scrupuleusement respectés comme neutres et en vue de les rendre plus sûrs et plus commodes pour cet objet.

15. — La localité ou le point désigné pour vérifier les échanges sera neutralisé pour cette seule fois durant le

temps des opérations qu'ils motiveront, et sera ensuite remplacé dans l'état antérieur.

16. — Est accordé à la date actuelle un échange général de prisonniers pour lequel serviront les présentes règles; les mêmes règles seront appliquées à tous les échanges futurs, généraux ou partiels, durant un délai de six mois, qui sera prolongé de fait, si, avant qu'il soit écoulé, une des parties ne manifeste aucune intention contraire.

17. — Le commissaire carliste pour les échanges et autres fonctions d'humanité pendant la guerre jouira de l'immunité personnelle pour tous les effets de sa charge; ce privilège s'étend à sa correspondance et aux documents nécessaires pour la rendre effective, soit dans le lieu de sa résidence, soit dans les voyages qu'il jugera nécessaires à cette fin. Cette immunité, en ce qui touche à la personne, est concédée aux délégués qu'il nommera au cours de sa mission d'accord avec l'autre partie. La même immunité appartiendra à la personne non militaire qui sera désignée dans le camp carliste, pour des fins analogues, en remplacement et avec l'assentiment dudit commissaire.

18 — En vertu de ce qui est établi dans la 9^e règle, les hôpitaux et les individus faisant partie de la Croix-Rouge, association dont la résidence est dans le camp libéral, comme les hôpitaux et individus appartenant à la Caridad, association analogue établie dans le camp carliste, jouiront de l'immunité et seront respectés par les deux armées, à condition que les personnes auxquelles cette règle se réfère portent l'uniforme ou le costume de leur institut respectif.

19 et dernière. — L'acceptation de cette proposition signée par le sous-secrétaire de la guerre du gouvernement de Madrid, en deux exemplaires, dont un pour chaque partie, implique la réciproque obligation d'honneur de tenir ce *convenio* pour valable, et de lui faire produire tous ses

effets; et, en conséquence, les ordres nécessaires seront donnés par chacun dans son camp.

Madrid, 9 février 1875.

Le Commissaire général des échanges des prisonniers carlistes,

LUIS DE TRELLES Y NOGUERAS.

Ici un sceau portant : Commission de défense et protection des prisonniers carlistes. — *Comisión de defensa y amparo de presos y prisioneros carlistas.*

Sont acceptées les règles qui précèdent avec les additions suivantes :

1^o En thèse générale seront préférés en vue de l'échange, les prisonniers les plus anciens.

2^o La désignation des dépôts de prisonniers de notre armée sera faite, si le général en chef le juge convenable, par cette autorité, d'accord avec l'autre partie, et si lesdits points ne sont pas actuellement fortifiés, ils ne pourront l'être tant qu'ils auront cette destination.

3^o Le délai de six mois auquel se réfère la règle 16^e, pourra être réduit d'après des circonstances spéciales, à la demande d'une des parties.

Madrid, 18 février 1875.

Le Sous-Secrétaire,

MARCELO DE ARCA DE NAGA.

Ici un sceau portant :
Ministère de la guerre.

Pour copie conforme :

LUIS DE TRELLES Y NOGUERAS.

Ici un sceau portant :
Commission de défense, etc.

Pour copie : JOVELLAR.

Sceau du ministère de la guerre.

Pour copie : GENERO QUESADA.

Sceau portant :
Armée du Nord. Etat-major général.

PIÈCE XV

CONVENTION

POUR L'ÉCHANGE DES PRISONNIERS

Les capitaines généraux et généraux en chef des deux armées belligérantes en ce principat, autorisés en due forme par leurs gouvernements respectifs (*sus respectivos gobiernos*), ont convenu ce qui suit :

Pour l'échange des prisonniers :

1° Les deux cent quarante-deux prisonniers dont est redevable l'armée alphonsiste (*ejército alphonsino*), d'après l'aveu du ministre de la guerre lui-même, seront rendus à l'armée royale (*ejército real*) aussitôt que le susdit ministre en transmettra l'avis opportun au capitaine général. Néanmoins, ceux qui sont aujourd'hui dans les dépôts respectifs seront l'objet d'un échange immédiat.

2° Les prisonniers qui seront présentés à l'échange par les deux armées ne pourront être pris dans la classe civile. Ils devront avoir figuré dans l'armée active de leur parti respectif.

3° L'échange aura lieu catégorie par catégorie et classe par classe. Toutefois, désirant donner à l'échange le plus d'étendue possible et faire profiter de ses avantages tous ceux qui, dans l'un ou l'autre camp, se trouvent aujourd'hui ou se trouveront à l'avenir dans la triste condition de prison-

niers, les deux généraux (*ambos generales*) s'adresseront chacun de leur côté à leur gouvernement respectif, pour stipuler les proportions dans lesquelles devront être compensées les catégories et les classes, en précisant le nombre d'individus qui devront être livrés pour chaque officier général particulier qui se trouve ou se trouvera dans la situation de prisonnier.

4° Si l'armée alphonсистe n'a pas un nombre suffisant de prisonniers de l'armée royale de ce principat, elle pourra présenter à l'échange des prisonniers carlistes des armées du Nord ou du Centre, sous la condition formelle de présenter les hommes eux-mêmes ou de produire une pièce établissant qu'ils ont été remis aux généraux des susdites armées. Il est toujours entendu que ces prisonniers ne devront point appartenir à la classe civile dont il a été dûment parlé dans ce document.

5° Les *somatenes* pris les armes à la main seront considérés, pour ce qui a trait à l'échange, comme appartenant à l'armée active.

6° Ne jouiront pas du bénéfice de l'échange ceux qui volontairement ont abandonné ou abandonneront les rangs pour désertre au camp ennemi.

7° L'échange se fera après avoir accompli les formalités et suivant les règles prescrites par l'ordonnance.

8° Tout ce qui est stipulé dans cette convention doit être observé strictement sans changement ni modification, jusqu'au quinzième jour qui suivra la dénonciation qui pourra être faite par chacune des parties.

9° Les deux généraux se réservent le droit de modifier les articles du présent accord suivant les deux gouvernements (*los dos gobiernos*), dans le projet d'échange général qui se négocie entre eux.

Les deux généraux engagent leur parole d'honneur d'accomplir ce qui vient d'être stipulé, et dans ce but ils signent

en double le présent contrat et le scellent du sceau de leur office.

Quartier général de Suria, 13 février 1875.

*Le lieutenant général, commandant en chef
l'armée royale carliste,*

RAFAEL TRISTANY.

Barcelone, 25 février 1875.

*Le lieutenant général, commandant en chef
l'armée royale alphonsiste,*

ARSENIO MARTINEZ CAMPOS.

Pour copie conforme :

Le brigadier en chef,

ALEXANDRO ARGUELLES.

Place du sceau royal.
Dios, Patria y Rey.

Place de sceau alphonsiste.
*Armée de Catalogne.
État-major général.*

Les capitaines généraux en chef des deux armées belligérantes...

En ce qui touche aux malades et blessés :

1° Les malades et les blessés seront en tout lieu respectés et secourus mutuellement par les parties belligérantes.

2° Les populations restent libres d'établir les hôpitaux pour soulager le sort des malades et blessés des deux camps.

3. Il sera rendu un ordre général dans les deux armées, commandant l'accomplissement des articles précédents et menaçant ceux qui pourraient les enfreindre. Cet ordre s'étendra aux volontaires mobilisés de l'armée alphonsiste. Les deux généraux donnent leur parole d'honneur de l'exécuter et de veiller à son exécution.

4° Les malades et les blessés pourront être envoyés par les deux généraux aux bains minéraux, pourvu qu'ils soient nantis d'un passeport du général de l'armée à laquelle ils appartiennent.

5° Tous les frais occasionnés par les malades ou les blessés dans les hôpitaux seront religieusement acquittés par l'armée d'où ils viennent.

6° Lorsqu'ils seront rétablis, il ne pourra être apporté aucun empêchement à leur départ pour leur armée respective. Le bulletin de sortie d'hôpital ou un certificat de l'alcade leur servira de sauf-conduit, jusqu'au premier corps de troupe de leur camp qu'ils rencontreront.

7° Tout ce qui est stipulé dans cette convention doit être observé strictement, sans changement ni modification jusqu'au quinzième jour qui suivra la dénonciation qui en pourra être faite par chacune des parties.

Les deux généraux engagent leur parole d'honneur d'accomplir ce qui vient d'être stipulé, et, dans ce but, ils signent en double le présent contrat et le scellent avec le sceau de leur office.

25 février 1875.

R. TRISTANY,

MARTINEZ CAMPOS,

Sceau du roi Don Carlos VII.

Sceau du gouvernement de Catalogne.

PIECE XVI

A Messieurs les Présidents des Conseils d'administration des chemins de fer et à Messieurs les Présidents des Chambres de commerce d'Espagne et de l'étranger.

Monsieur le Président,

Il y a environ deux mois que le gouvernement du roi Charles VII, mon auguste maître, et le gouvernement alphonse, à la demande de la Compagnie du chemin de fer du Nord, étaient tombés d'accord pour admettre en principe la libre circulation des trains entre Miranda et Iran, à la condition que ces trains ne transporteraient ni troupes, ni armes, ni munitions, ni matériel de guerre d'aucune sorte.

La neutralisation de la voie ferrée ainsi admise en principe, le secrétaire d'Etat au département des finances, sous-signé, et S. Exc. le lieutenant général D. Antonio Mogrovejo, délégués pour le Roi, et MM. Ibarrola et Polack, administrateurs de la Compagnie du Nord, devaient se réunir au quartier royal, à l'effet de discuter et arrêter les mesures militaires et les conditions financières qui auraient permis de rétablir la libre circulation sur la ligne.

Suivant ce qui avait été fixé et arrêté d'un commun accord entre les délégués du Roi et les représentants de la compagnie, les négociations devaient commencer le 23 avril dernier. Vainement, MM. Ibarrola et Polack ont été atten-

tendus pendant près d'un mois au quartier royal, et jusqu'au moment où la Compagnie du Nord, par l'organe de M. Isaac Pèreire, avoua son impuissance à passer outre, parce que le gouvernement alphonsiste ne voulait plus tenir l'engagement qu'il avait pris vis-à-vis d'elle. Dès ce moment, le gouvernement de Sa Majesté a repris sa pleine et entière liberté d'action.

Tels sont, monsieur le président, les faits indéniables que j'ai l'honneur de porter à votre connaissance, afin que le commerce et l'industrie, dont vous êtes le représentant naturel, sachent bien que le gouvernement alphonsiste est seul responsable aujourd'hui de l'interruption du chemin de fer du Nord de l'Espagne.

Mais je ne croirais pas remplir entièrement mon devoir si je me bornais à exposer ces faits. Il me paraît juste et nécessaire d'examiner en détail quelle a été dans cette circonstance :

- 1° La conduite du gouvernement alphonsiste ;
- 2° La conduite de la Compagnie du chemin de fer du Nord ;
- 3° La conduite de S. M. le roi Charles VII, mon auguste maître.

I

CONDUITE DU GOUVERNEMENT ALPHONSISTE

Pourquoi M. Canovas del Castillo, président du conseil, et M. le général Jovellar, ministre de la guerre, après avoir admis la neutralisation de la voie ferrée entre la frontière française et l'Ebre, n'ont-ils pas voulu tenir leur engagement ? Pourquoi ont-ils empêché les représentants de la Compagnie du Nord de négocier avec les délégués de Sa Majesté ?

Il faut avouer que le gouvernement alphonsiste est tombé dans son propre piège, s'il n'a admis cette neutralisation que dans l'espérance que le Roi manquerait à sa parole.

D'autre part, le gouvernement du Roi a su que plusieurs généraux alphonsistes de l'armée du Nord, à la nouvelle de l'accord intervenu, avaient protesté auprès du général en chef en lui disant, qu'après les conventions relatives aux prisonniers et aux blessés, en vertu desquelles les carlistes étaient reconnus comme belligérants, il leur semblait impossible de faire un pas de plus dans la voie de cette reconnaissance. C'est en ce moment, que le général Quesada, commandant en chef de l'armée de Nord, est parti pour Madrid, laissant par *intérim* le commandement de l'armée au général Loma.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement alphonsiste est enserré entre sa mauvaise foi ou l'aveu public de son impuissance à faire respecter ses engagements, devant les représentations d'une armée indisciplinée et découragée.

II

CONDUITE DE LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU NORD

La Compagnie du chemin de fer du Nord a pris, dès le commencement de la guerre, une attitude offensive, et cela sous toutes les formes : par les armes, par la voie de la presse et par le concours financier qu'elle a prêté à tous les régimes révolutionnaires qui, depuis trois ans, se sont succédés, à Madrid : — Monarchie étrangère d'Amédée, — République unitaire, — République fédérale et cantonaliste, — Dictature de Castelar, — Dictature de Serrano, — et gouvernement alphonsiste.

Par les armes. — La Compagnie du Nord a armé son personnel, fortifié ses gares, stations, têtes de tunnel et jusqu'à ses locomotives. M. Pirels, son ingénieur en chef, par décret inséré dans la *Gazette officielle* de Madrid, a été nommé grand-croix du Mérite militaire, pour services de guerre.

Par la voie de la presse. — Il est de notoriété publique que M. Isaac Péreire, président du comité de direction de Paris, rédige lui-même la *Semaine financière, industrielle et commerciale*, qui paraît chaque lundi dans le journal la *Liberté*.

Il nous serait très-facile de citer les assertions erronées sorties de cette plume, depuis plus de deux ans, contre la cause du Roi. Nous nous contenterons d'en citer une seule, non parce qu'elle est l'une des plus graves, mais parce qu'elle est la plus récente et par conséquent la plus répréhensible. M. Isaac Péreire écrivait dans la *Semaine financière, industrielle et commerciale*, du lundi 19 avril dernier : « La tendance à la hausse sur les actions du chemin de fer » du Nord est manifeste; elle est en quelque sorte dans l'air, » tant on a confiance dans l'avenir de cette grande affaire... » Et plus loin : « Ajoutons que la guerre civile » est bien près de toucher à son terme. Le Prétendant ne » saurait tenir longtemps la position en présence de la dissolution, chaque jour plus complète, de son armée, et il » y a lieu d'espérer la réouverture du chemin de fer du » Nord pour une époque peu éloignée. »

Or, quand M. Isaac Péreire s'exprimait ainsi, il y avait à peine quarante-huit heures qu'il connaissait l'adhésion du roi Charles VII à la neutralisation, admise en premier lieu par le gouvernement de Madrid. Comment expliquer que M. Isaac Péreire défigure ainsi la vérité, au moment même où la Compagnie du Nord vient d'obtenir une faveur qui lui a été généreusement accordée par le Roi? Comment qualifier un pareil procédé? A leur tour, les administrateurs de la

Compagnie, qui résident à Madrid, ont fait insérer ou laissé insérer, sans le démentir, dans la *Epoca* du lundi 10 mai, un avis ainsi conçu, 1^{re} page, *in fine* : « La Compagnie du chemin de fer du Nord nie que les carlistes aient autorisé la circulation des trains sur toute la ligne, et affirme que les carlistes ont seulement promis de respecter la voie, à la condition qu'aucune locomotive ne circulera entre Miranda et Hendaye. »

Par concours financier. — Le gouvernement alphonse et les gouvernements révolutionnaires qui l'ont précédé ont mis l'Espagne en état de faillite. La rente espagnole n'est pas payée depuis deux ans. Le trésor de Madrid est vide, et en Catalogne, en Aragon, dans le royaume de Valence, dans les deux Castilles, dans la Navarre, dans les provinces basques, partout la victoire a déserté le drapeau alphonse.

Toutes les recettes du budget réunies ne suffisent pas à payer les frais de la guerre. Les journaux ministériels comme la *Epoca* et la *Correspondencia* se chargent de nous apprendre que le paiement des fournitures de l'armée est aujourd'hui même en retard, à Madrid, pour une somme de seize millions. Que doit-il donc arriver dans les autres provinces ?

Dans ces conditions, toutes les places de l'Europe lui sont fermées pour émettre un emprunt, et cependant certains administrateurs de chemins de fer du Nord n'hésitent pas à favoriser des emprunts qui creusent davantage l'abîme financier dans lequel l'Espagne est plongée. Je suis autorisé par le Roi à déclarer que jamais il ne reconnaîtra de pareils emprunts.

Nous devons faire remarquer que M. Alonso Martinez, président du conseil d'administration du chemin de fer du Nord, s'occupe plus que jamais de politique, en ce moment.

Les journaux de Madrid se chargent de nous l'apprendre.

Cela enlève nécessairement au président de la Compagnie une bonne part de sa liberté d'action vis-à-vis du gouvernement alphonsiste. Pourquoi enfin la Compagnie du Nord ne nous a-t-elle pas déclaré franchement, — dès qu'elle l'a su, — que le gouvernement alphonsiste ne voulait plus exécuter l'engagement qu'il avait pris, au lieu de nous expliquer pendant près d'un mois le retard de ses représentants par des difficultés de voyage imaginaires, quand elle savait que des ordres avaient été spécialement donnés aux avant-postes carlistes pour recevoir MM. Ibarrola et Polack, et au besoin favoriser leur voyage ?

III

CONDUITE DU GOUVERNEMENT DU ROI CHARLES VII

Combien est différente la conduite du Roi, mon auguste maître ? Il y a déjà plus d'un an qu'il a autorisé la Compagnie du Nord à réparer tous les dégâts causés par les nécessités de la guerre, de telle sorte que, dans le délai de vingt-quatre heures, la circulation des trains de voyageurs et de marchandises sur la voie ferrée, peut être rétablie entre Hendaye et Madrid.

En outre, dès qu'il a engagé sa parole de Roi, dès qu'il a accepté, à son tour, le principe de la neutralisation de la ligne entre la frontière française et l'Ebre, voici les différentes mesures administratives et militaires qui été prises par son ordre :

1^o S. E. le comte de Belascoain, directeur général des communications, adresse, en date du 19 avril, une circulaire aux députations des provinces traversées par le chemin de fer, pour les inviter à rappeler aux populations le res-

pect qui est dû à la voie ferrée, aux stations et au matériel de toute sorte, sous peine d'être poursuivi devant les tribunaux compétents.

2° La députation de la province de Guipuzcoa adresse une circulaire dans ce sens à tous les alcades (maires). Cette circulaire est affichée à la porte de tous les ayuntamientos (mairies) et publiée suivant l'usage adopté pour la publication des actes de l'autorité.

La députation du royaume de Navarre adresse, en date du 23 avril dernier, une circulaire à tous les alcades, et les mêmes mesures que dans le Guipuzcoa sont prises dans ce royaume.

Ces trois circulaires ont été publiées dans la partie officielle du journal intitulé le *Cuartel Real*.

3° Enfin, S. Exc. le capitaine général duc d'Elio, ministre de la guerre, a adressé, en date du 27 avril, un ordre dans le même but à tous les commandants en chef des armées de Sa Majesté, aux gouverneurs et commandants d'armes. Cet ordre a été publié aussi dans la partie officielle du *Cuartel Real*.

Ces mesures ainsi exposées, il me paraît nécessaire de bien faire connaître une fois pour toutes la manière de voir de Sa Majesté sur la marche ou l'interruption des chemins de fer en temps de guerre. Il faut que la vérité finisse par triompher des épais nuages de mensonges et de calomnies amoncelés sur cette question par les Compagnies de chemins de fer, par la presse révolutionnaire, nous pouvons ajouter par la presse à demi-hostile, parce qu'elle est certainement mal éclairée et mal informée.

S. M. le Roi Charles VII ne connaît pas la sentimentalité vague et hypocrite du siècle ; à l'audace du mensonge il oppose la force de la vérité.

S'il est une mesure adoptée sans protestation depuis l'origine du monde et inscrite dans le code de la guerre chez

toutes les nations, c'est la mesure qui consiste à couper les routes en temps de guerre. Or, un chemin de fer n'est qu'une route, et pour tout homme judicieux et impartial qui se place au point de vue de la guerre, il ne peut y avoir aucune différence entre le fait d'intercepter un chemin de fer et le fait d'intercepter un simple chemin vicinal.

C'est pourquoi Sa Majesté le Roi, soucieux avant tout de la vie de ses volontaires, devait nécessairement inutiliser des engins aussi puissants que les chemins de fer, et ce n'est pas dans la patrie de Zumalacareguy qu'on subira jamais l'affront de voir les trains de chemin de fer circuler sans neutralisation préalable, comme on les a vus circuler dans des guerres récentes entre Berlin et les portes de Vienne et entre Berlin et les portes de Cherbourg.

En temps de guerre, quand on ne possède pas un chemin de fer, il faut savoir le conquérir, et quand on le possède, il faut savoir le conserver.

Les Compagnies de chemins de fer, et je m'adresse plus particulièrement à celles qui ont été constituées avec des capitaux provenant en majeure partie de l'étranger, doivent rester neutres, en temps de guerre civile. A l'avenir nous invitons les Compagnies à prendre notre manière de voir en très-sérieuse considération. Toutefois, Sa Majesté, qui se place toujours au point de vue le plus élevé et le plus généreux, continuera à tenir compte, dans une certaine limite, de la nécessité où sont les employés de chemins de fer de subir quelquefois la loi du plus fort.

Quant au passé, il faut tenir pour certain que les autorités royales n'ont jamais pris des mesures de rigueur, soit contre les Compagnies, soit contre les employés, qu'après leur avoir donné des ordres et qu'après s'être assurées que ces ordres étaient parvenus à leur connaissance.

Ajoutons, du reste, que Sa Majesté n'a fait, dans cette guerre, que ce qui s'est pratiqué avec une rigueur bien plus

grande dans la guerre de sécession, aux Etats-Unis, et avec cette différence qu'elle s'est toujours empressée d'adhérer à la neutralisation des voies ferrées, chaque fois qu'elle a été préalablement acceptée par le gouvernement alphonsiste.

C'est sur cette base que tous les chemins de fer de Catalogne circulent, en vertu de conventions signées par les généraux Raphaël Tristany et Martinez-Campos, commandants en chef des armées royale et alphonsiste dans ce principat, conventions qui sont religieusement observées.

Dans quelques jours doit être inaugurée dans le territoire carliste une nouvelle ligne de Barcelone à Vich. Bien plus, trois ou quatre cents ouvriers travaillent actuellement, sous la protection des autorités carlistes, à la construction du chemin de fer de Girone à la frontière française par les Pyrénées-Orientales.

Nous vous le demandons, monsieur le président : de quel côté se trouvent la mauvaise foi et l'abus des nécessités de la guerre, et de quel côté se trouvent l'humanité et la protection accordées au commerce et à l'industrie ?

Comment comprendre que le gouvernement alphonsiste autorise en Catalogne ce qu'il refuse aux provinces basques ? Comment comprendre surtout qu'après avoir donné sa parole, il la viole ?

Mais revenons à la conduite observée par Sa Majesté le Roi, notre auguste maître, dans la question relative à la circulation du chemin de fer du Nord. Sa Majesté était désireuse d'abord de donner au commerce et à l'industrie en général une preuve efficace de sa protection, et plus particulièrement à la France, malgré l'hostilité chaque jour croissante de son gouvernement, à cette nation sœur, dont les capitaux ont puissamment contribué à la construction du chemin du fer du Nord et au développement des voies ferrées en Espagne.

Elle avait à cœur de voir reprendre le travail dans les

manufactures et fréquenter, comme en pleine paix, les stations thermales et les établissements de bains de mer. Les travaux de la paix n'auraient pas fait concurrence à ceux de la guerre.

Sa Majesté voulait, en un mot, faire cesser ce nouveau blocus continental qui pèse sur l'Espagne par la faiblesse des puissances étrangères, parce que ces puissances se sont empressées, — sauf la Russie, — de reconnaître tous les gouvernements de fait qui s'installent à Madrid, et par conséquent encouragent toutes les révolutions.

Des commotions prochaines leur prouveront combien leur politique a été imprévoyante, et ces puissances, qui pour s'excuser, déclarent agir ainsi dans l'intérêt de la paix, reconnaîtront, mais trop tard, qu'elles ont amené la guerre par leur égoïste effacement.

Sa Majesté voulait prendre les mesures les plus favorables à l'importation comme à l'exportation, et favoriser le transit international.

Elle voulait ouvrir ses Etats à tout le monde et permettre aux amis comme aux ennemis de la Légitimité de prendre la calomnie et le mensonge sur le fait.

Ils auraient assisté à ces *juntas* générales, organisées d'après les *fueros*, et où le problème de la décentralisation est résolu depuis des siècles.

Ils auraient admiré une armée qu'ils savent vaillante, depuis longtemps disciplinée et munie de fusils perfectionnés, tels que Berdan réformés et Remington;

Une artillerie composée de canons Whitworth, Woolwich, Vavasseur, Krupp, sans compter ceux pris à l'ennemi ou fondus à l'arsenal d'Azpeitia;

Un service des postes et des télégraphes qui dessert le moindre village et nous met en vingt-quatre heures en communication avec Paris et Londres;

Le chemin de fer du Nord rétabli, pour service de guerre,

sur la partie de la ligne qui est occupée par nos forces entre Andoain et Salvatierra ;

Une université catholique à Onate ;

Un grand collège d'instruction secondaire à Vergara ;

Des écoles primaires, jusque dans les moindres hameaux, où l'instruction est donnée gratuitement sur les bases de la religion et d'après les meilleures méthodes d'enseignement ;

Des tribunaux, composés de juges intègres et instruits ;

Une administration des douanes, honnête et polie ;

Une police vigilante et pas tracassière ;

Des campagnes riantes et couvertes de moissons, comme avant la guerre, grâce à un système de congés, donnés tour à tour à chaque volontaire et grâce aussi à ces femmes énergiques et courageuses, habituées de tout temps aux durs travaux de l'agriculture, qui manient aussi facilement l'aya que le fuseau. Cela, nous le savons, fait l'étonnement de l'étranger, qui s' imagine qu'une grande partie de nos campagnes reste sans culture ; en venant parmi nous, il se serait convaincu de la parfaite exactitude de notre langage. En fait de dévastations et de ruines, on ne voit que les maisons froidement incendiées, au pétrole, à Oyarzun, Irun et Abarzuza par les troupes du général Loma.

Nous pouvons, du reste, invoquer le témoignage de ces nombreux étrangers de distinction, Français, Anglais, Russes, Autrichiens, Prussiens, Italiens et Américains, qui sont venus nous visiter. Nous invoquons surtout le témoignage des Anglais, protestants comme catholiques, dont l'esprit d'observation et de positivisme laisse peu de place à l'optimisme et à l'illusion.

Enfin, nous ne pouvons terminer ce tableau, sans parler du service des hôpitaux et des ambulances, fait par l'association catholique *la Caridal*, fondée et dirigée par S. M. la Reine Marguerite, qui pourrait prendre pour nouveau pré-

nom ce mot même de « Caridad » qu'elle a si bien conquis sur le champ de bataille d'Abarzuza. Cette association compte trente-deux hôpitaux dont deux surtout doivent être cités, Irache et Lesaca.

Voilà ce que S. M. le roi Charles VII pouvait montrer avec fierté aux amis comme aux ennemis de la Légitimité, et voilà précisément ce que le gouvernement de Madrid a voulu cacher, en manquant à sa parole.

Peu importe maintenant que l'engagement n'ait pas été exécuté; peu importe qu'il n'ait point passé du domaine de la parole donnée dans le domaine de l'action. Ce qu'il importe de constater, c'est que le gouvernement alphonsiste ne peut pas détruire l'effet moral de son engagement, en manquant à sa parole.

En résumé, nous croyons avoir bien établi pour le commerce européen et pour tous les esprits impartiaux :

1^o Que le Roi seul a tenu tous ses engagements et qu'il a même pris spontanément des mesures propres à en rendre l'exécution plus facile ;

2^o Que le gouvernement alphonsiste n'a pas tenu sa parole, et que sur lui avant tout pèse la responsabilité de ce qui arrive ;

3^o Que la Compagnie du Nord aurait dû au moins avoir le courage du silence et ne pas venir en aide à la mauvaise foi du gouvernement alphonsiste par des allégations qu'elle savait contraires à la vérité.

Dans ces circonstances, les actionnaires de la Compagnie du chemin de fer du Nord de l'Espagne pourront certainement demander des comptes sévères à leurs administrateurs pour leur conduite peu habile et peu correcte, et vous verrez, monsieur le président, quelles sont les mesures les plus opportunes que vous pourrez adopter pour mettre fin à un

pareil état de choses, dans l'intérêt du commerce et de l'industrie.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le secrétaire d'Etat au département des finances,

Comte DEL PINAR.

Au quartier royal de Tolosa, le 27 mai 1875.

PIÈCE XVII

DISCOURS

PRONONCÉ A LA CHAMBRE DES COMMUNES DE LONDRES

PAR M. O'CLÉRY, MEMBRE DE LA CHAMBRE

A L'EFFET

D'OBTENIR DU GOUVERNEMENT ANGLAIS LA RECONNAISSANCE

COMME BELLIGÉRANT

DU GOUVERNEMENT CARLISTE (10 JUIN 1875)

En réclamant de la Chambre la reconnaissance des droits de belligérance pour l'armée et les populations carlistes, et en introduisant la question comme éminemment digne d'occuper sa considération, je passerai en revue les incidents et les phases les plus saillantes du mouvement actuel en Espagne.

La lutte gigantesque, à laquelle nous assistons en spectateurs émus, a commencé il y a plus de trois ans, pendant le règne néfaste d'Amédée de Savoie. Elle a été inaugurée par une poignée de braves de Biscaye et de Catalogne.

Aujourd'hui, l'armée royale compte plus de 75,000 baïonnettes, troupes aguerries, armées disciplinées à l'égal de n'importe quelle armée européenne, et les généraux de Charles VII occupent, non-seulement l'intérieur des pro-

vinces basques, mais la Catalogne, l'Aragon, Valence et une grande étendue du littoral cantabrique, avec plusieurs ports de mer, occupation qui les met en relation politique avec toutes les puissances maritimes et donne une importance plus grande à leur reconnaissance.

Il faut, avant tout, constater le caractère permanent et durable de la guerre, et comprendre qu'il n'est pas ici question d'une insurrection passagère. Charles VII est reconnu et établi roi autant de fait, dans les provinces basques et autres, que don Alphonse à Madrid et dans le Midi. Un gouvernement civil a été organisé dans toutes les conditions légales et ordinaires, et il fonctionne sans entrave ni obstacle. On peut dire, en un mot, que les carlistes ont créé une nouvelle puissance en Europe, occupant encore, il est vrai, un territoire restreint, mais s'étendant et s'agrandissant chaque jour, à l'est et au midi, sur la face entière de l'Espagne, jusqu'aux portes mêmes de la capitale.

Or, il existe un grand inconvénient diplomatique à ce que les relations des nations étrangères avec cette nouvelle puissance continuent à être, comme elles sont aujourd'hui, vagues, indéfinies et douteuses, et j'ose affirmer qu'il est de toute nécessité qu'un pareil état de choses cesse aussitôt que possible, car il renferme les éléments d'une menace permanente à la paix européenne.

Plus d'une fois nous avons vu l'Allemagne insolente et provocatrice prendre une attitude menaçante, sous prétexte de difficultés soulevées à ses sujets par les autorités du littoral cantabrique. Il a fallu toujours que le prince de Bismark recourût à Madrid pour les explications et les réparations exigées. Mais les gouvernements, soit de Serrano, soit de don Alphonse, se trouvaient impuissants à les fournir; car ni leur pouvoir ni leur mandat ne s'étendaient sur les provinces basques et autres, pas plus qu'à Londres ou à New-

York. Si l'Allemagne avait voulu s'adresser aux autorités carlistes, ces difficultés, qui fussent facilement devenues la cause d'une guerre européenne, n'auraient jamais surgi. Mais le prince de Bismark a soigneusement écarté pareille démarche, car elle aurait impliqué une pleine reconnaissance de la belligérance aux carlistes.

Je ne mentionne cet incident que pour faire comprendre à la Chambre combien cette question nous touche de près. Nous maintenons de vastes relations commerciales avec le Nord de l'Espagne, et déjà nous avons vu surgir des difficultés à cet endroit; plus d'une fois on a tiré sur le pavillon anglais, parce que les patrons de quelques vaisseaux ont persisté à méconnaître les circonstances et les nécessités de la guerre civile, et ont refusé de reconnaître les autorités carlistes, tandis que les autorités alphonsistes étaient dans l'impossibilité de les garantir contre les suites de leur imprudence. Donc, à mon avis, le moment est venu pour une reconnaissance officielle de la belligérance carliste, afin de mettre un terme à un état de choses dont sortiront des périls et des complications continuels.

Que le gouvernement de Sa Majesté Britannique prenne l'initiative, et des questions comme celles du *Gustav* et de la *Caroline* tombent dans la voie ordinaire du droit international, dans son application reconnue par deux puissances belligérantes, et chaque individu qui se croit lésé ou maltraité par les incidents de la lutte civile sait à qui il faut recourir pour une juste réparation.

Mais on demandera : Les carlistes ont-ils établi leurs droits à une reconnaissance officielle ? Je réponds hardiment : Oui ! Et cela de plus d'une façon. En premier lieu, il ne faut pas oublier qu'au moment actuel le gouvernement de Charles VII jouit du droit d'ancienneté en Espagne. Son drapeau est le premier qui ait été déployé dans la lutte actuelle. De son pavois guerrier, il a vu crouler successivement trois régimes

établis à Madrid, reconnus par les puissances européennes, sans compter les changements administratifs sans nombre qui se sont opérés.

Quand, pour la première fois, il a livré aux vents des Pyrénées les plis de sa bannière royale, fort dans sa foi, dans son droit, dans l'amour de son peuple, l'étranger foula le sol de l'Espagne, et Amédée de Savoie trônait à Madrid par la grâce de la Révolution officielle. A la fuite précipitée du prince italien, la République fédérale de Castelar s'établit. Charles VII l'a vu encore remplacer par le régime bâtard de Serrano, qui, à son tour, a cédé la place à la monarchie restaurée de don Alphonse, appuyée sur l'influence prussienne, sur le libéralisme cosmopolite et sur la conspiration des prétoriens de Valence et de Madrid.

A tour de rôle, ces régimes divers ont été également reconnus par les grandes puissances. Les trois premiers ont survécu peu de mois à cet acte de bienveillance, et il faut avouer que le quatrième ne donne pas beaucoup de garanties de durée. On pourrait même dire des gouvernements successifs de Madrid qu'ils ne possèdent que juste assez de vitalité pour traîner leur existence jusqu'à une reconnaissance quelconque, et que l'ayant reçue ils sentent avoir assez vécu et disparaissent de l'horizon politique. Qu'on regarde la première édition de l'Almanach de Gotha pour 1875 : on y lira que l'Espagne est régie par le maréchal Serrano, qui a été reconnu par toutes les puissances européennes. Avant le jour de l'an, ces lignes ont été démenties par la chute du maréchal Serrano.

Et cependant, ces gouvernements qui poussent dans une nuit et qui meurent le lendemain, on les reconnaît, tandis qu'on refuse une simple reconnaissance de belligérance aux carlistes, bien qu'ils aient su s'établir dans tout le Nord et l'Est de l'Espagne, non-seulement sans changer ou modifier

leur régime, mais en affirmant tous les jours leur force et leur influence pendant plus de trois ans.

Dans cet intervalle, on a eu sept ou huit révolutions et coups d'Etat à Madrid, et trois changements de gouvernement ! La stabilité, en effet, semble être le partage des seuls carlistes, le transitoire celui de leurs adversaires.

Il en est de même au point de vue militaire. Les chefs carlistes qui, au début de la guerre, ont formé et discipliné ces vaillantes populations qui défendent les droits de leur Roi et de leur religion, sont les mêmes qui les mènent aujourd'hui de victoire en victoire. L'armée libérale, au contraire (car je ne veux pas fausser les termes en lui appliquant l'épithète d'armée royale), a eu une longue succession de généraux, dont chacun a été disgracié et renvoyé par suite d'une défaite, qu'on a espéré naïvement réparer par un succès. Nous l'avons vue commandée, à tour de rôle, par Nouvilas, Contreras, Sanchez Brega, Santa Pau, Moriones, de nouveau par Serrano, puis par Manuel Concha, La Serna, Serrano, pour la troisième fois, encore par La Serna, et aujourd'hui par Quesada qui, dit-on, cédera d'un jour à l'autre son bâton de commandant au jeune Concha ou à un autre favorisé par la camarilla de Madrid.

Je ne comprends pas qu'on puisse nier la belligérance aux carlistes. Pendant des mois entiers, on a soldé et nourri régulièrement plus de 75,000 hommes, quand un gouvernement civil et régulier est établi, au nom de Charles VII, sur toutes les provinces du Nord, de l'Est, etc.

Le Roi a concédé leurs anciens *fueros* aux populations basques, qui lui prêtent avec joie le concours de leurs bras pour la revendication de ses droits. Et ce n'est pas tout, car la noblesse et les propriétaires ruraux des provinces, où les conditions du terrain ne se prêtent pas encore à une lutte armée, ou que la distance du champ des opérations militaires empêche de se déclarer ouvertement pour la cause de don

Carlos, transmettent au trésor royal, à Estella, de forts subsides volontaires, fait qui prouve que Sa Majesté compte autant de fidèles sujets au centre et au midi de l'Espagne que dans le territoire qu'elle a pu occuper militairement.

Qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, il existe de fait un royaume carliste, possédant une armée fidèle, disciplinée, aguerrie et victorieuse, et si ces faits ne constituent pas une puissance belligérante, j'ignore la signification du mot.

Mais il y a encore un motif irrécusable pour la reconnaissance de la belligérance par les puissances étrangères, c'est que le gouvernement de Madrid en a pris l'initiative et l'a déjà reconnue. Nous pouvons affirmer, — sans crainte de rencontrer un démenti, — qu'aucun gouvernement n'offre un échange de prisonniers à de simples insurgés ; qu'il n'entre pas en convention avec les agents d'une armée rebelle ; que dans ses documents officiels il n'accorde pas à une simple révolte le titre de guerre civile, car, en faisant ceci, il s'abaisserait au niveau des chefs de l'insurrection.

C'est précisément, cependant, ce qu'ont fait tous les gouvernements qui se sont succédé à Madrid. Le gouvernement républicain de Castelar a publié un décret autorisant l'échange de prisonniers avec les carlistes, décret qui qualifie le conflit engagé dans le Nord et l'Est, non pas d'insurrection, mais de guerre civile, et par lequel on a négocié et fait un échange de prisonniers.

Depuis le premier échange de prisonniers, sous le régime Castelar, plusieurs autres ont eu lieu sous le gouvernement de Serrano, et un depuis l'avènement de don Alphonse et par son autorité, vers la fin de cette campagne glorieuse qu'a couronnée la victoire de Lacar.

Un autre échange de prisonniers a eu lieu en Catalogne au milieu de mars, en vertu duquel le général Nouvilas et 500 hommes ont été mis en liberté.

Il suit donc de ces faits incontestables et des principes que j'ai énoncés que la belligérance des carlistes a été reconnue de fait par Castelar en premier lieu, que cette reconnaissance a été acceptée et confirmée par le maréchal Serrano et par don Alphonse.

Je n'ai voulu faire ici qu'un simple récit de faits. Je n'ai rien exagéré et rien supprimé. Je suis royaliste et carliste, c'est vrai, et je m'en vante ; mais mes sympathies personnelles pour le roi Charles VII ne peuvent rien ajouter à l'importance de la question, que je sou mets à la grave considération de la Chambre.

Ce n'est pas parce que je crois fermement que, dans l'avènement du roi chevalier au trône de ses aïeux, réside le dernier espoir de la reconstruction et de la stabilité du royaume d'Espagne, que mes paroles perdent de leur signification au point de vue du droit des nations, et de la nécessité de cette reconnaissance par l'Angleterre, puissance maritime et industrielle.

Les plus graves intérêts sont en jeu, car l'état de choses maintenu au littoral du nord de l'Espagne, par le retard à reconnaître la belligérance, renferme une menace perpétuelle à la tranquillité européenne. Le droit et l'utilité sont ici d'accord.

Je termine en demandant que la Chambre exprime à S. M. la reine son avis que le moment est arrivé où il est juste et utile de reconnaître comme belligérants l'armée et les populations guerroyantes sous le drapeau de S. M. le roi Charles VII.

TABLE

DU TOME DEUXIÈME

DEUXIÈME PARTIE *(Suite)*.

CHAPITRE V. —	Bataille d'Estella ou d'Abarzuza	1
CHAP. VI. —	La guerre en Catalogne, en Aragon et dans la province de Valence	39
CHAP. VII. —	Débarquements d'artillerie. — La Guardia et Miranda. — Combats d'Oteiza (10 août), de Biurrun et d'Unzue (21 et 23 septembre). — Pointe du général Mogrovejo en Castille. — Réorganisation de l'armée du Nord	65
CHAP. VIII. —	Les opérations en Guipuzcoa. — Siège d'Irun. — Bataille d'Urnieta.	93
CHAP. IX. —	Le <i>Pronunciamiento</i> de Martinez Campos à Sagonte. — Alphonse XII à Madrid. — Etat des forces alphonsistes et carlistes au 1 ^{er} janvier 1875. — Reprise des hostilités. — Ravitaille- ment de Pampelune. — Bataille de Lacar. — Opérations de Loma dans la vallée de l'Oria..	111
CHAP. X. —	La trahison de don Ramon Cabrera. . . .	133

DOCUMENTS ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

PIÈCE	I. —	Loi de succession de 1713.	193
PIÈCE	II. —	Manifeste du roi aux Espagnols le 16 juillet 1874.	199
PIÈCE	III. —	Lettre du général Pavia au ministre de la guerre, le 13 octobre 1874	205
PIÈCE	IV. —	Note du marquis de la Vega de Armijo au duc Decazes	213
PIÈCE	V. —	Note de lord Beaumont à la presse anglaise.	225
PIÈCE	VI. —	Rapport officiel du gouverneur carliste du Guipuzcoa sur le naufrage du <i>Gustav</i>	231
PIÈCE	VII. —	Proclamation de la junte vasco-navarraise après la levée du siège de Bilbao, en 1874 . .	237
PIÈCE	VIII. —	Proclamation du général Mendiri à la nou- velle du pronunciamiento de Martinez Campos en faveur d'Alphonse XII.	239
PIÈCE	IX. —	Lettre de l'évêque d'Urgel au roi d'Espagne à l'occasion du pronunciamiento de Martinez Campos proclamant Alphonse XII	243
PIÈCE	X. —	Réponse de S. M. don Carlos VII	245
PIÈCE	XI. —	Adresse du maréchal Elio au roi à l'occasion de la fête des Rois (1875)	247
PIÈCE	XII. —	État des forces en hommes, canons de la flotte allemande appelée dans les eaux espa- gnoles au commencement de 1875	251
PIÈCE	XIII. —	Note des soldats de l'armée carliste qui ont été fusillés ou assassinés par l'armée ennemie depuis l'exécution du colonel carliste Lozano (10 décembre 1874, jusqu'au 15 avril 1875). .	253

TABLE

289

PIÈCE XIV. —	Commission générale des échanges des prisonniers carlistes	255
PIÈCE XV. —	Convention pour l'échange des prisonniers.	261
PIÈCE XVI. —	A Messieurs les Présidents des Conseils d'administration des chemins de fer et à Messieurs les Présidents des Chambres de commerce d'Espagne et de l'étranger . . .	265
PIÈCE XVII. —	Discours prononcé à la Chambre des Communes de Londres par M. O'Cléry, membre de la Chambre à l'effet d'obtenir du gouvernement anglais la reconnaissance comme belligérant du gouvernement carliste (10 juillet 1875). .	279

FIN DE LA TABLE DU DEUXIÈME VOLUME





